

CONSEIL

Cent quatorzième session

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION	2
OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES.....	3
DONNÉES FINANCIÈRES.....	7
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	15
ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE.....	16
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	17
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	18
ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS (PROGRAMMES D'OPÉRATIONS).....	19
ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE (PROGRAMME ADMINISTRATIF).....	20
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS	21
 APPENDICES	
Appendice 1 Contributions assignées (programme administratif)	66
Appendice 2 Contributions assignées restant dues (programme administratif)	70
Appendice 3 État de la performance financière par service	73
Appendice 4 Sources et application des revenus de soutien opérationnel	74
I. Revenus de soutien opérationnel.....	74
II. Réserve de revenus de soutien opérationnel	75
III. Prélèvement sur la réserve de revenus de soutien opérationnel.....	75
IV. Fonds de l'OIM pour le développement	76
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu.....	77
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés	81
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur (programmes d'opérations).....	83
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet (programmes d'opérations).....	85
Appendice 9 Liste des services en nature reçus.....	130

RAPPORT DE LA DIRECTION



Le 31 mai 2023

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM présente les informations financières de l'Organisation de manière transparente et accessible. Il est un élément important du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers et les informations connexes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), au Règlement financier de l'OIM et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. En raison des limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

À notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2022. Durant le processus de vérification externe des comptes, l'OIM a communiqué au Service de vérification des comptes du Ghana toutes les informations pertinentes et l'accès convenus dans la mission de vérification des comptes. L'opinion du Vérificateur externe des comptes, le Vérificateur général des comptes du Ghana, est reproduite à la page suivante.

António Vitorino
Directeur général

Joseph Samuel Appiah
Contrôleur financier/Directeur
du Département de la gestion
financière et administrative

Leonel Guzman
Directeur
de la Division Finances et
comptabilité

OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

RÉPUBLIQUE DU GHANA

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DES COMPTES

Notre n° de réf. : AG/01/23/16

Le 23 mai 2023

Votre n° de réf. :

M. António Vitorino
Directeur général
Organisation internationale pour les migrations
Genève.

Rapport du Vérificateur externe des comptes sur les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022

J'ai l'honneur de vous communiquer les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022, que j'ai vérifiés et sur lesquels j'ai exprimé une opinion.

Veillez agréer les assurances de ma très haute considération.

Johnson Akuamoah-Asiedu
Vérificateur général des comptes

OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT

Au
Président du Conseil
de l'Organisation internationale pour les migrations
réuni pour sa cent quatorzième session

Rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), constitués de l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et de l'état de la performance financière, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie et de l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice ayant pris fin à cette date, ainsi que des notes aux états financiers, y compris une synthèse des aspects principaux de la politique comptable.

Opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'OIM au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice ayant pris fin à cette date, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont énoncées à la section « Responsabilités du vérificateur des comptes concernant la vérification des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'OIM, conformément aux règles déontologiques qui s'appliquent à la vérification des états financiers, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités dans le respect de ces règles. Nous estimons que les éléments que nous avons réunis à l'occasion de notre vérification sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion.

Responsabilités de la direction et des organes de gouvernance en matière d'états financiers

Il incombe au Directeur général d'établir des états financiers conformes aux normes IPSAS, qui présentent une image fidèle de la situation de l'OIM et d'exercer le contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre d'établir des états exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Lors de l'établissement des états financiers, le Directeur général est tenu d'évaluer la capacité de l'OIM de poursuivre ses activités, de rendre compte, le cas échéant, des éléments touchant la continuité d'activité et de considérer qu'elle poursuivra ses activités, à moins qu'il n'ait l'intention de procéder à la liquidation de l'OIM ou de mettre fin à ses activités, ou qu'il n'ait pas d'autre solution à sa portée. Les organes de gouvernance sont tenus de superviser la procédure d'information financière de l'OIM.

OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)

Responsabilités du vérificateur des comptes concernant la vérification des états financiers

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur, et de publier un rapport dans lequel nous faisons part de notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé ; elle ne garantit cependant pas qu'une vérification menée conformément aux Normes internationales d'audit permette de déceler systématiquement les anomalies significatives. Les anomalies peuvent tenir à la fraude ou à l'erreur et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prendront sur la base des états financiers.

Dans le respect des Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et un esprit critique tout au long de la vérification. Nous menons également les activités suivantes :

- a. Nous décelons et évaluons les risques que pourrait poser la présence d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci soient dues à la fraude ou à l'erreur, nous concevons et appliquons des procédures de vérification adaptées à ces risques et nous réunissons à l'occasion de notre vérification des éléments qui sont appropriés et suffisants pour nous permettre de former notre opinion. Le risque de ne pas déceler une inexactitude significative découlant d'une fraude est plus élevé que celui lié à une inexactitude résultant d'une erreur, car la fraude peut recouvrir des actes de collusion ou de falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le non-respect des procédures de contrôle interne ;
- b. Nous évaluons les contrôles internes exercés par l'OIM afin de concevoir des procédures de vérification appropriées, mais notre intention n'est pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles ;
- c. Nous évaluons les méthodes comptables suivies et les estimations faites par le Directeur général, de même que l'information dont il fait état ;
- d. Nous tirons des conclusions concernant l'utilisation par le Directeur général du principe de la continuité d'activité et, nous fondant sur les éléments que nous avons réunis dans le cadre de la vérification, nous estimons s'il existe une incertitude significative quant à des événements ou des circonstances qui pourraient compromettre la capacité de l'OIM de poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'appeler l'attention sur les informations pertinentes figurant dans les états financiers et d'émettre une opinion modifiée si elles ne sont pas satisfaisantes. Nos conclusions sont fondées sur les éléments réunis à la date d'établissement de notre rapport, mais nous ne pouvons pas nous engager pour l'avenir puisque l'on ne peut pas exclure que des circonstances ou des événements futurs empêchent l'OIM de poursuivre ses activités ;
- e. Nous évaluons la présentation générale, la structure et la teneur des états financiers et des informations qui les accompagnent ; nous évaluons également si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents avec fidélité.

Nous communiquons avec les organes de gouvernance concernant, entre autres points, l'étendue et le calendrier de la vérification et les principales constatations, notamment les insuffisances significatives concernant les contrôles internes que nous pourrions déceler dans le cadre de nos activités.

OPINION DU VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Par ailleurs, à notre avis, les opérations effectuées par l'OIM qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux autres dispositions réglementaires de l'OIM. Conformément à l'article 12 du Règlement financier et aux autres dispositions réglementaires, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes de l'OIM.

Johnson Asiedu-Akuamoah
Vérificateur général des comptes du Ghana
(Vérificateur externe des comptes)

Accra (Ghana)
Le 23 mai 2023

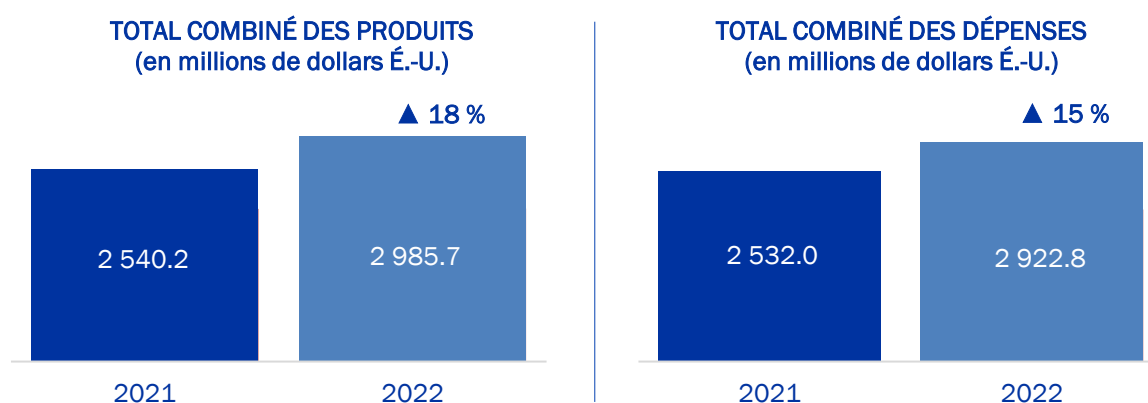
DONNÉES FINANCIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL

Introduction

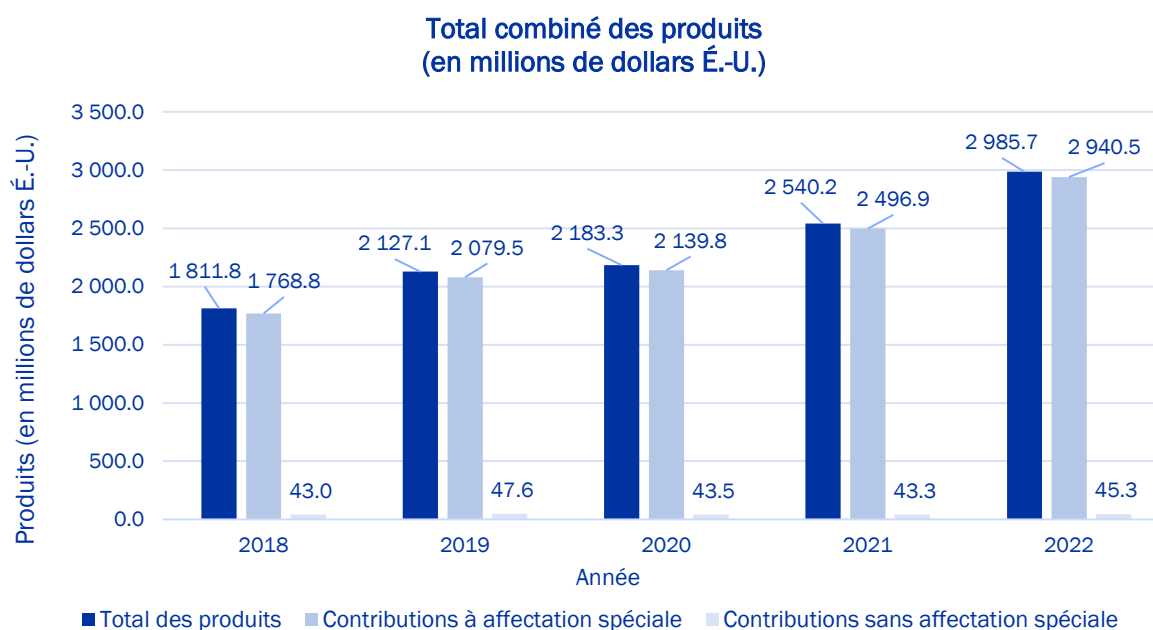
1. En 2022, tandis que la mobilité humaine reprenait son cours dans un monde qui se relevait des effets de la longue pandémie de COVID-19, et que de nouveaux conflits et catastrophes naturelles venaient s'ajouter à ceux déjà en cours, l'OIM a continué de veiller à la mise en œuvre efficace et encore plus efficiente de ses activités programmatiques.

2. En 2022, le total combiné des produits est passé à 2 985,7 millions de dollars É.-U. (contre 2 540,2 millions de dollars É.-U. en 2021) et le total des dépenses est passé à 2 922,8 millions de dollars É.-U. (contre 2 532 millions de dollars É.-U. en 2021), débouchant sur un excédent de 62,9 millions de dollars É.-U. avant pertes et gains de change, en hausse significative par rapport à celui de 2021 qui se situait à 8,2 millions de dollars É.-U. (montant retraité). Cet excédent important est dû essentiellement à l'augmentation des revenus de soutien opérationnel découlant de la croissance opérationnelle et de la hausse des taux d'intérêt en 2022.



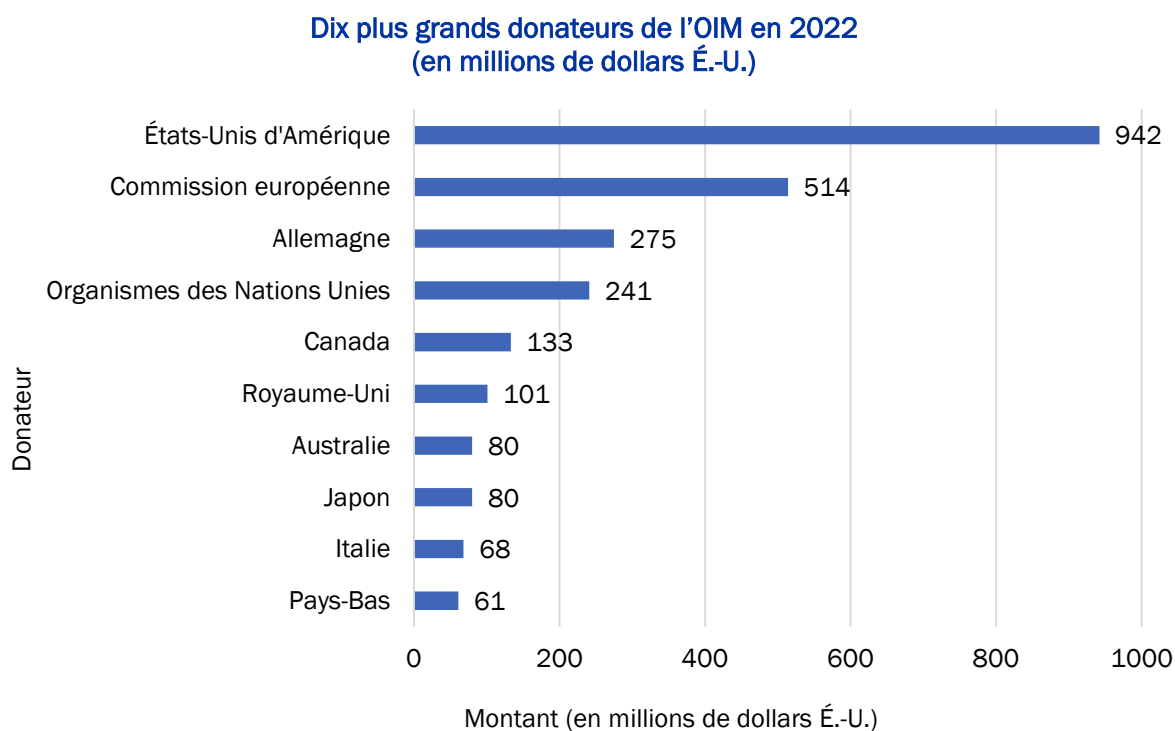
Produits

3. En 2022, le total combiné des produits a augmenté de 18 % par rapport à 2021. Ce montant – qui englobe les contributions assignées au titre du programme administratif et les contributions volontaires au titre des programmes d'opérations, y compris les produits d'intérêts et autres produits – s'élevait à 2 985,7 millions de dollars É.-U. en 2022, contre 2 540,2 millions de dollars É.-U. en 2021 (montant retraité).



4. En outre, l'OIM a constaté une hausse de 11 % des produits différés au titre des programmes d'opérations. Les produits différés correspondent aux contributions reçues des donateurs avant exécution pour des activités devant être achevées après 2022, et se sont élevés à 1 545,8 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2022, contre 1 392,6 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2021.

5. Le graphique ci-dessous indique les dix plus grands donateurs de l'Organisation en 2022, dont le total combiné des contributions assignées et des contributions volontaires s'est élevé à 2 495,1 millions de dollars É.-U., soit 88 % du total combiné des produits de l'Organisation.



6. Les contributions volontaires à affectation spéciale pour des programmes d'opérations se sont élevées à 2 719,3 millions de dollars É.-U. (contre 2 348,8 millions de dollars É.-U. en 2021), comprenant 161,7 millions de dollars É.-U. de contributions à affectation relativement non contraignante destinées à des opérations de pays et à des appels humanitaires de l'OIM (contre 21 millions de dollars É.-U. en 2021).

7. Des contributions sans affectation spéciale (aux ressources de base) d'un montant total de 33,2 millions de dollars É.-U. (contre 38,8 millions de dollars É.-U. en 2021) ont été reçues des Gouvernements de l'Autriche, de la Belgique, de Chypre, du Danemark, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Qatar, de la République de Corée, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse.

8. Les financements souples versés à l'OIM (contributions sans affectation spéciale ou à affectation relativement non contraignante), et plus particulièrement les contributions sans affectation spéciale (aux ressources de base) revêtent une importance vitale pour l'OIM et lui permettent d'investir dans des initiatives institutionnelles visant à renforcer ses fonctions de base à l'appui de la mise en œuvre de son mandat et à fournir une assistance dont ses bénéficiaires et les populations démunies ont cruellement besoin. Ces financements souples représentent 7 % du financement total de l'Organisation.

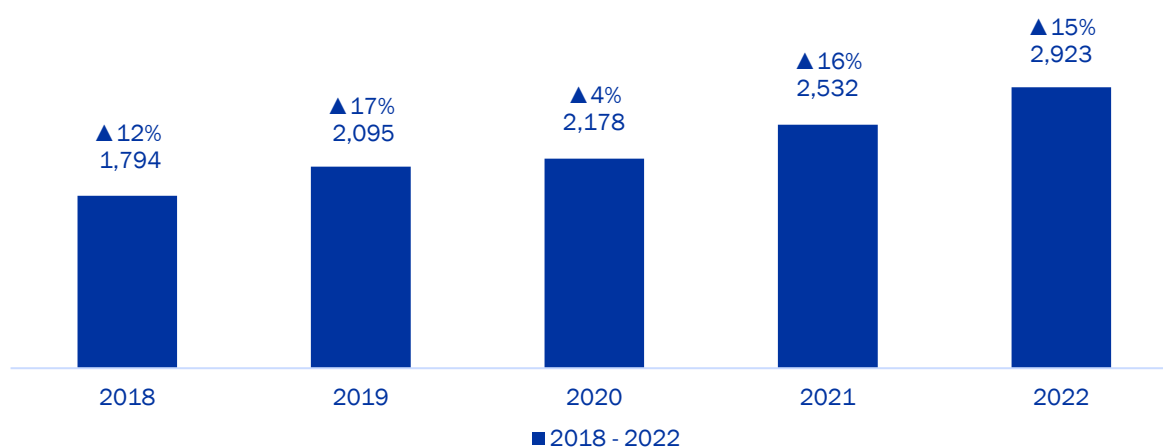
Dépenses

9. Le total combiné des dépenses de l'OIM s'est élevé à 2 922,8 millions de dollars É.-U. en 2022, ce qui représente une augmentation de 390,7 millions de dollars É.-U. (15 %) par rapport au total des dépenses de 2021, qui s'était élevé à 2 532,1 millions de dollars É.-U..

Dépenses	Millions de dollars É.-U.		Différence	
	2022	2021	Pourcentage (%) des dépenses totales	Millions de dollars É.-U.
Programme administratif	56,6	62,6	2	(6,0)
Programmes d'opérations	2 866,2	2 469,5	98	396,7
Total des dépenses pour l'exercice (compte non tenu des variations de change)	2 922,8	2 532,1	100	390,7

10. Le graphique ci-dessous indique le total combiné des dépenses enregistré pour la période 2018-2022, ainsi que l'augmentation annuelle (en %).

Total combiné des dépenses : 2018-2022
(en millions de dollars É.-U.)



11. En 2022, l'OIM a continué de fournir une assistance humanitaire répondant à tout l'éventail des besoins des populations touchées en raison de conflits armés, de chocs environnementaux, de catastrophes et du changement climatique dans les pays suivants : Afghanistan (touchant également les pays voisins, dont la République islamique d'Iran, le Kazakhstan, le Pakistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan), Bangladesh, République démocratique du Congo, Éthiopie, Haïti, Mozambique, Nigéria, Soudan du Sud et Ukraine (touchant également les pays voisins, dont le Bélarus, la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République de Moldova, la Roumanie et la Slovaquie) ; ainsi que dans des situations de crise dans les régions suivantes : centre du Sahel (touchant le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger et le Togo) ; Amérique centrale, sous l'effet de la migration régionale au départ de l'Amérique du Sud (touchant la Colombie, le Costa Rica et le Panama) ; Amérique latine et Caraïbes, du fait de la situation en République bolivarienne du Venezuela (touchant l'Argentine, l'État plurinational de Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Équateur, le Guyana, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Trinité-et-Tobago et l'Uruguay, ainsi que les îles d'Aruba et de Curaçao) ; Corne de l'Afrique, en raison de la sécheresse dans la région (touchant Djibouti, l'Éthiopie, la Somalie et le Kenya) ; et République arabe syrienne et la région avoisinante (touchant l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la République arabe syrienne et la Türkiye).

12. En ce qui concerne la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies n° 72/279 du 31 mai 2018 et les directives ultérieures relatives à la mise en œuvre de la redevance de 1 % au titre de la coordination, l'OIM a recueilli 2,2 millions de dollars É.-U. en 2022 (contre 2,7 millions de dollars É.-U. en 2021). Elle a transféré ce montant au fonds d'affectation spéciale à des fins déterminées au nom des donateurs de contributions.

13. Le nombre de projets financièrement actifs s'est établi à 4 072 au cours de l'année (contre 3 396 en 2021). Au 31 décembre 2022, on dénombrait 3 569 projets financièrement actifs (contre 2 656 en 2021). En 2022, l'OIM a employé 18 934 personnes (non compris les consultants) déployées dans 557 représentations sur le terrain réparties dans le monde entier (contre 17 761 membres du personnel affectés dans 523 représentations sur le terrain en 2021).

14. L'OIM a reçu du Service de vérification des comptes du Ghana une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et les autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière de l'exercice clôturé le 31 décembre 2022.

PROGRAMME ADMINISTRATIF

15. Le programme administratif continue de représenter une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, s'élevant à 2 % des dépenses combinées en 2022.

16. Au 31 décembre 2022, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 15,9 millions de francs suisses, soit une augmentation de 2,1 millions de francs suisses par rapport à l'année précédente (13,8 millions de francs suisses en 2021). Sur cette somme, 0,04 million de francs suisses concernent quatre États Membres qui ont conclu des échéanciers de paiement (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2022 à l'appendice 2).

17. Conformément à la hausse des contributions assignées restant dues, la part du solde en souffrance correspondant au montant des sommes dues de longue date (contributions pour 2021 et les années antérieures) a augmenté par rapport à l'année précédente, à hauteur de 1,8 million de francs suisses (contre une hausse de 2,9 millions de francs suisses en 2021). Le total des contributions assignées restant dues nécessitant un provisionnement a augmenté pour atteindre 10,8 millions de francs suisses au 31 décembre 2022 (contre 9 millions de francs suisses en 2021).

18. Les contributions assignées au programme administratif pour 2022 se sont élevées à 53,6 millions de francs suisses (contre 53,2 millions de francs suisses en 2021). Les dépenses engagées au titre du programme durant l'exercice, d'un montant de 53,6 millions de francs suisses (contre 53,2 millions de francs suisses en 2021), ont débouché sur une situation d'équilibre (contre un excédent de 26 francs suisses en 2021) avant provision pour créances douteuses. Après intégration de la hausse précitée de la provision pour créances douteuses de 1,8 million de francs suisses et de l'excédent de charges reporté en début d'exercice de 6,6 millions de francs suisses, le programme administratif a affiché un déficit de 8,3 millions de francs suisses (contre 6,6 millions de francs suisses en 2021), selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire).

19. La partie administrative du budget bénéficie d'une couverture naturelle, car la plupart des dépenses sont effectuées dans la même monnaie que les produits, à savoir le franc suisse.

20. Le nombre total d'États Membres de l'OIM s'élève à 175 (contre 174 en 2021).

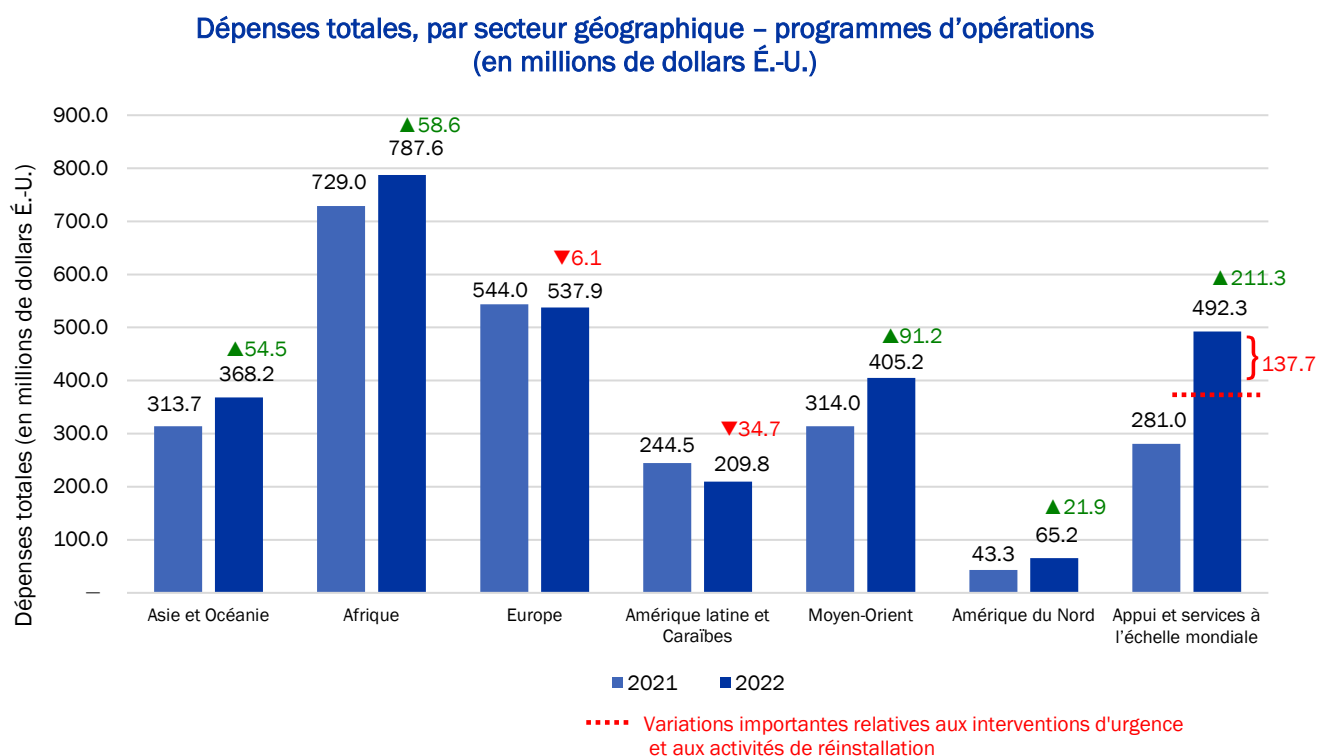
PROGRAMMES D'OPÉRATIONS

21. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2022 (document C/113/8) prévoyait, sur la base des informations disponibles à l'époque, des dépenses pour les programmes d'opérations de l'OIM estimées à environ 2 944,1 millions de dollars É.-U..

22. Le total des dépenses engagées au titre des programmes d'opérations a augmenté de 396,7 millions de dollars É.-U., passant de 2 469,5 millions de dollars É.-U. en 2021 à 2 866,2 millions de dollars É.-U. en 2022, soit une hausse globale de 16 %.

23. Les représentations sur le terrain ayant enregistré les niveaux de dépenses les plus élevés ont été, par ordre décroissant, l'Ukraine, l'Iraq, la Grèce, la Türkiye, le Bangladesh, le Soudan du Sud, l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Yémen, et le Nigéria, soit 38 % du montant total des dépenses d'opérations. Les dépenses totales par représentation sur le terrain sont indiquées à l'appendice 5.

24. Les dépenses totales, par secteur géographique, sont résumées dans le graphique et dans le tableau ci-dessous :

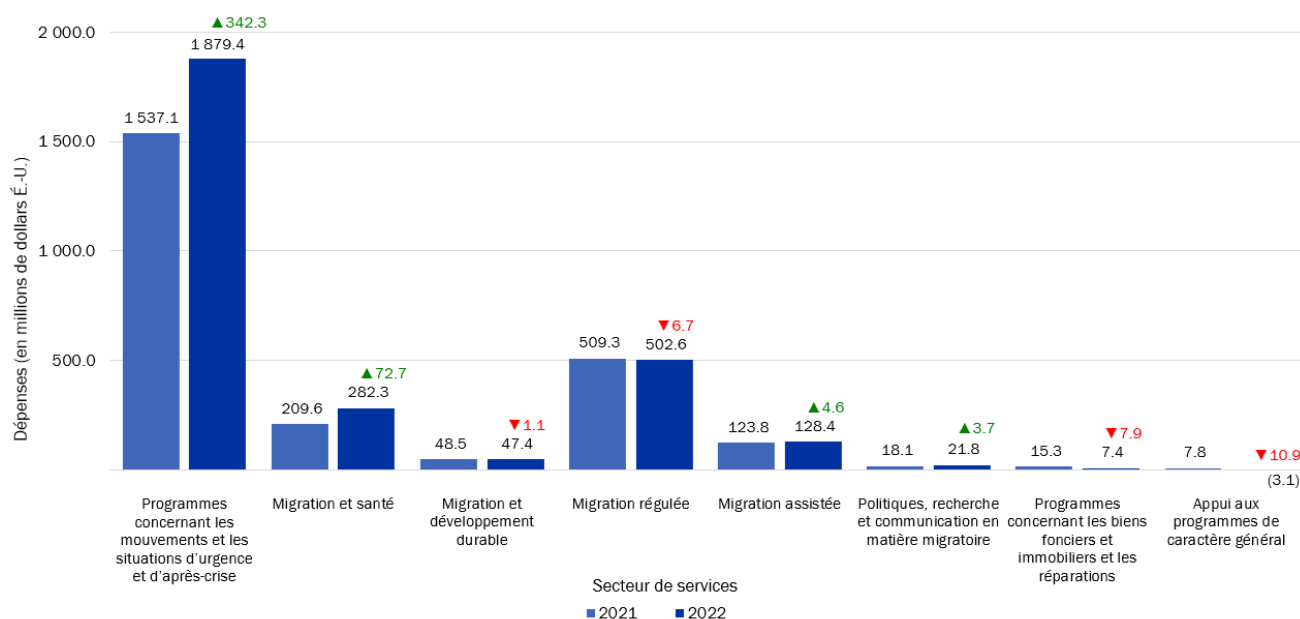


Programmes d'opérations Dépenses par secteur géographique	Millions de dollars É.-U.		
	2022	2021	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	368,2	313,7	54,5
Afrique	787,6	729,0	58,6
Europe	537,9	544,0	(6,1)
Amérique latine et Caraïbes	209,8	244,5	(34,7)
Moyen-Orient	405,2	314,0	91,2
Amérique du Nord	65,2	43,3	21,9
Appui et services à l'échelle mondiale	492,3	281,0	211,3
Total	2 866,2	2 469,5	396,7

25. L'augmentation de 396,7 millions de dollars É.-U. des dépenses engagées au titre des programmes d'opérations est principalement due à l'importante augmentation, de 211,3 millions de dollars É.-U., enregistrée dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale. Sur ce montant, environ 137,7 millions de dollars É.-U. ont été affectés à certaines interventions d'urgence en lien avec la crise en Ukraine et à la réinstallation de migrants au Canada, et des projets connexes ont été gérés de façon centralisée et mis en œuvre dans les pays cibles en collaboration avec les bureaux extérieurs de l'OIM.

26. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau et le graphique ci-dessous :

Dépenses totales par secteur de services – programmes d'opérations (en millions de dollars É.-U.)



Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	Millions de dollars É.-U.		
	2022	2021	Augmentation/ (diminution)
Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise	1 879,4	1 537,1	342,3
Migration et santé*	282,3	209,6	72,7
Migration et développement durable	47,4	48,5	(1,1)
Migration régulée	502,6	509,3	(6,7)
Migration assistée	128,4	123,8	4,6
Politiques, recherche et communication en matière migratoire	21,8	18,1	3,7
Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	7,4	15,3	(7,9)
Appui aux programmes de caractère général	(3,1)	7,8	(10,9)
Total	2 866,2	2 469,5	396,7

* Les questions de santé sont communes à tous les domaines d'action de l'OIM. Ces chiffres ne reflètent que les activités axées sur la santé des migrants et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

27. Les principales fluctuations par secteur de services, telles qu'elles apparaissent dans le tableau ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- Les dépenses au titre des programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise ont augmenté de 342,3 millions de dollars É.-U., essentiellement en raison de l'augmentation des activités d'aide à la réinstallation menées avant tout dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale ; ainsi que de l'augmentation des interventions d'urgence et de l'assistance fournie aux personnes déplacées presque partout dans le monde, mais surtout en Europe et au Moyen-Orient. L'augmentation a été en partie compensée par un recul des activités dans le domaine de la coordination et de la gestion des camps en Europe, et des activités d'intervention d'urgence et d'aide aux personnes déplacées en Amérique latine.
- Dans le secteur migration et santé, les dépenses ont augmenté de 72,7 millions de dollars É.-U., principalement en raison d'une hausse, dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale, des activités d'évaluation sanitaire dans le contexte migratoire et d'assistance sanitaire

durant le voyage, ainsi que d'une augmentation des activités de fourniture de services de santé aux populations touchées par une crise en Europe, au Moyen-Orient et en Asie.

- Les dépenses concernant le couple migration et développement durable ont diminué de 1,1 million de dollars É.-U. en Asie et Océanie, en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique latine et dans les Caraïbes, essentiellement en raison d'une baisse des activités de développement économique et communautaire.
- Les dépenses au titre de la migration régulée ont diminué de 6,7 millions de dollars É.-U. en raison du recul des activités d'aide au retour et à la réintégration à l'intention des migrants et des gouvernements principalement en Europe, et dans une moindre mesure en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient.
- Les dépenses au titre de la migration assistée ont augmenté de 4,6 millions de dollars É.-U., essentiellement en raison d'une hausse des activités en matière de migration de main-d'œuvre et d'intégration et cohésion sociale en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient, ainsi que dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale. Cette augmentation est en partie compensée par le recul d'activités analogues en Europe et en Amérique latine.
- Les dépenses au titre des politiques, de la recherche et de la communication en matière migratoire ont enregistré une hausse de 3,7 millions de dollars É.-U. par rapport à 2021, en raison d'un accroissement des activités de politique migratoire et des activités de recherche et de publication en matière migratoire dans tous les secteurs géographiques.
- Les dépenses au titre des programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations ont enregistré une baisse de 7,9 millions de dollars É.-U., essentiellement en raison du recul des activités de renforcement institutionnel en Amérique latine.
- Les dépenses au titre de l'appui aux programmes de caractère général ont diminué de 10,9 millions de dollars É.-U., essentiellement dans le secteur de l'appui et des services à l'échelle mondiale en raison d'une hausse des rentrées provenant de la commission pour frais généraux liés aux projets en 2022.

Revenus de soutien opérationnel

28. Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), les programmes d'opérations affichaient à la fin de 2022 une hausse de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 12,5 millions de dollars É.-U. (contre une hausse de 2,8 millions de dollars É.-U. en 2021), nette du prélèvement de 13 millions de dollars É.-U. effectué conformément aux dispositions de la résolution du Conseil n° 1395 du 29 novembre 2021, ce qui porte le solde total de la réserve à 78,3 millions de dollars É.-U. (contre 65,8 millions de dollars É.-U. en 2021). Voir aussi l'appendice 4.II – Réserve de revenus de soutien opérationnel.

29. Les revenus de soutien opérationnel se composent de la commission pour frais généraux liés aux projets et des revenus divers. Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base, de l'allocation annuelle au Fonds de l'OIM pour le développement et d'autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

30. Le budget des revenus de soutien opérationnel a été fixé pour l'exercice à 142 millions de dollars É.-U. (voir l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel). Le montant de ces revenus varie d'une année à l'autre, les sources de revenus fluctuant selon le volume des activités déployées, le montant des contributions sans affectation spéciale reçues et les taux d'intérêt. C'est pourquoi des fonds peuvent devoir être retirés de la réserve de revenus de soutien opérationnel si le montant des revenus de soutien opérationnel disponible à la fin de l'exercice financier est inférieur au montant budgétisé.

31. Le montant effectif des revenus de soutien opérationnel s'est élevé à 173,3 millions de dollars É.-U. (contre 140 millions de dollars É.-U. en 2021), dépassant de 31,3 millions de dollars É.-U. le montant total inscrit au budget (142 millions de dollars É.-U.). Cet excédent est essentiellement imputable à des rentrées plus importantes que prévu provenant de la commission pour frais généraux liés aux projets. À l'appendice 4.I, les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'application des revenus de soutien opérationnel en 2022.

32. Conformément à la résolution du Conseil n° 1395 du 29 novembre 2021, 15 millions de dollars É.-U. ont été alloués au soutien apporté aux États Membres en développement et à ceux dont l'économie est en transition au titre du Fonds de l'OIM pour le développement. Sur ce montant, 13,6 millions de dollars É.-U. ont été alloués à la deuxième ligne de crédit et 1,4 million de dollars É.-U. à la première. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel, et l'appendice 4.IV – Fonds de l'OIM pour le développement.

Réserve de revenus de soutien opérationnel

33. L'excédent de revenus de soutien opérationnel est versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel après comblement de tout déficit non budgétisé et imprévu au cours de l'exercice. Compte tenu de ce critère, l'excédent de revenus de soutien opérationnel se situait à 31,3 millions de dollars É.-U. (montant effectif diminué du montant inscrit au budget), non compris le prélèvement de 13 millions de dollars É.-U.. L'excédent de revenus de soutien opérationnel (31,3 millions de dollars É.-U.) a été alloué comme suit :

- 5,3 millions de dollars É.-U. – Cette somme représente le solde net des activités inscrites au budget lorsque les lignes budgétaires approuvées des revenus de soutien opérationnel ont été dépassées en raison de dépenses additionnelles. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel.
- 0,5 million de dollars É.-U. ont été alloués à des déficits de projet imprévus et non inscrits au budget, qui étaient essentiellement dus à des dépassements budgétaires et à des dépenses irrécouvrables concernant des projets achevés. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel et la note 22 relative aux annulations.
- Le montant restant de 25,5 millions de dollars É.-U. a été versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel, en application des dispositions de la résolution du Conseil n° 1395 du 29 novembre 2021. Voir aussi l'appendice 4.I – Revenus de soutien opérationnel.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2022

État I (en dollars É.-U.)

	Notes	Dollars É.-U.	
		2022	2021 (montants retraités)
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4, 23	607 031 414	663 568 045
Placements à court terme	5, 23	1 160 271 936	1 004 979 881
Créances – Contributions volontaires	6	250 105 412	145 958 389
– Contributions assignées	6, 23	5 526 277	5 011 547
– Autres	6, 23	44 738 644	35 289 766
Stocks	7	2 147 814	1 299 473
Autre actif à court terme	8	196 455 707	178 996 472
Total de l'actif à court terme		2 266 277 204	2 035 103 573
Actif à long terme			
Placements à long terme	5, 23	167 870 803	148 181 858
Créances – Contributions assignées	6, 23	21 796	204 552
– Autres	6, 23	7 099 839	1 027 262
Immobilisations corporelles	9	75 655 032	70 047 109
Actifs incorporels	10	8 126 629	3 062 333
Autre actif à long terme	8	1 830 002	1 838 479
Total de l'actif à long terme		260 604 101	224 361 593
TOTAL DE L'ACTIF		2 526 881 305	2 259 465 166
PASSIF			
Passif à court terme			
Fonds reçus d'avance – Contributions volontaires	11	1 545 799 135	1 392 581 492
– Contributions assignées	11, append. 1	1 444 843	1 336 470
– Relations de représentation	11	139 360 470	133 395 383
– Autres	11	23 906 000	24 657 149
Passif au titre des avantages du personnel	12	44 432 353	39 111 546
Sommes dues aux fournisseurs	13, 23	286 973 118	255 535 387
Emprunts – Prêt immobilier	14, 23	399 350	402 842
Autre passif à court terme	13	32 193 880	23 562 941
Total du passif à court terme		2 074 509 149	1 870 583 210
Passif à long terme			
Passif au titre des avantages du personnel	12	173 027 104	184 185 086
Emprunts – Prêt immobilier	14, 23	10 169 044	4 431 287
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des États-Unis	append. 6	38 058 562	20 032 389
Autre passif à long terme	13	6 029 122	5 468 907
Total du passif à long terme		227 283 832	214 117 669
TOTAL DU PASSIF		2 301 792 981	2 084 700 879
ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES			
Solde cumulatif	15, 16	131 559 810	112 469 039
Réserves	17	71 451 526	61 287 806
Réserve de réévaluation de l'actif	9	28 482 684	28 482 684
Réserve pour gains/(pertes) actuariels	12	(6 405 696)	(27 475 242)
TOTAL DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES		225 088 324	174 764 287
TOTAL DU PASSIF et de l'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES		2 526 881 305	2 259 465 166

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

État II (en dollars É.-U.)

	Notes	Appendices	2022		2021 (montants retraités)	
			TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF PROGRAMME D'OPÉRATIONS	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF PROGRAMME D'OPÉRATIONS
PRODUITS						
Contributions à affectation spéciale						
Contributions volontaires à affectation spéciale	22	7, 8	2 719 282 671	2 719 282 671	2 348 803 769	2 348 803 769
Contributions assignées	22	1	58 564 826	58 564 826	60 168 584	60 168 584
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	22	7, 8	146 443 950	146 443 950	80 252 424	80 252 424
Contributions en nature	22	7, 8	16 173 731	16 173 731	7 701 409	7 701 409
Total partiel : Contributions à affectation spéciale			2 940 465 178	2 881 900 352	2 496 926 186	2 436 757 602
Contributions sans affectation spéciale						
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale	22	7, 8	12 010 575	12 010 575	4 474 297	4 474 297
Contributions volontaires sans affectation spéciale	22	7, 8	33 248 178	33 248 178	38 787 546	38 787 546
Total partiel : Contributions sans affectation spéciale			45 258 753	45 258 753	43 261 843	43 261 843
TOTAL DES PRODUITS	22	7, 8	2 985 723 931	2 927 159 105	2 540 188 029	2 480 019 445
CHARGES						
Aide au transport	22		318 922 522	318 922 522	207 138 360	207 138 360
Assistance médicale	22		77 759 754	77 759 754	64 212 237	64 212 237
Autre aide directe aux bénéficiaires	22		554 703 601	554 703 601	435 573 344	435 573 344
Transferts aux partenaires d'exécution	22		238 268 549	238 268 549	266 805 060	266 805 060
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	22		573 203 594	565 037 922	523 915 943	516 479 352
Traitement et avantages du personnel	22		884 385 824	842 664 976	812 454 886	763 782 101
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	22		85 484 993	1 204 029	48 672 292	817 799
Fournitures et produits de consommation	22		164 959 413	161 388 063	144 323 303	141 898 304
Amortissement et dépréciation	9, 10, 22		19 224 799	60 789	23 112 050	168 892
Créances douteuses	22		1 908 897	1 908 897	3 104 111	3 105 646
Autres charges	22		4 000 028	924	2 723 887	643
TOTAL DES CHARGES	22	5	2 922 821 974	2 866 189 465	2 532 035 473	2 469 408 118
EXCÉDENT/(DÉFICIT) DE L'EXERCICE avant les variations de change			62 901 957	60 969 640	8 152 556	10 611 327
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif			(2 145 593)	(2 145 593)	(2 014 287)	(2 014 287)
Gains/(pertes) de change	15, 16		(43 338 113)	(43 338 113)	(72 130 201)	(72 130 201)
EXCÉDENT/(DÉFICIT) DE L'EXERCICE après les variations de change	15, 16		17 418 251	17 631 527	(65 991 932)	(61 518 874)
Y compris les soldes suivants :						
Programme administratif			(213 276)	(213 276)	(4 473 058)	(4 473 058)
Réserve de revenus de soutien opérationnel			29 685 145	29 685 145	7 146 366	7 146 366
Dépenses engagées au titre du prélèvement			(13 000 000)	(13 000 000)	(5 700 000)	(5 700 000)
Transfert vers :						
les réserves			(263 072)	(263 072)	(246 354)	(246 354)
les excédents/(déficits) cumulés			276 216	276 216	13 599 743	13 599 743
les excédents/(déficits) cumulés - opérations avec contrepartie directe			46 137 125	46 137 125	(1 599 434)	(1 599 434)
les excédents/(déficits) cumulés - instruments financiers - produits dérivés			3 293	3 293	255 862	255 862
les conversions monétaires (gains/(pertes))			(43 341 406)	(43 341 406)	(72 386 063)	(72 386 063)
la réserve pour cessation de service			(1 865 774)	(1 865 774)	(2 588 994)	(2 588 994)
EXCÉDENT/(DÉFICIT) DE L'EXERCICE	15, 16		17 418 251	17 631 527	(65 991 932)	(61 518 874)

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

État III (en dollars É.-U.)

	Notes	Dollars É.-U.			TOTAL	
		Solde cumulatif (notes 15 et 16)	Réserves (note 17)	Réserve pour excédent de réévaluation (note 9)		Réserve pour gains/(pertes) actuariels (note 12)
Actif net/capitaux propres au 31 décembre 2021		121 700 959	61 287 806	28 482 684	(27 475 242)	183 996 207
Ajustements au solde d'ouverture						
Ajustements sur exercices antérieurs	3	(9 231 920)				(9 231 920)
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2022		112 469 039	61 287 806	28 482 684	(27 475 242)	174 764 287
Résultat net pour l'exercice en cours (État II)		19 284 025	(1 865 774)			17 418 251
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif		(394 693)				(394 693)
Écarts actuariels comptabilisés dans l'actif net	12				21 069 546	21 069 546
Réserve pour cessation de service	17		12 230 933			12 230 933
Fonds de réponse rapide pour les transports	17	(12 126)	12 126			
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	17	213 565	(213 565)			
Total partiel : Mouvements en 2022		19 090 771	10 163 720		21 069 546	50 324 037
Solde de clôture au 31 décembre 2022		131 559 810	71 451 526	28 482 684	(6 405 696)	225 088 324

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

État IV (en dollars É.-U.)

	Notes	Dollars É.-U.	
		2022	2021 (montants retraités)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Excédent/(déficit) pour l'exercice		17 418 251	(65 991 932)
Mouvements sans effet de trésorerie			
(Profits)/pertes de change non réalisés sur le solde de devises étrangères		(12 469 655)	33 380 921
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif		2 145 593	2 014 287
Instruments financiers – Produits dérivés	8, 13	(3 293)	(255 862)
Amortissement	9, 10	19 149 095	23 112 050
Dépréciation	10	75 704	
(Gains)/pertes à la vente d'immobilisations corporelles	9	196 470	(147 242)
(Gains)/pertes à la vente/échéance des placements	5	1 253 773	801 431
Provision pour créances douteuses	6	1 908 897	3 104 111
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions volontaires	6	(103 264 054)	64 537 867
(Augmentation)/diminution des créances – Opérations sans contrepartie directe – contributions assignées	6	(2 229 616)	3 699 066
(Augmentation)/diminution des créances – Autres	6	(15 452 644)	(6 180 817)
(Augmentation)/diminution des stocks	7	(848 341)	244 965
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à court terme	8	(17 442 097)	(8 449 172)
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à long terme	8	(154 053)	(296 765)
Augmentation/(diminution) des sommes dues au titre des avantages du personnel	12	(5 886 741)	29 602 861
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Contributions volontaires	11	153 217 643	72 372 990
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Contributions assignées	11	109 600	431 078
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Relations de représentation	11	5 965 087	(76 725 760)
Augmentation/(diminution) des fonds reçus d'avance – Autres	11	(920 480)	4 166 689
Augmentation/(diminution) des sommes dues aux fournisseurs	13	31 465 041	32 240 933
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à court terme	13	8 317 573	(570 334)
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à long terme	13	560 215	590 936
Augmentation/(diminution) des gains (pertes) actuariels comptabilisés dans l'actif net	12	21 069 546	3 889 731
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif		(394 693)	
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		103 786 821	115 572 032
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT			
Vente/échéance (achat) de placements à court terme	5	(159 088 546)	(55 768 836)
Vente/échéance (achat) de placements à long terme	5	(25 348 137)	983 483
Achat d'immobilisations corporelles	9	(24 457 292)	(21 511 985)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	9	435 810	509 369
Transfert d'immobilisations corporelles	9	36 741	23 131
Achat et production d'actifs incorporels	10	(6 108 748)	(2 414 779)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT		(214 530 172)	(78 179 617)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation/(diminution) des emprunts	14	5 771 788	(398 486)
Contributions provenant du/(remboursements au) Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des États-Unis	append. 6	18 026 173	(4 871 237)
Augmentation/(diminution) de la réserve pour cessation de service	17	12 230 934	(6 519 586)
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		36 028 895	(11 789 309)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(74 714 456)	25 603 106
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		663 568 045	655 190 311
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		18 177 825	(17 225 372)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	607 031 414	663 568 045

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ÉTAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022 (PROGRAMMES D'OPÉRATIONS)

État V.a (en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.				
	Programme et Budget 2022*			2022 Montants réels présentés sur une base comparable	Charges (supérieures)/ inférieures aux montants budgétés
	Original (C/112/6 Rev.1)	Révision (S/30/5)	Réactualisation (C/113/8)		
Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise	603 416 400	1 261 195 100	1 906 837 600	1 869 041 106	37 796 494
Migration et santé	196 392 400	252 312 100	284 470 200	281 332 647	3 137 553
Migration et développement durable	17 063 400	40 998 700	42 359 800	40 598 391	1 761 409
Migration régulée	222 662 500	433 220 900	504 037 000	492 295 461	11 741 539
Migration assistée	107 017 100	115 204 400	115 417 400	123 425 344	(8 007 944)
Politiques, recherche et communication en matière migratoire	8 815 600	14 627 500	20 603 200	14 228 518	6 374 682
Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	2 650 200	2 984 600	6 904 800	7 368 928	(464 128)
Appui aux programmes de caractère général	31 752 400	41 690 700	63 427 000	32 099 111	31 327 889
Total	1 189 770 000	2 162 234 000	2 944 057 000	2 860 389 506	83 667 494
Ajustements comptables nets				5 799 959	
Total selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS)				2 866 189 465	

* Les montants indiqués dans l'état de la performance financière sont classés selon leur nature, alors que les documents budgétaires sont présentés par catégorie de services.

Doit être lu conjointement avec la note 21 aux états financiers (comparaison des montants budgétés et des montants réels).

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGÉTAIRE POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)

État V.b (en francs suisses)

	Francs suisses		
	Budget 2022 (C/112/6 Rev.1)	2022	2021
PRODUITS			
Contributions assignées des États Membres		53 586 816	52 242 614
Contributions assignées des nouveaux États Membres			946 466
TOTAL DES PRODUITS		53 586 816	53 189 080
CHARGES			
Traitements et avantages du personnel	39 469 102	39 943 278	42 513 789
Indemnités de cessation de service	700 000	1 065 051	599 619
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 169 000	1 182 354	635 825
Total des traitements et avantages du personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation	41 338 102	42 190 683	43 749 233
Location et entretien des bâtiments	1 353 760	1 540 810	1 083 800
Équipement informatique et maintenance	2 351 200	2 133 739	1 364 976
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipement et véhicules	735 000	476 250	259 434
Total des frais généraux de bureaux	4 439 960	4 150 799	2 708 210
Formation	1 570 976	1 592 629	1 435 344
Services contractuels	806 978	792 635	992 815
Total des services contractuels	2 377 954	2 385 264	2 428 159
Communications	471 000	483 461	748 349
Secrétariat des réunions	435 000	412 224	393 357
Frais de participation aux coûts afférents à l'ONU	4 524 800	3 964 385	3 161 746
TOTAL DES CHARGES (avant provision pour créances douteuses)	53 586 816	53 586 816	53 189 054
EXCÉDENT POUR L'EXERCICE en francs suisses (avant provision pour créances douteuses)		0	26
Augmentation de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		(1 763 821)	(2 872 723)
DÉFICIT POUR L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		(1 763 821)	(2 872 697)
Excédent de ressources/(charges) reporté(es) au début de l'exercice		(6 580 995)	(3 708 298)
DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		(8 344 816)	(6 580 995)
Dollars É.-U.			
DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE en dollars É.-U. (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		(9 103 310)	(7 339 217)
Ajustement pour excédent de charges reporté en début d'exercice, appliqué selon la comptabilité budgétaire en dollars É.-U.		7 192 344	4 199 658
Ajustements comptables nets		1 697 690	(1 333 499)
DÉFICIT POUR L'EXERCICE en dollars É.-U. (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))		(213 276)	(4 473 058)

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS

Gouvernance, buts et fonctions

34. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 sous le nom de Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Des amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989, et le nom de l'organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. Lors d'une session extraordinaire du Conseil tenue en juin 2016, les États Membres de l'OIM ont approuvé la décision de l'Organisation d'intégrer le système des Nations Unies. L'accord entre l'OIM et l'Organisation des Nations Unies a été signé en septembre 2016. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle comptait 175 États Membres au 31 décembre 2022 (contre 174 en 2021).

35. Les organes de l'Organisation sont le Conseil et son sous-comité, le Comité permanent des programmes et des finances, ainsi que l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque État Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif a été aboli après l'entrée en vigueur, le 21 novembre 2013 (voir la résolution du Conseil n° 1262), des amendements à la Constitution adoptés le 24 novembre 1998 à la soixante-seizième session du Conseil (résolution n° 997). Le Comité permanent des programmes et des finances, en sa qualité de sous-comité du Conseil, est ouvert à l'ensemble des Membres. Depuis l'adoption de la résolution du Conseil n° 1263 du 26 novembre 2013, il assume les fonctions exercées précédemment par le Comité exécutif.

36. L'Administration, qui comprend un directeur général, des directeurs généraux adjoints et un personnel dont l'effectif a été déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux orientations et décisions du Conseil et du Comité permanent des programmes et des finances. Le Directeur général est la plus haute autorité de l'Administration.

37. Les buts et les fonctions de l'OIM sont conformes à sa Constitution. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect effectif des droits humains et au bien-être des migrants.

38. Conformément à la stratégie de l'OIM, adoptée par le Conseil en juin 2007, l'OIM a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. S'appuyant sur son savoir-faire et son expérience, et en coordination avec d'autres organisations internationales, elle continue d'œuvrer en sa qualité d'organisation mondiale chef de file plus particulièrement dans le domaine de la gestion des migrations. L'Organisation continuera de traiter le phénomène migratoire dans une perspective globale, y compris du point de vue de ses liens avec le développement, afin d'en tirer tous les avantages possibles et d'en atténuer les effets négatifs.

Structure

Siège

39. Le Siège est chargé de formuler la politique institutionnelle, des directives et une stratégie, d'établir des normes et des procédures de contrôle de la qualité et de superviser. Il est composé des structures ci-après, placées sous la responsabilité du Directeur général et des directeurs généraux adjoints :

- Bureau exécutif
- Département des relations extérieures
- Département de la planification stratégique et des résultats institutionnels
- Département des opérations et des situations d'urgence
- Département de la coordination de la paix et du développement

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

- Département de l'appui aux programmes et de la gestion des migrations
- Département des politiques et de la recherche
- Institut mondial des données
- Département de la gestion financière et administrative
- Département de la gestion des ressources humaines
- Département des technologies de l'information et de la communication
- Département des affaires juridiques

40. Le **Directeur général** dispose de l'autorité constitutionnelle pour gérer l'Organisation et mener des activités relevant de son mandat, en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde avec les priorités stratégiques. Il nomme deux directeurs généraux adjoints pour la durée de son mandat : le Directeur général adjoint chargé des opérations, et le Directeur général adjoint chargé de la gestion et des réformes.

41. Le **Bureau exécutif** gère l'Organisation et est globalement responsable de la formulation des politiques et de la supervision des activités, de façon à garantir leur conformité avec les priorités stratégiques. Il comprend les unités et les fonctions directement rattachées au Directeur général, qui fournissent des services consultatifs et/ou apportent un appui direct à l'ensemble de l'Organisation. Sous la direction du Chef de Cabinet, le Bureau exécutif aide le Directeur général et les directeurs généraux adjoints à exécuter le mandat de l'Organisation et assure la planification stratégique et la coordination des objectifs d'organisation et de gestion fixés par le Directeur général ; il facilite le développement et le renforcement de la capacité de gestion et veille à ce que le Siège et les structures hors Siège prennent des mesures appropriées face aux difficultés organisationnelles ; il coordonne les activités complexes de l'Organisation, veille à l'obligation redditionnelle, au suivi et à la mise en œuvre des politiques et procédures organisationnelles, et facilite la coordination entre le Siège et le terrain. Il est également le point focal pour toutes les questions nécessitant une intervention directe, telles que les questions relatives à la dotation en effectifs, les questions financières et celles relatives à la présentation de rapports, et comprend les Conseillers régionaux principaux.

42. Le **Département des relations extérieures** appuie et coordonne les relations de l'Organisation avec ses États Membres, les organisations intergouvernementales et la société civile. Il dirige et coordonne les relations extérieures de l'OIM, y compris son soutien aux processus consultatifs mondiaux et régionaux. Il coordonne en outre la participation de l'Organisation aux mécanismes, conférences et processus multilatéraux, ainsi que le suivi donné à des initiatives internationales de premier plan, y compris le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Par ailleurs, le Département donne des orientations et apporte un appui en ce qui concerne la coopération institutionnelle avec les donateurs gouvernementaux, multilatéraux et du secteur privé, et est chargé d'élaborer les politiques, stratégies et outils de collecte de fonds.

43. Le **Département de la planification stratégique et des résultats institutionnels** consolide les efforts déployés par l'OIM pour renforcer la planification et l'établissement de rapports, et aide le Directeur général adjoint chargé de la gestion et des réformes à mener à bien les réformes au titre du Cadre de gouvernance interne, telles que l'initiative de réorganisation du mode de fonctionnement. Il réunit les unités de l'Organisation chargées de la mise en œuvre de la gestion des risques, du suivi et de l'évaluation, de la gestion axée sur les résultats et de la conformité opérationnelle.

44. Le **Directeur général adjoint chargé des opérations** supervise directement l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, l'Unité des initiatives en espèces et les structures organisationnelles suivantes : le Département des opérations et des situations d'urgence ; le Département de la coordination de la paix et du développement ; le Département de l'appui aux programmes et de la gestion des migrations ; l'Institut mondial des données ; et le Département des politiques et de la recherche.

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

45. Le **Département des opérations et des situations d'urgence** dirige, supervise et coordonne les activités de réinstallation et les programmes de transport de l'OIM et supervise les activités de préparation et de réponse de l'Organisation concernant les crises et les situations d'urgence humanitaires. Il coordonne la participation de l'OIM aux réponses humanitaires et fournit des services de migration dans les situations d'urgence en vue de répondre aux besoins des personnes et des communautés déracinées, contribuant ainsi à leur protection. Le Département fournit un soutien technique aux efforts déployés sur le terrain, notamment en réponse aux migrations forcées et aux mouvements de population massifs, y compris les situations prolongées de déplacements internes et transfrontaliers ou mettant en jeu des réfugiés. Il formule des recommandations stratégiques axées sur les politiques et les opérations, ainsi que des orientations concernant l'élaboration et la mise en œuvre de projets et la coordination interorganisations. Ces activités contribuent à l'amélioration des conditions des populations touchées par une crise et débouchent sur des interventions qui permettent de sauver des vies. Le Département représente l'Organisation au sein du Comité permanent interorganisations (IASC) jusqu'au niveau des directeurs.

46. Le **Département de la coordination de la paix et du développement** supervise et coordonne les activités politiques, programmatiques et opérationnelles de l'OIM destinées à autonomiser les migrants, les personnes déplacées et les communautés ainsi qu'à faciliter les progrès conduisant à l'édification de sociétés pacifiques, inclusives et résilientes et à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue directement à la mise en œuvre du pilier « résilience » de la Vision stratégique de l'OIM et à l'attachement de l'Organisation au système des Nations Unies pour le développement et à ses efforts de réforme du dispositif de paix et de sécurité. S'appuyant sur des approches intégrées et complémentaires, le Département veille à ce que les mesures mises en œuvre à l'appui des processus politiques, de la gouvernance et des opérations se renforcent mutuellement et qu'elles soient cohérentes, globales et adaptées aux risques et aux possibilités associés aux différents contextes de migration et de déplacement.

47. Le **Département de l'appui aux programmes et de la gestion des migrations** contribue à la bonne gouvernance des migrations et de la mobilité humaine en éclairant la formulation et la mise en œuvre de politiques cohérentes, en promouvant la gestion des migrations et en renforçant les capacités institutionnelles, ainsi qu'en veillant à la protection, à l'autonomisation, à l'inclusion et à la santé des migrants grâce à l'équité et à la cohésion sociale. Il s'efforce de renforcer les complémentarités entre les grands domaines d'activité et appuie la mise en œuvre du Pacte mondial, du Programme 2030 et des autres approches et cadres internationaux pertinents, tels que le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Outre son expertise interne, le Département met à profit les connaissances tirées des partenariats stratégiques et des initiatives multipartites relevant de ses divers domaines thématiques, qui associent un large éventail de parties prenantes telles que les autres organismes des Nations Unies et des institutions internationales, le secteur privé, les milieux universitaires, les associations de migrants et de la diaspora et la société civile. Il fournit une expertise thématique et un appui aux bureaux de pays aux fins de production de nouvelles connaissances thématiques sur la base des expériences et des données factuelles au niveau du terrain, et met à profit l'expertise thématique tirée de différents domaines pour identifier des solutions de manière intégrée. L'approche dominante suivie pour tous les domaines thématiques consiste à apporter aux gouvernements et aux partenaires un appui au développement des capacités.

48. Le **Département des politiques et de la recherche** appuie l'action menée par l'OIM dans le domaine des politiques migratoires, de la recherche sur la migration et du droit international de la migration, et facilite l'apprentissage et l'innovation. À cet effet, il favorise et renforce les corrélations entre, et promeut des approches systémiques de, la coordination et l'élaboration des politiques institutionnelles, la recherche sur la migration, la création et la gestion des connaissances, ainsi que l'innovation et l'apprentissage dans toute l'Organisation, et donne des avis aux parties prenantes internes et externes sur les politiques migratoires, la recherche sur la migration et le droit international de la migration. Le Département travaille en étroite collaboration avec toutes les unités pertinentes de l'Organisation.

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

49. L'**Institut mondial des données** s'emploie à tirer parti du rôle de l'OIM en sa qualité de contributeur majeur aux efforts déployés par la communauté internationale pour élargir et renforcer la base d'éléments factuels sur les mouvements de personnes dans le monde, y compris la migration et les déplacements. Il vise à promouvoir une bonne gouvernance des migrations et à appuyer la mise en œuvre et le suivi de divers cadres internationaux relatifs à la migration, aux déplacements, au développement, à l'action humanitaire et à d'autres domaines connexes, dont, notamment, le Programme 2030, le Pacte mondial, le Programme d'action pour l'humanité, et le Grand compromis, ainsi que des cadres présentant un intérêt pour le IASC. À cette fin, l'Institut améliore la disponibilité et l'accès des données sur la migration ainsi que leur qualité, aide à combler les lacunes en matière de données, appuie le suivi des processus mondiaux pertinents, promeut la protection des données et l'innovation en matière de données, et rassemble les acteurs spécialistes des données. Ces efforts sont mis en œuvre, selon le cas, dans le cadre du Réseau des Nations sur les migrations et conformément aux efforts plus larges déployés par des Nations Unies en matière de données et aux autres efforts interinstitutions, y compris dans le domaine humanitaire.

50. Le **Directeur général adjoint chargé de la gestion et des réformes** supervise directement l'Unité Genre et diversité ; l'Unité Prévention et réponse à l'exploitation et aux atteintes sexuelles et au harcèlement sexuel ; le Bureau de la sécurité du personnel ; l'Unité de la déontologie ; l'Unité de la durabilité environnementale ; l'Unité du bâtiment du Siège ; et l'Unité de médecine du travail. Il supervise en outre les structures organisationnelles suivantes : le Département de la gestion financière et administrative ; le Département de la gestion des ressources humaines ; le Département des technologies de l'information et de la communication ; le Département des affaires juridiques ; et les centres administratifs de Manille et de Panama.

51. Le **Département de la gestion financière et administrative** est chargé de formuler et d'appliquer les politiques financières et administratives dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il conçoit et met en œuvre des politiques propres à garantir une gestion saine des ressources financières et administratives ; formule des propositions financières et budgétaires en vue de leur diffusion auprès de parties prenantes internes et externes ; et aide le Directeur général à prendre des décisions concernant la gestion générale.

52. Le **Département de la gestion des ressources humaines** formule et met en œuvre les politiques de gestion des ressources humaines à l'appui de l'orientation stratégique de l'OIM, de sa structure organisationnelle et de ses activités opérationnelles, en sélectionnant et en recrutant un personnel compétent et motivé, en prenant des dispositions pour le garder au service de l'OIM, en l'évaluant et en assurant son perfectionnement professionnel, et en veillant à sa mobilité ; définit et applique les conditions d'emploi, les avantages et les prestations, le classement des postes et la sécurité sociale conformément au régime commun des Nations Unies ; veille au respect du Statut et Règlement unifié en place ainsi que des instructions et lignes directrices y afférentes ; rassemble, analyse et rend compte des données relatives au personnel ; donne des conseils sur la typologie et la nomenclature optimales de l'Organisation et sur les meilleurs processus de gestion du changement ; et élabore et met en œuvre des stratégies visant à améliorer le bien-être du personnel et les conditions de travail dans toute l'Organisation. Il supervise les unités des ressources humaines délocalisées dans les centres administratifs de Manille et de Panama.

53. Le **Département des technologies de l'information et de la communication** s'efforce de doter l'Organisation de technologies numériques innovantes et nouvelles, tout en s'acquittant de ses responsabilités informatiques traditionnelles à l'appui de l'infrastructure et des opérations mondiales de l'Organisation. En outre, il contribue à la mise en œuvre de la stratégie numérique de l'Organisation, aux efforts de réorganisation du mode de fonctionnement et aux prises de décisions fondées sur des données ; facilite des pratiques de travail simplifiées ; et renforce les capacités générales de réponse.

54. Le **Département des affaires juridiques** veille à ce que les activités de l'Organisation soient conformes aux dispositions constitutionnelles et autres dispositions pertinentes adoptées par ses organes directeurs, et à ce que ses relations avec les gouvernements, les organisations, les institutions privées et les particuliers reposent sur une base juridique saine. Il donne un avis, entre autres, sur les questions constitutionnelles, sur les privilèges et immunités de l'Organisation et de son personnel, et sur les questions relatives aux contrats et au personnel. Il est également le point focal pour les questions de protection des données, et fournit des conseils aux bureaux extérieurs et au Siège afin que les données à caractère personnel des bénéficiaires de l'OIM soient recueillies, utilisées, transférées et stockées en accord avec les principes de protection des données de l'OIM.

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

Centres administratifs

55. L'OIM a deux centres administratifs, situés aux Philippines et à Panama, qui exercent des fonctions à forte intensité de main-d'œuvre à l'appui du réseau mondial de bureaux extérieurs de l'OIM. Ces centres sont considérés comme des annexes du Siège, en application de l'engagement pris par l'Administration de gérer la croissance de l'Organisation sans avoir à trop recourir à de nouvelles ressources.

56. Le **Centre administratif de Manille** est le pôle administratif mondial de l'OIM basé aux Philippines. Il offre une gamme de services administratifs, principalement dans les domaines suivants : ressources humaines, finances, affaires juridiques, achats et approvisionnement, sûreté et sécurité du personnel, audit, publications et recherche, santé dans le contexte migratoire, suivi des projets, soutien aux systèmes dédiés aux mouvements, communications en ligne et technologies de l'information.

57. Le **Centre administratif de Panama** fournit divers services administratifs similaires aux bureaux de l'hémisphère occidental ainsi que certains services d'appui à l'échelle mondiale.

Hors Siège

58. Les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissent en trois grandes catégories :

- Les bureaux régionaux
- Les bureaux spéciaux de liaison
- Les bureaux de pays

59. Neuf bureaux régionaux supervisent, planifient, coordonnent et appuient les activités déployées par l'OIM dans leur région. Ils sont chargés d'examiner et d'approuver les projets, et d'apporter un soutien technique aux bureaux de pays, notamment en matière d'élaboration des projets.

60. L'OIM compte deux bureaux spéciaux de liaison, chargés des relations avec des organismes multilatéraux. Le Bureau spécial de liaison d'Addis-Abeba (Éthiopie) entretient et renforce les relations de l'Organisation avec l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Le Bureau de l'OIM auprès des Nations Unies à New York (États-Unis d'Amérique) fait fonction d'observateur permanent auprès des Nations Unies et renforce les questions de migration au sein du système des Nations Unies.

61. L'OIM dispose d'un réseau mondial de bureaux de pays et de bureaux auxiliaires qui mettent en œuvre un large éventail de projets visant à répondre à des besoins migratoires spécifiques. Ces bureaux sont financés essentiellement par le budget des projets mis en œuvre sur place.

62. Pour garantir l'efficacité des appels de fonds et des relations avec les donateurs, certains bureaux de pays qui coordonnent une part importante du financement des activités de l'OIM déployées à l'échelle mondiale (Berlin (Allemagne); Helsinki (Finlande); Tokyo (Japon); et Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)) sont chargés de responsabilités additionnelles aux fins de mobilisation des ressources.

63. Il existe, à l'intérieur des grandes régions géographiques couvertes par chaque bureau régional, des réalités migratoires sous-régionales. Pour s'occuper de ces dynamiques migratoires particulières, certains bureaux ont le statut de bureau de pays à fonctions de coordination. En 2022, ceux-ci étaient au nombre de cinq, et leur couverture géographique était la suivante : pour Nour-Soultan (Kazakhstan), l'Asie centrale ; pour Canberra (Australie), le Pacifique ; pour Georgetown (Guyana), les Caraïbes ; pour Rome (Italie), la Méditerranée ; et Beijing (Chine). Le Bureau régional de Bangkok (Thaïlande) héberge une sixième fonction de coordination couvrant l'Asie du Sud.

Description et récapitulation des activités

64. En 2022, les activités de l'Organisation se répartissaient en sept secteurs de services : Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement durable ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques, recherche et communication en matière migratoire ; et Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations, auxquels s'ajoute le secteur Appui aux programmes de caractère général. Tous les projets de l'OIM entrent dans l'un de ces domaines d'activité.

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

65. **Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise** : Les projets relevant de ce secteur de services consistent à organiser les mouvements sûrs, ordonnés et financièrement avantageux des réfugiés, migrants, migrants de retour et autres personnes retenant l'attention de l'Organisation, et à veiller à ce que l'aide apportée aux migrants forcés et aux communautés d'accueil en matière de préparation aux situations d'urgence et de réponse aux catastrophes naturelles, de gestion et d'atténuation des conflits, de gestion des connaissances, de coordination au sein des groupes sectoriels et de gestion de la logistique suive une approche intégrée. L'un des plus grands programmes dans le domaine des mouvements, mis en œuvre par l'OIM pour le compte du Gouvernement des États-Unis depuis le début des années 1950, est le Programme de réinstallation de réfugiés. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : aide à la réinstallation ; aide au rapatriement ; préparation aux situations d'urgence et aide d'urgence ; aide à la transition et à la stabilisation ; et soutien en matière électorale.

66. **Migration et santé** : Ces projets visent à répondre aux besoins des États Membres en matière de gestion des aspects sanitaires de la migration, et à promouvoir des politiques fondées sur des éléments factuels et des programmes intégrés de santé préventifs et curatifs qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants en situation de vulnérabilité et aux populations mobiles. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : évaluation sanitaire dans le contexte migratoire et assistance sanitaire durant le voyage ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise ; et services de santé à l'intention du personnel des Nations Unies et d'autres acteurs humanitaires et diplomatiques.

67. **Migration et développement durable** : L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. À une époque de mobilité humaine sans précédent, le besoin de faire mieux comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration peut offrir dans une optique de développement, et de mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : cohérence des politiques et développement des communautés ; migration, environnement et changement climatique et contribution des migrants au développement.

68. **Migration régulée** : Des approches complètes, transparentes et cohérentes de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peuvent contribuer à remédier aux migrations irrégulières, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite d'êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à élaborer et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes administratifs en matière migratoire qui renforcent la gestion des migrations, tout en apportant aux migrants une assistance propre à répondre à leurs besoins de protection compte tenu du genre et de l'âge, et à contribuer à leur autonomisation. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; protection et aide offertes aux migrants en situation de vulnérabilité et lutte contre la traite ; gestion de l'immigration et des frontières/solutions dans le domaine des frontières et de l'identité ; et appui à la gestion des migrations.

69. **Migration assistée** : L'OIM fournit des orientations et des conseils techniques aux gouvernements sur la régulation de la migration de main-d'œuvre et d'autres mouvements migratoires ; elle met également en œuvre des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien préconsulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et programmes relevant de cette catégorie de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; intégration et cohésion sociale ; et immigration et visas.

70. **Politiques, recherche et communication en matière migratoire** : Les recherches effectuées par l'OIM sur les questions migratoires visent à améliorer la fourniture de programmes aux États Membres et à faire connaître et comprendre les questions relatives à la migration internationale. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : activités en matière de politiques migratoires ; recherche et publications sur la migration ; médias et communication ; et activités liées au Secrétariat du Réseau des Nations Unies sur les migrations.

NOTE 1 : GOUVERNANCE, STRUCTURE ET ACTIVITÉS (suite)

71. **Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations**: Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une indemnité est versée aux demandeurs remplissant les conditions requises. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement des capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux engagés dans la consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit et dans le relèvement au lendemain de catastrophes nationales.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

Entité présentant les états financiers

72. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans les états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs.

Base utilisée pour l'établissement des états financiers

73. Les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

74. Pour établir des états financiers conformément aux normes IPSAS, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations postérieures à l'emploi; les risques financiers liés aux montants à recevoir; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations.

75. Sauf indication contraire, les états financiers, les notes y afférentes, ainsi que les appendices consolident le programme administratif et les programmes d'opérations.

76. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière et de rapprochement budgétaire concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit (État V. b).

Mise en œuvre de nouvelles normes IPSAS

77. Toutes les normes IPSAS en vigueur à la date de clôture ont été appliquées. Les normes 41 et 42 concernant, respectivement, les instruments financiers et les avantages sociaux, sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et seront adoptées dans le Rapport financier de 2023. La norme 43 – Contrats de location, publiée en février 2022, et la norme 44 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, publiée en mai 2022, seront adoptées lorsqu'elles entreront en vigueur, le 1^{er} janvier 2025.

Base d'évaluation

78. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.

79. L'OIM applique les méthodes comptables particulières énoncées ci-après qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

Opérations en monnaies étrangères

80. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars É.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar É.-U. sont enregistrés, dans un premier temps, dans l'état de la situation financière, puis inclus dans la réserve de conversion monétaire.

81. Les contributions assignées réglées par les États Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

82. La trésorerie et les équivalents de trésorerie englobent les fonds en caisse et les dépôts bancaires à vue conservés pendant une période de moins de 90 jours. D'une manière générale, les disponibilités sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'États Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets.

Placements à court terme

83. Les actifs financiers entrant dans le champ d'application de la norme IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, y compris les dépôts et placements de trésorerie à court terme, sont classés à la juste valeur par résultat et évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les gains ou pertes réalisés et non réalisés résultant de la variation de la valeur de marché des placements ainsi que des produits d'intérêts et de dividendes sont comptabilisés dans l'état consolidé de la performance financière pendant la période au cours de laquelle ils se produisent. Les intérêts acquis sont portés au crédit des programmes appropriés. Les actifs financiers dont l'échéance est supérieure à douze mois ou dont on ne s'attend pas à ce qu'ils soient réalisés dans un délai de douze mois à la date de clôture sont considérés comme un actif à long terme.

Créances

84. Les créances sont indiquées à leur valeur estimée de réalisation après provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Une provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées est enregistrée pour toutes les contributions restant dues depuis deux ans ou plus. Les créances à recouvrer auprès des États Membres qui ont négocié un échéancier de paiement à long terme sont calculées initialement à leur juste valeur puis, ultérieurement, évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les sommes dues depuis plus de douze mois à compter de la date de clôture conformément à l'échéancier de paiement sont considérées comme des créances à long terme. Les contributions volontaires à recevoir sont considérées comme des créances « à court terme » si l'accord conclu avec le donateur dispose que le paiement doit être reçu dans les douze mois suivant la date de clôture, ou comme des créances « à long terme » si la contribution, en tout ou partie, n'est due que douze mois après la date de clôture. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture.

85. Toutes avances (ou acomptes) versées par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurance, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Stocks**

86. Le coût des stocks, tels que les stocks mondiaux d'articles non alimentaires détenus dans des entrepôts de prépositionnement en vue de leur transfert futur aux projets et, par la suite, de leur distribution aux bénéficiaires, est évalué au coût le plus bas ou au coût de remplacement actuel. Il est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et englobe les dépenses engagées pour acquérir les stocks et celles afférentes à l'acheminement des stocks jusqu'à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent (par exemple, coût d'achat, transport depuis le fournisseur jusqu'à l'entrepôt, coûts des surestaries, taxes non remboursées et droits de douane). Dans le cas des stocks acquis au titre d'une opération sans contrepartie directe (par exemple, des contributions en nature), la valeur juste à la date d'acquisition est réputée en être le coût.

87. L'OIM vérifie régulièrement ses stocks mondiaux d'articles prépositionnés pour déterminer les quantités disponibles, leur valeur, et les quantités utilisées. Si la vérification fait apparaître des pertes estimatives ou réelles découlant de stocks excédentaires ou obsolètes ou d'une baisse de la valeur des stocks mondiaux d'articles prépositionnés, la valeur est réduite en comptabilisant dans l'état de la performance financière une imputation pour dépréciation.

88. L'OIM achète aussi des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds de donateurs affectés à des projets particuliers. Ces articles sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM.

Immobilisations corporelles

89. Les terrains et les bâtiments ont été comptabilisés à leur juste valeur (c'est-à-dire le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale), déterminée par des experts indépendants conformément aux règles d'évaluation internationales.

90. Les améliorations locatives sont comptabilisées à leur coût d'origine et présentées à leur valeur résiduelle. Elles sont capitalisées et comptabilisées à l'actif si leur coût est supérieur ou égal à un seuil fixé à 100 000 dollars É.-U.. Les améliorations locatives sont présentées séparément sous la rubrique « travaux en cours » jusqu'à ce que l'actif puisse être exploité de la manière prévue par la direction.

91. Les autres actifs présentant pour l'Organisation un avantage économique ou un potentiel de service futur sont capitalisés si le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars É.-U..

92. Les dons en nature importants sont comptabilisés à leur juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est égale ou supérieure à 5 000 dollars É.-U.), dès lors que ces actifs auraient été sinon achetés par l'OIM. Un montant équivalent à la juste valeur de tels actifs est simultanément comptabilisé en produit pendant la période considérée au cours de laquelle l'OIM reçoit les biens. La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité des actifs.

93. L'amortissement des actifs (autres que les terrains) est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Terrains	Aucun amortissement
Bâtiments	30-50 ans
Bâtiments – structures mobiles	3-5 ans
Véhicules	3-10 ans
Communications et TI	3-7 ans
Mobilier et agencements	3-12 ans
Améliorations locatives	10 ans ou durée du bail (la période la plus courte étant retenue)

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

94. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition jusqu'à la sortie de l'actif. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

95. Chaque bureau effectue des tests de dépréciation pour tous ses actifs lors de l'inventaire annuel des immobilisations incorporelles.

96. Aux fins de présentation des rapports financiers aux donateurs, l'OIM continuera d'appliquer la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée et passera intégralement les immobilisations corporelles en charges au moment de leur acquisition afin d'éviter tout déficit, étant donné le mode de financement de l'Organisation consistant à imputer les dépenses au budget des projets.

Actifs incorporels

97. Les actifs incorporels s'entendent principalement des logiciels acquis, capitalisés lorsque le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars É.-U., ainsi que des logiciels conçus en interne, capitalisés si le coût total de développement est égal ou supérieur à 100 000 dollars É.-U.. Les actifs incorporels ont été comptabilisés prospectivement à compter du 1^{er} janvier 2012, en conformité avec les dispositions transitoires d'IPSAS. Les dépenses engagées avant cette date avaient été passées en charges précédemment.

98. Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé et la dépréciation. Les actifs incorporels qui ont été donnés sont, le cas échéant, comptabilisés au coût compte tenu de leur juste valeur à la date d'acquisition.

99. L'amortissement des actifs incorporels est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau suivant.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Logiciels acquis	3 ans
Logiciels conçus en interne	6-10 ans

100. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition en ce qui concerne les logiciels acquis, et à compter de la date de déploiement en ce qui concerne les logiciels conçus en interne. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Produits différés (versements effectués avant fourniture/exécution)

101. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

102. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme des produits différés.

103. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

Avantages du personnel

104. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 du 2 décembre 2005 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et d'autres prestations connexes.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

105. La CCPNU est un régime de prévoyance multiemployeurs à prestations définies. Comme indiqué à l'article 3 b) des Statuts de la Caisse, les institutions spécialisées et toutes autres organisations intergouvernementales internationales qui appliquent le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées peuvent s'affilier à la Caisse.

106. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés aux membres du personnel actifs et à la retraite d'autres organisations affiliées, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM et la CCPNU, de même que les autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la part qui revient à l'OIM des obligations, actifs de régime et coûts liés au régime avec une fiabilité suffisante à des fins comptables. C'est pourquoi l'OIM a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies, conformément aux prescriptions de la norme IPSAS 39 – Avantages du personnel. Les cotisations de l'OIM à la Caisse durant l'exercice financier sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

107. Selon les droits des divers membres du personnel, les autres obligations au titre des avantages du personnel sont les suivantes :

- Les indemnités dues à la cessation de service :
 - Congés annuels non utilisés, voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels. Ces éléments sont calculés sur la base des droits réels à l'aide des barèmes des traitements et des estimations de coûts.
 - Allocations de rapatriement et prestations dues à la cessation de service (par exemple, indemnités de départ). Ces éléments sont calculés, comme d'autres prestations à long terme, sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle.
- Les régimes à prestations définies après la cessation de service comprennent la contribution de l'OIM aux primes d'assurance maladie après la cessation de service versées au personnel à la retraite de la catégorie des administrateurs et aux membres du personnel participants de la catégorie des services généraux. Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle. Le passif au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est une obligation au titre des prestations définies qui est déterminée conformément à la méthode des unités de crédit projetées. Les gains et pertes actuariels, tant financiers que démographiques, sont comptabilisés dans un élément distinct de l'actif net.
- Autres sommes à payer au personnel : traitements et indemnités non versés, remboursements dus, etc., à la date de clôture.

108. Les indemnités dues à la cessation de service et celles versées après la cessation de service sont collectivement appelées indemnités de cessation de service. Les avantages du personnel dus dans les douze mois suivant la date de clôture sont considérés comme un passif à court terme, et ceux devant être payés plus de douze mois après la date de clôture, comme un passif à long terme.

Sommes dues aux fournisseurs

109. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées, constituées pour d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

Coûts d'emprunt

110. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

Provisions

111. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable.

Produits

- **Produits sans contrepartie directe**

112. Les contributions assignées à la partie administrative du budget sont comptabilisées au début de l'exercice auquel se rapporte la quote-part. Le montant des produits est déterminé sur la base du budget approuvé et du barème des traitements approuvé par le Conseil.

113. Les contributions volontaires sont comptabilisées dès la signature d'un accord contraignant avec le donateur. Les produits sont comptabilisés immédiatement lorsqu'il n'est posé aucune condition exigeant que les fonds soient utilisés comme indiqué dans un accord ou rendus à l'entité contributrice. Si des conditions sont posées, les produits sont comptabilisés uniquement après qu'il a été satisfait aux conditions stipulées sur la base du montant des dépenses engagées au titre de la contribution conformément aux dispositions de l'accord. Jusqu'au moment où il est satisfait à ces conditions, un passif (produits différés) est comptabilisé. Les contributions volontaires qui ne font pas l'objet d'un accord contraignant sont comptabilisées en produits à leur réception.

114. Les biens en nature sont comptabilisés à leur juste valeur, calculée à la date à laquelle les actifs donnés sont acquis.

- **Produits avec contrepartie directe**

115. Les produits découlant des commissions demandées aux migrants et aux réfugiés qui financent eux-mêmes leur voyage ou à leurs répondants, ou prélevées au titre d'arrangements contractuels de facturation, sont comptabilisés après exécution du service pour lequel la commission est demandée. Un passif est constitué, correspondant au montant estimatif des commissions remboursables aux demandeurs. Des intérêts créditeurs sont comptabilisés au prorata du temps écoulé au cours duquel ils s'accumulent, compte tenu du rendement effectif.

Dépenses

116. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

117. Avec les fonds provenant des donateurs, l'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires généralement en vue de les distribuer lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre (non compris les articles de stocks mondiaux détenus dans des entrepôts de prépositionnement) de n'importe quelle année sont normalement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (par exemple, d'autres institutions des Nations Unies, des ONG) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

118. Le matériel acheté pour les bénéficiaires dans le cadre, entre autres, de projets de développement communautaire et économique ou de gestion intégrée des frontières est intégralement passé en charges au moment de l'acquisition. Un suivi est effectué via PRISM aux fins de contrôle interne depuis l'acquisition jusqu'à la cession officielle (par acte de donation signé).

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

Contrats de location

119. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Imposition

120. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

Instruments financiers

121. Un instrument financier s'entend de tout contrat qui donne lieu à la fois à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Un instrument financier est décomptabilisé lorsque le droit de recevoir d'une autre entité des flux de trésorerie liés à un actif financier, ou l'obligation de remettre à une autre entité des flux de trésorerie liés à un passif financier sont éteints.

122. À l'OIM, les actifs financiers s'entendent :

- a) De la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus pendant moins de 90 jours. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.
- b) Des placements sous forme de dépôts à terme, qui sont des actifs financiers détenus pendant 90 jours ou plus ou assortis d'options de vente qui permettent à l'Organisation de racheter les placements à intervalles de 90 jours à leur valeur nominale intégrale. Ils sont classés comme des actifs à court terme si les dates d'échéance se situent dans les 12 mois suivant la date de clôture, et comme des actifs à long terme si leur échéance est supérieure à 12 mois. Les dépôts à terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.
- c) Des placements en obligations, dont l'Organisation fait l'acquisition dans l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- d) Des créances inconditionnelles, comprenant les contributions assignées et les autres sommes à recevoir en espèces. Les créances à court terme sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances à long terme concernant les arriérés de paiement des États Membres sont évaluées à leur valeur nominale, minorée des provisions pour créances douteuses telles qu'estimées. Les créances assujetties à des conditions sont intégralement compensées par un élément de passif (produits différés) et ne sont pas considérées comme des instruments financiers puisqu'elles sont comptabilisées tout à la fois comme un actif financier et comme un passif financier correspondant pour l'Organisation.
- e) Des produits dérivés, qui permettent de gérer les flux de trésorerie à court terme en monnaie étrangère provenant des contributions volontaires de donateurs versées dans des monnaies autres que le dollar É.-U.. Tous les produits dérivés sont comptabilisés en « juste valeur par excédent ou déficit » compte tenu des gains ou pertes réalisés durant l'exercice, enregistrés dans l'état de la performance financière. Conformément à la norme IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation, les gains ou pertes non réalisés à la date de clôture sont enregistrés dans l'état de la performance financière, et en tant qu'actifs (s'il s'agit de gains) ou passifs (s'il s'agit de pertes) dans l'état de la situation financière.

123. À l'OIM, le passif financier comprend :

- a) Les sommes à payer – évaluées à leur valeur nominale en raison de leur caractère à court terme ;
- b) Les emprunts (prêts) – évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Passif éventuel**

124. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes aux états financiers. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou
- b) Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
 - i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
 - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Relations de représentation

125. Lorsque l'Organisation conclut un accord avec un gouvernement ou une entité gouvernementale aux fins de la fourniture de services d'appui administratif liés à la création ou à l'acquisition d'un actif qui demeurera la propriété du gouvernement ou de l'entité gouvernementale, elle est censée agir en qualité d'agent du gouvernement ou de l'entité gouvernementale. Dans ces cas, elle n'est pas exposée aux risques ni ne bénéficie des avantages attachés à la fourniture de ces services, et l'entrée de trésorerie ne se traduit pas par une augmentation nette de l'actif net de l'Organisation. L'entrée de trésorerie au titre de tels accords n'est donc pas comptabilisée en produit, et la sortie de trésorerie correspondante n'est pas comptabilisée en charge. L'entrée de trésorerie est comptabilisée en avances dont le montant est réduit à mesure que des paiements sont effectués à partir des avances de trésorerie une fois autorisés par le gouvernement ou l'entité gouvernementale. Cependant, la commission de service facturée par l'Organisation pour les services d'appui administratif fournis au titre de l'accord est comptabilisée en produit pendant l'exercice financier au cours duquel elle est perçue.

NOTE 3 : RETRAITEMENT ET MODIFICATIONS APPORTÉES À LA PRÉSENTATION**Retraitement**

126. Le tableau ci-dessous résume les ajustements apportés à l'état de la situation financière (État I), à l'état de la performance financière (État II), à l'état des variations des capitaux propres (État III), et au tableau des flux de trésorerie (État IV) du Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2021. Les soldes retraités tiennent compte des ajustements effectués qui ont été comptabilisés en 2021 pour le montant reçu du fournisseur d'assurance maladie de l'OIM au titre du régime d'assurance du personnel. Le résultat net de l'ensemble des ajustements est une diminution de l'actif net/capitaux propres cumulés à hauteur de 9,2 millions de dollars É.-U..

		État I		État II	État III	État IV	
						Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	
	Notes	Passif	Actif net/ capitaux propres	Résultat net	Solde cumulatif	Excédent/ (déficit) de l'exercice	(Augmentation) diminution des sommes dues au titre des avantages du personnel
Solde selon les états financiers de 2021		2 075 468 959	183 996 207	(56 760 012)	121 700 959	(56 760 012)	20 370 941
Ajustements concernant 2021							
Régime d'assurance du personnel	12	9 231 920	(9 231 920)	(9 231 920)	(9 231 920)	(9 231 920)	9 231 920
Total partiel		9 231 920	(9 231 920)	(9 231 920)	(9 231 920)	(9 231 920)	9 231 920
Solde retraité des états financiers pour 2021		2 084 700 879	174 764 287	(65 991 932)	112 469 039	(65 991 932)	29 602 861

NOTE 3 : RETRAITEMENT ET MODIFICATIONS APPORTÉES À LA PRÉSENTATION (suite)**Modifications apportées à la présentation**

127. Le nombre de principaux dirigeants indiqué dans la note 20 (Parties liées) est désormais exprimé en équivalent plein temps plutôt qu'en nombre de personnes, afin de mieux rendre compte du renouvellement du personnel au cours de l'année.

NOTE 4 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

128. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes de dépôt à terme portant intérêt, dans des fonds communs de placement et dans des dépôts en double devise (à moins de 90 jours).

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Encaisse	839 760	428 971
Comptes courants	343 482 801	282 706 300
Dépôts à terme à moins de 90 jours (en équivalent dollars É.-U.)		
CAD	3 687 316	
EUR	11 558 487	114 035 933
USD	20 383 723	60 663 134
Dépôts sur compte courant		
USD	3 609	26 506 347
Dépôts en double devise à moins de 90 jours (en équivalent dollars É.-U.)		
EUR		34 052 213
Fonds communs de placement arrivant à échéance à moins de 90 jours (en équivalent dollars É.-U.)		
EUR	50 656 575	56 753 689
USD	174 419 143	86 421 458
Total de l'encaisse non soumise à restrictions	605 031 414	661 568 045
Fonds de dotation Sasakawa (note 13)	2 000 000	2 000 000
Total de l'encaisse soumise à restrictions – Fonds d'affectation spéciale	2 000 000	2 000 000
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	607 031 414	663 568 045

129. Environ 75 % de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus à la date de clôture sont dans des comptes contrôlés par le Siège. Globalement, 75 % environ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient libellés dans des monnaies autres que le dollar É.-U..

130. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découvert informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment.

NOTE 5 : PLACEMENTS

131. Les placements de l'OIM ont principalement pour objectif de préserver la sécurité du principal des disponibilités de l'Organisation et de disposer d'une trésorerie suffisante tout en obtenant un rendement concurrentiel. Les placements sont effectués auprès d'intermédiaires ou de fonds dont les cotes de crédit et les normes de durabilité et de responsabilité sont conformes à la politique de trésorerie approuvée par le Comité du risque de trésorerie. L'OIM n'a constaté aucune dépréciation sur ses placements au 31 décembre 2022. Les risques de crédit, de marché et de change auxquels elle est exposée, ainsi que les activités de gestion des risques se rapportant aux placements sont présentés dans la note 23. Les placements sont contrôlés par le Siège.

NOTE 5 : PLACEMENTS (suite)

132. Les placements à court terme sont des instruments détenus pendant une période de 90 jours ou plus, qui sont classés en tant qu'actifs à court terme car ils arrivent à échéance dans les douze mois suivant la date de clôture. Les placements à long terme sont des instruments (obligations) détenus pendant plus de 12 mois, qui sont classés en tant qu'actifs à court terme si leur date d'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de clôture. Au 31 décembre 2022, l'Organisation détenait des dépôts à court terme et des obligations arrivant à échéance dans un délai de 12 mois pour un montant équivalent à 1 160,3 millions de dollars É.-U. (contre 1 005 millions de dollars É.-U. en 2021), ainsi que des placements à long terme arrivant à échéance dans plus de 12 mois pour un montant équivalent à 167,9 millions de dollars É.-U. (contre 148,2 millions de dollars É.-U. en 2021), ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous.

(en équivalent dollars É.-U.)							
	1 ^{er} janvier 2022	Achats	Échéances	Amortissement	Gains/ (pertes) non réalisés	Reclassement de court terme à long terme	31 décembre 2022
Placements à court terme							
Dépôts à terme							
AUD	14 493 865	64 227 318	(67 591 314)		(979 315)		10 150 554
CAD	14 059 353	25 848 191	(35 442 609)		(777 619)		3 687 316
EUR	187 234 008	468 235 242	(266 190 752)		(11 565 040)		377 713 458
GBP	6 738 545	46 984 184	(30 084 236)		(721 697)		22 916 796
NOK	3 981 491	31 524 239	(23 348 924)		(438 359)		11 718 447
USD	754 815 428	1 006 838 479	(1 050 229 370)				711 424 537
Obligations							
EUR	4 927 775				(49 695)	5 299 376	10 177 456
USD	18 729 416					(6 246 044)	12 483 372
Total des placements à court terme	1 004 979 881	1 643 657 653	(1 472 887 205)		(14 531 725)	(946 668)	1 160 271 936
Placements à long terme							
Obligations							
EUR	62 124 774	27 753 133	(6 025 092)	(62 135)	(4 782 928)	(5 299 376)	73 708 376
USD	86 057 084	34 398 119	(32 234 224)	(304 596)		6 246 044	94 162 427
Total des placements à long terme	148 181 858	62 151 252	(38 259 316)	(366 731)	(4 782 928)	946 668	167 870 803
Total des placements	1 153 161 739	1 705 808 905	(1 511 146 521)	(366 731)	(19 314 653)		1 328 142 739

133. Le total des placements a connu une hausse de 15 % (174,9 millions de dollars É.-U.), pour passer à 1 328,1 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2022 (contre 1 153,2 millions de dollars É.-U. en 2021). Cette somme se décompose comme suit : 1 160,3 millions de dollars É.-U. de placements à court terme (contre 1 005 millions de dollars É.-U. en 2021), soit une hausse de 15 % (155,3 millions de dollars É.-U.), qui s'explique par la centralisation des liquidités et une meilleure gestion de celles-ci (réduction des liquidités détenues sur un compte courant ne portant pas intérêt), et 167,9 millions de dollars É.-U. de placements à long terme (contre 148,2 millions de dollars É.-U. en 2021), soit une hausse de 13 % (19,7 millions de dollars É.-U.), principalement due à une augmentation des placements dans le portefeuille d'obligations en euros (obligations vertes) en vue de diversifier et d'accroître les placements durables.

NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CRÉANCES

134. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque État Membre chaque année. Les créances sont réputées être à court terme (ce sont les contributions censées être reçues au cours de l'exercice suivant), sauf si un échéancier de paiement à long terme a été négocié avec un État Membre pour lui permettre de s'acquitter de ses arriérés. Les montants dus au titre d'un tel échéancier de paiement à long terme au cours d'exercices financiers ultérieurs à l'exercice suivant sont considérés comme des créances à long terme. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 – Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 11 : Fonds reçus d'avance.

135. Les sommes à recevoir au titre de contributions volontaires ont augmenté pour passer à 250,1 millions de dollars É.-U. (contre 146 millions de dollars É.-U. en 2021), dont 124,3 millions de dollars É.-U. (compte tenu des réévaluations) de créances facturées (contre 78,6 millions de dollars É.-U. en 2021) et 125,8 millions de dollars É.-U. de créances non facturées (contre 67,4 millions de dollars É.-U. en 2021). Sur les créances facturées au 31 décembre 2022, 87 millions de dollars É.-U. avaient été reçus au 31 mars 2023.

136. Les créances facturées (y compris leur réévaluation) au 31 décembre 2022 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Créance sur	Dollars É.-U.	
	Créances facturées en 2022	Entrées de trésorerie ultérieures jusqu'au 31 mars 2023
Canada	13 863 467	(3 900 512)
Commission européenne	8 254 631	(2 413 879)
Allemagne	8 734 752	(7 246 088)
Italie	4 208 231	(887 931)
Pérou	6 130 965	(6 130 965)
Espagne	4 814 456	(4 792 332)
Royaume-Uni	3 440 066	(2 219 841)
Organismes des Nations Unies et fonds de financement commun	5 562 499	(1 330 992)
États-Unis d'Amérique	50 009 808	(49 473 299)
Autres	19 315 602	(8 637 304)
Total	124 334 477	(87 033 143)

137. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.

138. Au 31 décembre 2022, les créances facturées à recevoir par l'Organisation depuis plus d'un an s'élevaient à 4,1 millions de dollars É.-U. (contre 4 millions de dollars É.-U. en 2021). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont la majorité (97 %) sont à moins d'un an.

Ventilation des créances facturées, y compris les réévaluations et non compris les remboursements/annulations de factures (en millions de dollars É.-U.)

< 30 jours	31 à 120 jours	121 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
89,3	15,2	15,7	4,1	124,3
72 %	12 %	13 %	3 %	100 %

NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CRÉANCES (suite)

139. Le tableau ci-dessous récapitule les contributions dues et la provision pour créances douteuses correspondante.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Créances à court terme		
Créances – Contributions volontaires – Donateurs	250 105 412	145 958 389
Contributions volontaires nettes dues	250 105 412	145 958 389
Créances – Contributions assignées	17 203 702	14 863 397
À déduire : provisions pour créances douteuses	(11 677 425)	(9 851 850)
Contributions assignées nettes dues	5 526 277	5 011 547
Total partiel : Contributions dues à court terme	255 631 689	150 969 936
Créances à long terme		
Créances – Contributions assignées	21 796	204 552
Total partiel : Contributions dues à long terme	21 796	204 552
Total des contributions dues	255 653 485	151 174 488

140. Le tableau ci-dessous récapitule les autres créances.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Créances à court terme		
Vendeurs et fournisseurs de services	20 377 663	21 835 837
Autres impôts remboursables par les gouvernements hôtes	12 485 382	11 655 748
Intérêts courus	7 662 495	1 415 494
Autres créances	4 213 104	382 687
Total partiel : Créances à court terme	44 738 644	35 289 766
Créances à long terme		
Vendeurs et fournisseurs de services	1 777 990	69 995
Autres impôts remboursables par les gouvernements hôtes	3 230 495	957 267
Autres créances	2 091 354	
Total partiel : Créances à long terme	7 099 839	1 027 262
Total des autres créances	51 838 483	36 317 028

141. Les autres créances englobent la somme de 4 660 000 francs suisses (soit 5 048 754 dollars É.-U.) correspondant au solde du prêt d'étude (voir la note 14 : Emprunts) contracté auprès de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour un montant total de 5,7 millions de francs suisses, à recevoir entre le 5 mars 2022 et le 31 décembre 2025. L'Organisation a reçu un versement de 1 040 000 francs suisses durant l'exercice.

NOTE 7 : STOCKS

142. Les mouvements des stocks mondiaux d'articles prépositionnés en 2022 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Solde au 1^{er} janvier	1 299 473	1 544 438
Ajouts	3 792 849	2 433 614
Transfert aux projets aux fins de distribution aux bénéficiaires	(2 944 076)	(2 676 779)
Moins-value	(432)	(1 800)
Solde au 31 décembre	2 147 814	1 299 473

NOTE 8 : AUTRES ACTIFS

143. Le tableau ci-après récapitule les autres actifs, qui consistent en acomptes fournisseurs et en dépôts de garantie :

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Placements à court terme		
Acomptes fournisseurs	195 150 209	177 319 737
Dépôts de garantie	1 305 498	1 675 031
Gains non réalisés : Instruments financiers – Produits dérivés		1 704
Total partiel : Créances à court terme	196 455 707	178 996 472
Placements à long terme		
Dépôts de garantie	1 830 002	1 838 479
Total partiel : Créances à long terme	1 830 002	1 838 479
Total des autres actifs	198 285 709	180 834 951

144. Les acomptes fournisseurs de 195,2 millions de dollars É.-U. (contre 177,3 millions de dollars É.-U. en 2021) sont des avances faites aux partenaires d'exécution, fournisseurs, consultants et fournisseurs de services.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

145. L'Organisation est propriétaire de bâtiments à usage de bureaux dans six pays, à savoir l'Argentine, l'Australie, l'État plurinational de Bolivie, le Chili, le Pérou et la Suisse. Pour donner une idée exacte de la valeur des terrains et des bâtiments que possède l'OIM, ceux-ci ont été réévalués à leur juste valeur au 31 décembre 2021, déterminée sur la base d'évaluations indépendantes effectuées par des experts dans chacun des pays dans lesquels se trouvent ces biens. Ces évaluations, menées conformément aux règles d'évaluation internationales édictées par l'International Valuation Standards Council, comportaient des hypothèses quant aux conditions actuelles du marché. La différence nette entre le coût historique et le changement de la juste valeur ultérieure des bâtiments et des terrains, à hauteur de 28,5 millions de dollars É.-U., est comptabilisée dans la réserve de réévaluation d'actifs, qui forme un élément distinct de l'actif net/capitaux propres. Aucun changement substantiel n'a été constaté dans les conditions du marché respectives, en 2022, qui justifierait de nouvelles évaluations du marché pour cette classe d'actifs.

146. En 2022, des actifs ont été donnés à l'OIM, dont la valeur est estimée à 0,2 million de dollars É.-U. (contre 0,1 million de dollars É.-U. en 2021). Ce montant a été comptabilisé dans l'année en tant qu'acquisition sous « Immobilisations corporelles ». La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

147. Les immobilisations corporelles détenues en 2022 et en 2021 sont résumées dans les tableaux ci-dessous.

	Dollars É.-U.								
	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût au 1 ^{er} janvier 2022	218 481	38 142 546	25 281 620	75 229 578	15 492 123	34 311 468	10 103 581	338 935	199 118 332
Ajouts			1 111 951	12 586 043	1 464 732	7 458 086	1 722 091	114 389	24 457 292
Sorties			(226 228)	(1 901 848)	(1 059 149)	(1 108 066)	(277 521)		(4 572 812)
Transferts			(8 173)	63 784		103 865			159 476
Coût au 31 décembre 2022	218 481	38 142 546	26 159 170	85 977 557	15 897 706	40 765 353	11 548 151	453 324	219 162 288
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2022			(19 622 709)	(65 720 000)	(12 987 111)	(24 948 294)	(5 793 109)		(129 071 223)
Amortissement		(1 043 485)	(2 409 023)	(7 523 461)	(1 226 463)	(4 689 271)	(1 288 645)		(18 180 348)
Sorties			139 664	1 766 878	1 038 472	822 899	172 619		3 940 532
Transferts			6 384	(63 784)		(138 817)			(196 217)
Amortissement cumulé au 31 décembre 2022		(1 043 485)	(21 885 684)	(71 540 367)	(13 175 102)	(28 953 483)	(6 909 135)		(143 507 256)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier 2022	218 481	38 142 546	5 658 911	9 509 578	2 505 012	9 363 174	4 310 472	338 935	70 047 109
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	218 481	37 099 061	4 273 486	14 437 190	2 722 604	11 811 870	4 639 016	453 324	75 655 032

	Dollars É.-U.								
	Terrains	Bâtiments	Bâtiments – structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût au 1 ^{er} janvier 2021	215 421	30 443 544	19 059 562	73 395 462	15 263 208	29 373 264	7 824 979	1 330 106	176 905 546
Ajouts			8 215 858	5 456 032	927 377	5 625 287	2 278 602	(991 171)	21 511 985
Sorties			(2 479 197)	(3 651 354)	(698 462)	(729 817)			(7 558 830)
Transferts			485 397	29 438		42 734			557 569
Perte de réévaluation due aux variations de change	(88 921)	2 382 189							2 293 268
Réévaluation comptabilisée	91 981	5 316 813							5 408 794
Coût au 31 décembre 2021	218 481	38 142 546	25 281 620	75 229 578	15 492 123	34 311 468	10 103 581	338 935	199 118 332
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier 2021		(2 941 937)	(14 049 254)	(61 996 790)	(12 166 563)	(21 100 909)	(4 545 046)		(116 800 499)
Amortissement		(738 245)	(7 564 893)	(7 303 756)	(1 490 004)	(4 221 951)	(1 248 063)		(22 566 912)
Sorties			2 476 835	3 633 115	669 456	417 300			7 196 706
Transferts			(485 397)	(52 569)		(42 734)			(580 700)
Reprise de l'amortissement cumulé pour le bâtiment réévalué		3 680 182							3 680 182
Amortissement cumulé au 31 décembre 2021			(19 622 709)	(65 720 000)	(12 987 111)	(24 948 294)	(5 793 109)		(129 071 223)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier 2021	215 421	27 501 607	5 010 308	11 398 672	3 096 645	8 272 355	3 279 933	1 330 106	60 105 047
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	218 481	38 142 546	5 658 911	9 509 578	2 505 012	9 363 174	4 310 472	338 935	70 047 109

NOTE 10 : ACTIFS INCORPORELS

148. Les actifs incorporels sont résumés dans le tableau ci-dessous :

	Dollars É.-U.					
	2022			2021		
	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total
Coût au 1 ^{er} janvier	2 927 382	1 565 981	4 493 363	757 352	1 284 901	2 042 253
Ajouts	107 999	451 799	559 798	2 133 699		2 133 699
En cours de développement		5 548 949	5 548 949		281 080	281 080
Dépréciations		(75 704)	(75 704)			
Sorties						
Transferts	5 850		5 850	36 331		36 331
Coût au 31 décembre	3 041 231	7 491 025	10 532 256	2 927 382	1 565 981	4 493 363
Amortissement cumulé au 1 ^{er} janvier	(987 851)	(443 179)	(1 431 030)	(529 463)	(320 097)	(849 560)
Amortissement	(813 532)	(155 215)	(968 747)	(422 057)	(123 082)	(545 139)
Sorties						
Transferts	(5 850)		(5 850)	(36 331)		(36 331)
Amortissement cumulé au 31 décembre	(1 807 233)	(598 394)	(2 405 627)	(987 851)	(443 179)	(1 431 030)
Valeur comptable nette au 1 ^{er} janvier	1 939 531	1 122 802	3 062 333	227 889	964 804	1 192 693
Valeur comptable nette au 31 décembre	1 233 998	6 892 631	8 126 629	1 939 531	1 122 802	3 062 333

149. Le bâtiment du Siège à Genève (Suisse) est situé sur un terrain mis à disposition par le canton de Genève pendant 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. Bien que l'Organisation ait le droit de céder ce bien à une autre organisation internationale, le canton pourrait refuser de donner son approbation sous certaines conditions. Les droits fonciers reviendront au canton à la fin du bail. Étant donné les diverses conditions auxquelles sont assujettis les droits d'utilisation du terrain et sa cession, les droits fonciers ne sont pas évalués en tant qu'actifs dans l'état de la situation financière.

150. L'augmentation relative aux logiciels conçus en interne concerne principalement les projets MiMOSA (gestion des relations avec les contacts) et Oracle (planification des ressources d'entreprise).

NOTE 11 : FONDS REÇUS D'AVANCE

151. Les contributions volontaires des donateurs reçues avant exécution au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 1 545,8 millions de dollars É.-U. (contre 1 392,6 millions de dollars É.-U. en 2021).

152. Les contributions assignées d'États Membres reçues avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées au total à 1,4 million de dollars É.-U. (contre 1,3 million de dollars É.-U. en 2021) (voir l'appendice 1).

153. L'OIM a également reçu des fonds d'avance au titre des relations de représentation, qui concernent des accords conclus avec des gouvernements ou des entités gouvernementales aux fins de la fourniture d'un appui administratif – en vertu desquels l'OIM agit en qualité de mandataire au nom de ces entités. Le montant des fonds reçus à ce titre par l'OIM mais qui n'ont pas encore été décaissés pour le compte de ces entités s'est élevé à 139,4 millions de dollars É.-U. (contre 133,4 millions de dollars É.-U. en 2021).

154. Les autres contributions différées, reçues des migrants, des personnes couvrant leurs propres dépenses et des répondants, et les acomptes des clients se sont élevés à 23,9 millions de dollars É.-U. (contre 24,7 millions de dollars É.-U. en 2021).

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

155. Les indemnités de cessation de service sont la somme des indemnités dues par l'Organisation aux membres du personnel à la cessation de service en application du contrat d'emploi ou du Statut et Règlement unifié du personnel. Ces indemnités englobent : la compensation des jours de congé non pris, les frais de rapatriement et de voyage pour le personnel international, les prestations pour cessation de service et les primes d'assurance maladie du personnel à la retraite. En ce qui concerne les obligations en matière d'indemnités de cessation de service qui se rapportent aux indemnités de départ, etc., voir la note 17 : Réserves.

156. À sa soixante-douzième session, en novembre 1996, le Conseil a adopté une méthode budgétaire de financement des indemnités de cessation de service dues au personnel.

157. Au titre de la partie administrative du budget, les indemnités de cessation de service sont financées moyennant une allocation annuelle calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2022, le budget alloué au titre des indemnités de cessation de service s'est élevé à 0,7 million de francs suisses (comme en 2021), alors que les sommes effectivement versées selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) se sont élevées à 1,1 million de francs suisses (contre 0,6 million de francs suisses en 2021). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les prestations à leur verser. Selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), le passif non provisionné concernant les avantages du personnel relevant de la partie administrative du budget s'élève à 18,1 millions de dollars É.-U. (contre 25,6 millions de dollars É.-U. en 2021).

158. Au titre de la partie opérationnelle du budget, les indemnités de cessation de service versées au personnel sont financées moyennant un pourcentage fixe appliqué aux coûts salariaux. En 2020, une évaluation indépendante a été réalisée par un cabinet d'actuaire, et le pourcentage a été réduit, passant de 6 % (en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017) à 4 % à compter du 1^{er} juin 2021. Il est revu à intervalles réguliers pour vérifier qu'il reste adéquat.

159. Les membres du personnel (et les personnes à leur charge) affiliés au plan d'assurance maladie ou au plan médical peuvent bénéficier d'une assurance maladie après la cessation de service en vue de laquelle l'OIM contribue aux primes d'assurance.

160. La valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies pour l'assurance médicale après la cessation de service et celle des autres prestations à long terme ont été déterminées à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste notamment à actualiser les sorties futures de fonds estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé sur des obligations de sociétés de premier rang.

161. Les provisions et les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021 (montants retraités)
Sommes dues à court terme		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	18 352 957	17 678 034
CCPPNU	474 292	474 292
Autres sommes à payer au personnel	25 605 104	20 959 220
Total partiel : Sommes dues à court terme	44 432 353	39 111 546
Sommes dues à long terme		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	173 027 104	184 185 086
Total partiel : Sommes dues à long terme	173 027 104	184 185 086
Total des sommes dues au titre des avantages du personnel	217 459 457	223 296 632

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

162. Les sommes dues au titre des avantages du personnel sont ventilées dans le tableau ci-dessous :

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
PASSIF À COURT TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :		
Compensation des congés annuels non pris	6 192 939	6 119 510
Prime de rapatriement	2 456 297	2 049 230
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	3 263 817	3 252 690
Indemnités dues à la cessation de service	980 504	976 889
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	3 636 367	3 272 559
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	1 823 033	2 007 156
Total partiel : Passif à court terme au titre des avantages du personnel	18 352 957	17 678 034
PASSIF À LONG TERME – Provision pour les avantages sociaux suivants :		
Compensation des congés annuels non pris	71 218 795	62 438 743
Prime de rapatriement	20 414 618	22 331 826
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	37 533 902	33 242 210
Indemnités dues à la cessation de service	4 757 628	5 965 778
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	30 779 267	49 717 106
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	8 322 894	10 489 423
Total partiel : Passif à long terme au titre des avantages du personnel	173 027 104	184 185 086
Total du passif au titre des avantages du personnel	191 380 061	201 863 120

Hypothèses et méthodes actuarielles

163. Chaque année, l'OIM examine et choisit les hypothèses et méthodes qu'utilisera l'actuaire pour déterminer les besoins en matière de charges et de contributions au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des primes de rapatriement et des prestations dues à la cessation de service. Les hypothèses à la date de clôture servent à déterminer la valeur des obligations au titre des prestations définies à cette date ainsi que les charges pour pensions au cours de l'exercice suivant.

164. Le tableau ci-après présente les principales hypothèses financières utilisées au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021.

	2022	2021
Taux d'actualisation		
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en francs suisses)	2,00%	0,10%
Assurance maladie et plan médical (états de paiement en dollars É.-U.)	5,30%	3,30%
Prime de rapatriement	5,10%	2,50%
Indemnité de départ	5,20%	2,80%
Augmentations des salaires		
Personnel de la catégorie des administrateurs	3,62%	3,91%
Personnel de la catégorie des services généraux	7,15%	7,80%
Taux d'évolution des coûts médicaux	3,00%	3,50%

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

165. Choix du taux d'actualisation : La méthode suivie pour fixer le taux d'actualisation, et notamment le taux utilisé pour actualiser les obligations en matière de prestations dues à la cessation de service (provisionnées et non provisionnées), rend compte de la valeur temps de l'argent. La monnaie et l'échéance de l'instrument financier choisi pour rendre compte de la valeur temps de l'argent sont conformes à la monnaie et à la durée estimative des obligations en matière de prestations dues à la cessation de service. Le taux d'actualisation correspond au calendrier estimatif du paiement des prestations. L'OIM a estimé que le marché des obligations d'entités de première qualité constituait la meilleure référence. Elle a pris en considération les conditions prévalant sur le marché des obligations au 31 décembre 2022 en Suisse, dans la zone euro et aux États-Unis. Le taux d'actualisation a été calculé comme un taux équivalent unique fondé sur les obligations de sociétés notées AA, déterminé à l'aide de la courbe de rendement harmonisée, mise au point par des actuaires à l'intention des entités des Nations Unies et compte tenu de la longévité du passif de l'OIM.

166. Choix du taux d'augmentation de la cotisation maladie : La méthode suivie pour fixer le taux d'augmentation de la cotisation maladie est fondée sur des hypothèses relatives aux coûts médicaux qui tiennent compte de l'évolution future estimative du coût des services médicaux sous l'effet tout à la fois de l'inflation et des changements particuliers survenus dans les coûts médicaux. Une entité estime les coûts médicaux futurs sur la base des données rétrospectives concernant sa propre expérience, complétées, le cas échéant, des données rétrospectives d'autres entités, compagnies d'assurance, fournisseurs de services médicaux ou autres sources.

167. Les tableaux ci-dessous contiennent des informations et une analyse complémentaires concernant les sommes dues au titre des avantages du personnel, telles que calculées par l'actuaire.

Rapprochement de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies	Dollars É.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Primes de rapatriement	Indemnités dues à la cessation de service	Total
Obligations nettes au titre des prestations définies au 1^{er} janvier 2022	52 989 665	12 496 579	24 381 056	6 942 667	96 809 967
Coût des services rendus en 2022	2 266 765	1 413 771	1 888 181	801 754	6 370 471
Charges financières pour 2022	1 369 602	409 262	568 116	178 750	2 525 730
Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière au 31 décembre 2022	3 636 367	1 823 033	2 456 297	980 504	8 896 201
(Gains)/pertes actuariels résultant d'une variation des :					
Hypothèses financières	(20 514 473)	(8 351 471)	(4 714 586)	(1 581 766)	(35 162 296)
Effets des ajustements d'expérience	3 057 367	4 739 031	1 852 480	1 360 184	11 009 062
Total des (gains)/pertes actuariels résultant des variations ci-dessus	(17 457 106)	(3 612 440)	(2 862 106)	(221 582)	(24 153 234)
Prestations versées par le plan/la compagnie	(1 433 883)	(154 931)	(1 104 332)	(1 963 457)	(4 656 603)
Coût des services passés	(3 319 409)	(406 314)			(3 725 723)
Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2022	34 415 634	10 145 927	22 870 915	5 738 132	73 170 608

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

Sensibilité aux hypothèses d'évolution	Hypothèse d'évolution de + 1 %	Hypothèse d'évolution de - 1 %
Taux d'actualisation		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	(4 721 418)	6 092 710
Plan médical après la cessation de service	(1 868 691)	2 543 692
Primes de rapatriement	(1 269 205)	1 436 832
Indemnités dues à la cessation de service	(377 681)	443 796
Taux d'évolution du coût des soins de santé		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	4 001 817	(3 334 226)
Plan médical après la cessation de service	1 431 964	(1 182 531)
Taux d'augmentation des traitements		
Plan d'assurance maladie après la cessation de service	1 029 007	(912 168)
Plan médical après la cessation de service	408 970	(315 637)
Primes de rapatriement	1 443 898	(1 298 092)
Indemnités dues à la cessation de service	431 125	(374 897)

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

168. L'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la Caisse), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour offrir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et d'autres prestations connexes aux employés. La Caisse est un régime de prévoyance multiemployeurs à prestations définies. Comme indiqué à l'article 3 b) des Statuts de la Caisse, les institutions spécialisées et toutes autres organisations intergouvernementales internationales qui appliquent le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées peuvent s'affilier à la Caisse.

169. La Caisse expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés aux membres du personnel actifs et à la retraite d'autres organisations affiliées, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM et la Caisse, de même que les autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la part qui revient à l'OIM des obligations, actifs de régime et coûts liés au régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité. C'est pourquoi l'OIM a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies, conformément aux prescriptions de la norme IPSAS 39 – Avantages du personnel. Les cotisations de l'OIM à la Caisse durant l'exercice financier sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

170. Les Statuts de la Caisse disposent que le Comité mixte doit faire procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon l'approche globale avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objet de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants au regard de ses obligations.

171. L'obligation financière de l'OIM envers la Caisse consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (soit, actuellement, 7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations affiliées), ainsi que sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel, en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut que l'Assemblée générale des Nations Unies ait invoqué les dispositions de l'article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Chaque organisation affiliée doit apporter pour couvrir ce déficit un montant proportionnel au total des cotisations qu'elle a payées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

172. La dernière évaluation actuarielle de la Caisse s'est achevée le 31 décembre 2021, et les données relatives à la participation du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022 seront extrapolées par la Caisse pour établir ses états financiers de 2022.

NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

173. L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2021 a fait apparaître un taux de couverture des engagements de 117 % (contre 107,1 % en 2019). Sans tenir compte du système actuel d'ajustement des pensions, on obtenait un ratio de capitalisation de 158,2 % (144,4 % dans l'évaluation effectuée en 2019).

174. Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse, l'actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2021, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la CCPNU, car la valeur actuarielle des actifs était supérieure à celle de la totalité des obligations de la Caisse. En outre, la valeur de marché des actifs dépassait aussi la valeur actuarielle de toutes les obligations à la date de l'évaluation. Lors de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

175. Si l'Assemblée générale venait à invoquer les dispositions de l'article 26 à cause d'un déficit actuariel, que la Caisse soit en activité ou en liquidation, chaque organisation affiliée contribuerait à la couverture du déficit au prorata des cotisations qu'elle aurait versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. L'ensemble des contributions versées à la Caisse au cours des trois années précédant la période considérée (2019, 2020 et 2021) s'élevait à 8 505,3 millions de dollars É.-U., dont 3,1 % provenant de l'OIM.

176. En 2022, les cotisations versées à la Caisse par l'OIM se sont élevées à 115 millions de dollars É.-U. (contre 100,6 millions de dollars É.-U. en 2021). Le montant total des cotisations prévu pour 2023 est estimé à 132,1 millions de dollars É.-U..

177. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte de la Caisse. Si une organisation cesse d'être affiliée à la Caisse, une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation au bénéfice exclusif des membres de son personnel qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d'un commun accord par l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

178. Le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies vérifie chaque année les comptes de la Caisse et présente au Comité mixte de la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies un rapport sur ses vérifications chaque année. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés à l'adresse www.unjspf.org.

NOTE 13 : MONTANTS À VERSER AUX FOURNISSEURS ET AUTRE PASSIF À COURT TERME

179. Les montants à verser aux fournisseurs sont principalement des sommes dues aux vendeurs, consultants et partenaires d'exécution, et sont résumés dans le tableau ci-après.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Montants à verser à court terme		
Montants à verser sur facture	259 317 037	231 897 096
Charges constatées	27 656 081	23 638 291
Total : Montants à verser aux fournisseurs	286 973 118	255 535 387

NOTE 13 : MONTANTS À VERSER AUX FOURNISSEURS ET AUTRE PASSIF À COURT TERME (suite)

180. L'autre passif concerne principalement les montants à verser aux réserves de divers États Membres et les remboursements dus aux donateurs, comme indiqué dans le tableau ci-après.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Montants à verser à court terme		
Remboursements dus	9 085 287	2 815 434
Pertes non réalisées – Produits financiers dérivés		4 996
Autre passif	23 108 593	20 742 511
Total partiel : Autre passif à court terme	32 193 880	23 562 941
Montants à verser à long terme		
Fonds de dotation Sasakawa	2 000 000	2 000 000
Autre passif	4 029 122	3 468 907
Total partiel : Autre passif à long terme	6 029 122	5 468 907
Total : Autre passif	38 223 002	29 031 848

181. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et d'autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Solde de compte en fin d'exercice	2 000 000	2 000 000
Compte de produits		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	28 800	1 600
Transferts du Fonds de dotation Sasakawa à des projets		
Réalisation de supports médiatiques et de sensibilisation sur la migration pour éclairer les politiques et programmes gouvernementaux		(1 600)
Aide aux moyens de subsistance à l'intention des jeunes au Lesotho	(28 800)	
Solde du compte en fin d'exercice	0	0

NOTE 14 : EMPRUNTS

182. L'Organisation a emprunté des fonds à la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour construire le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2022 s'est élevé à 0,4 million de francs suisses (comme en 2021). Le prêt ne porte pas d'intérêts, conformément à la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. Le montant de l'intérêt à 3 % remis en 2022 s'est élevé à 0,1 million de francs suisses (comme en 2021). La valeur de l'intérêt à remettre jusqu'au dernier paiement au titre du prêt, exigible en 2033, est de 0,6 million de francs suisses (contre 0,8 million de francs suisses en 2021). La valeur de la remise d'intérêt est égale à la valeur future de l'escompte du prêt.

183. En 2022, l'Organisation a emprunté des fonds additionnels à la FIPOI afin d'établir des plans et des prescriptions techniques et d'obtenir les permis nécessaires pour la construction d'un nouveau bâtiment du Siège. Le prêt ne porte pas d'intérêts, et le remboursement du principal du prêt sera déterminé d'un commun accord entre la FIPOI et l'Organisation à l'échéance du prêt, prévue pour 2025. La valeur de l'intérêt à 0,5 % à remettre jusqu'à la fin du prêt d'étude, prévue en décembre 2025, est de 0,1 million de francs suisses.

NOTE 14 : EMPRUNTS (suite)

184. Le prêt en francs suisses est converti en dollars É.-U. au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. L'emprunt initial et les montants restant dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Francs suisses			
	2022			2021
	Prêt immobilier	Prêt d'étude	Total	
FIPOI	18 000 000	5 700 000	23 700 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(13 945 372)		(13 945 372)	(13 576 772)
Solde du prêt – Francs suisses	4 054 628	5 700 000	9 754 628	4 423 228
Solde du prêt – Dollars É.-U.	4 392 880	6 175 514	10 568 394	4 834 129
– Remboursements à court terme	399 350		399 350	402 842
– Remboursements à long terme	3 993 530	6 175 514	10 169 044	4 431 287
Solde du prêt – Dollars É.-U.	4 392 880	6 175 514	10 568 394	4 834 129
Taux de change à la clôture de l'exercice (franc suisse/dollar É.-U.)	0.923	0.923	0.923	0.915

NOTE 15 : RESSOURCES REPORTÉES

185. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), les programmes d'opérations affichaient à la fin de 2022 une hausse de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 18,1 millions de dollars É.-U. (contre une hausse de 4,1 millions de dollars É.-U. en 2021), nette des montants prélevés, ce qui porte le montant total de la réserve à 82,5 millions de dollars É.-U. (contre 64,4 millions de dollars É.-U. en 2021).

186. L'Administration soumettra aux États Membres, dans le budget annuel ou dans ses révisions, des propositions relatives à l'utilisation des fonds provenant de la réserve qui sont supérieurs au montant minimum établi. Les propositions relatives à l'utilisation des montants supérieurs au solde de la réserve auront un caractère stratégique, contribueront aux objectifs à long terme de l'Organisation et viseront à couvrir des dépenses non récurrentes. Compte tenu de ce qui précède, le Comité permanent des programmes et des finances, par sa résolution n° 29 de juin 2022 relative à la révision du Programme et Budget pour 2022, a approuvé l'utilisation de l'excédent cumulé de 443 492 francs suisses au 31 décembre 2020 pour couvrir des dépenses liées au perfectionnement et à la formation du personnel. Sur cette somme, 376 629 francs suisses avaient été utilisés au 31 décembre 2022.

187. Le montant des revenus de soutien opérationnel n'est pas prévisible. Il varie d'une année à l'autre, selon le niveau d'activités déployées. Conformément à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires, le niveau budgétaire des revenus de soutien opérationnel sera établi sur la base des résultats effectifs de l'année précédente indiqués dans le Rapport financier et les documents budgétaires annuels de l'Organisation, compte tenu des tendances actuelles et escomptées. La réserve de revenus de soutien opérationnel sera maintenue à un niveau représentant 1 % des dépenses totales de l'Organisation telles qu'elles ont été arrêtées au 31 décembre de l'année précédente. Le cas échéant, les montants disponibles de la réserve dépassant le montant minimum requis seront utilisés pour combler la différence entre le montant de revenus de soutien opérationnel projeté et le montant réel généré si celui-ci est inférieur au montant projeté.

NOTE 15 : RESSOURCES REPORTÉES (suite)

188. Les ressources reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.		
	2022	2021 (montants retraités)	(Augmentation)/ Diminution
Ressources reportées – Excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Programme administratif	(9 111 687)	(7 200 721)	1 910 966
Impact net de l'ajustement IPSAS	(20 154 193)	(21 851 883)	(1 697 690)
Programme administratif : Ressources reportées	(29 265 880)	(29 052 604)	213 276
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif	(394 693)		394 693
Programmes d'opérations			
Programmes d'opérations – Revenus de soutien opérationnel	91 307 481	71 522 345	(19 785 136)
Prélèvement – Réserve de revenus de soutien opérationnel	(13 000 000)	(5 700 000)	7 300 000
Impact net de l'ajustement IPSAS – Revenus de soutien opérationnel	170 042	(4 029 967)	(4 200 009)
Excédents/(déficits) cumulés	87 834 932	75 453 420	(12 381 512)
Impact net de l'ajustement IPSAS – Excédents/(déficits) cumulés	36 500 759	48 667 688	12 166 929
Programmes d'opérations : Ressources reportées	202 813 214	185 913 486	(16 899 728)
Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés	173 152 641	156 860 882	(16 291 759)
Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe			
Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe	72 358 598	29 255 196	(43 103 402)
Impact net de l'ajustement IPSAS	5 409 886	2 376 163	(3 033 723)
Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe	77 768 484	31 631 359	(46 137 125)
Conversions monétaires (gains/(pertes))	(119 361 315)	(76 023 202)	43 338 113
Total des ressources reportées	131 559 810	112 469 039	(19 090 771)

NOTE 16 : SOLDE CUMULATIF

189. Le solde cumulatif reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021 Montants retraités
Excédents/(déficits) cumulés		
Opérations sans contrepartie directe	173 152 641	156 860 882
Opérations avec contrepartie directe	77 768 484	31 631 359
Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés	250 921 125	188 492 241
Instruments financiers – Produits dérivés (notes 8 et 13)		(3 293)
Conversions monétaires (gains/(pertes))	(119 361 315)	(76 019 909)
Total partiel : Conversions monétaires (gains/(pertes))	(119 361 315)	(76 023 202)
Total des excédents/(déficits) cumulés	131 559 810	112 469 039

NOTE 16 : SOLDE CUMULATIF (suite)

190. Le montant des conversions monétaires (gains/(pertes)) reporté selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) est résumé dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Solde d'ouverture en début d'exercice	(76 023 202)	(6 186 270)
Gains et (pertes) de change nets réalisés	(70 890 827)	(6 290 671)
Gains et (pertes) de change nets non réalisés	27 549 421	(66 095 391)
Instruments financiers – Produits dérivés (notes 8 et 13)	3 293	255 862
Total partiel : Gains/(pertes) de change	(43 338 113)	(72 130 200)
Gain de réévaluation des bâtiments dû aux variations de change (note 9)		2 293 268
Solde de clôture en fin d'exercice	(119 361 315)	(76 023 202)

191. Le montant des pertes de conversion monétaire, qui s'élève à 119,4 millions de dollars É.-U. (contre 76 millions de dollars É.-U. en 2021), représente principalement les pertes de change nettes réalisées de 70,9 millions de dollars É.-U. (contre 6,3 millions de dollars É.-U. en 2021) lors du règlement des montants à verser et à recevoir et les soldes des projets achevés enregistrés dans une devise autre que le dollar É.-U., compensées par la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères converties en dollars É.-U., consistant en un gain de change non réalisé de 27,5 millions de dollars É.-U. (contre une perte de 66,1 millions de dollars É.-U. en 2021).

NOTE 17 : RÉSERVES

192. Les réserves reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Réserves		
Réserve pour cessation de service	66 925 225	56 560 066
Fonds de réponse rapide pour les transports	861 606	849 480
Emprunts – États Membres	1 680 400	1 680 400
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres de l'OIM (voir l'appendice 6)	311 553	311 553
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	1 672 742	1 886 307
Total des réserves	71 451 526	61 287 806

Réserve pour cessation de service

193. Des fonds sont réservés pour couvrir d'autres besoins au titre des prestations de cessation de service au moyen du mécanisme de financement des indemnités de cessation de service approuvé par le Conseil par la résolution n° 967 du 25 novembre 1997. Par exemple, le Statut et Règlement unifié du personnel prévoit que des indemnités de licenciement soient versées au personnel dont les contrats sont résiliés avant leur échéance. Le montant réservé pour couvrir d'autres besoins au titre des prestations de cessation de service s'est élevé à 66,9 millions de dollars É.-U. (contre 56,6 millions de dollars É.-U. en 2021).

Fonds de réponse rapide pour les transports

194. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer les responsabilités qui lui incombent au titre de cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

NOTE 17 : RÉSERVES (suite)

195. Il peut être fait appel à ce Fonds en particulier dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fait clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée d'un financement extérieur. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'assurer le transport lors de rapatriements librement consentis, de mouvements de retour, de la réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM est chargée d'organiser en temps voulu le transport par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

196. Toute utilisation dûment autorisée du Fonds est considérée comme une avance sur le financement d'activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le Fonds doivent être intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

197. Le solde de clôture du Fonds de réponse rapide pour les transports au 31 décembre 2022, qui comprend les intérêts, était de 0,9 million de dollars É.-U. (contre 0,8 million de dollars É.-U. en 2021).

Emprunts contractés auprès des États Membres

198. Une réserve de caisse de 1,7 million de dollars É.-U., consistant en des prêts sans intérêt consentis par des États Membres, a été constituée en vertu de la résolution du Conseil n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre du programme administratif ou des programmes d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires

199. Créé conformément à la résolution du Conseil n° 1229 du 5 décembre 2011, le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires est destiné à faire la soudure entre le lancement d'opérations d'urgence et le moment auquel sont reçus les fonds des donateurs. Il est financé par des contributions volontaires provenant de sources aussi diverses que possible, dont les États Membres, le secteur privé et les particuliers, et les éventuels intérêts cumulés sont portés au crédit du Mécanisme. Le Directeur général est autorisé à prélever des fonds sur le Mécanisme pour garantir une intervention rapide dans une situation d'urgence entraînant des migrations, en attendant la réception des contributions des donateurs pour ladite situation d'urgence. Le Mécanisme est réapprovisionné dès réception des contributions des donateurs, dans la limite des fonds alloués pour ladite situation d'urgence.

NOTE 17 : RÉSERVES (suite)

**État financier du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022**

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Solde d'ouverture reporté en début d'exercice	1 886 307	2 134 808
Transfert du solde du Compte d'opérations d'urgence (C/111/RES/1390)		
Contributions au Fonds		
Philippines (via le Comité d'affectation des ressources pour la migration (MIRAC))	10 000	
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	26 435	1 499
Total des contributions et des intérêts versés au Mécanisme	36 435	1 499
Remboursements au Mécanisme des projets suivants :		
Intervention d'urgence en réponse au typhon Rai	500 000	
Intervention en réponse à la crise en Éthiopie – Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	1 000 000	
Suivi des déplacements et secours – Ukraine	400 000	
Intervention d'urgence en faveur de migrants en détresse	100 000	
Abris/Coordination et gestion des camps/Matrice de suivi des déplacements à Madagascar	115 000	
Aide d'urgence aux migrants de retour en détresse dans le sud du Tchad	250 000	
Intervention en réponse à la crise au Tigré (Éthiopie) – Demande de soutien au Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires en faveur d'une intervention initiale		1 000 000
Intervention visant à assurer la continuité de l'aide vitale offerte aux réfugiés rohingya touchés par l'incendie survenu en mars 2021 au Bangladesh		1 000 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise à Palma		1 200 000
Renforcement de l'intervention humanitaire de l'OIM en Afghanistan		1 000 000
Total des remboursements au Mécanisme	2 365 000	4 200 000
Transferts du Mécanisme aux projets suivants :		
Abris/Coordination et gestion des camps/Matrice de suivi des déplacements à Madagascar	115 000	
Intervention d'urgence en faveur de migrants en détresse	100 000	
Intervention d'urgence en réponse au typhon Rai	500 000	
Suivi des déplacements et secours – Ukraine	400 000	
Appui régional face à la crise en Ukraine	600 000	
Lutte contre la violence électorale	200 000	
Prêt d'urgence	200 000	
Aide en matière d'abris d'urgence/d'articles non alimentaires dans les provinces du Lac et de N'Djamena	500 000	
Intervention visant à assurer la continuité de l'aide vitale offerte aux réfugiés rohingya touchés par l'incendie survenu en mars 2021 au Bangladesh		1 000 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise à Palma		1 200 000
Aide d'urgence aux migrants de retour en détresse dans le sud du Tchad		250 000
Renforcement de l'intervention humanitaire de l'OIM en Afghanistan		1 000 000
Intervention en réponse à la crise en Éthiopie – Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires		1 000 000
Total des transferts du Mécanisme aux projets	2 615 000	4 450 000
Solde de clôture reporté en fin d'exercice	1 672 742	1 886 307

NOTE 18 : PASSIFS ÉVENTUELS

Cofinancement

200. Certains donateurs, et notamment la Commission européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. L'OIM a signé des accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, mais elle s'est engagée à assurer ce cofinancement pendant le cycle de vie du projet. À ce jour, elle a le plus souvent réussi à assurer ce cofinancement, principalement en recourant à un financement externe et en mettant certaines propositions relevant du Fonds de l'OIM pour le développement en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant certaines activités de projet ou en y mettant fin. Cependant, ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des États Membres dans le document IC/2006/2 (Mécanisme de cofinancement) lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives tenues le 22 juin 2006. En outre, diverses mesures ont été mises en place en interne pour faire face à ce problème. Le Groupe chargé de la question du cofinancement, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, a été créé pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris ainsi que les moyens de financer les besoins de cofinancement. En 2022, le Groupe a suivi 41 projets. Au 31 décembre 2022, deux de ces projets présentaient des engagements cumulés à hauteur de 616 751 dollars É.-U.. Les administrateurs des projets visés sont tenus de rechercher activement des solutions pour satisfaire intégralement à l'exigence de cofinancement pendant la période de mise en œuvre du projet en question.

Projet de vote à l'intention des expatriés irakiens

201. En 2004, l'OIM a été choisie par le Gouvernement intérimaire de l'Iraq pour gérer la participation des ressortissants irakiens de l'étranger aux premières élections organisées après la mise en place de l'administration provisoire dite Autorité provisoire de la coalition. Ce projet, mis en œuvre par l'OIM en étroite collaboration avec une ONG, International Foundation for Election Systems, a notamment consisté à mettre en place et à gérer une série de bureaux et de bureaux de vote dans les pays qui accueillent une importante diaspora irakienne, pour un budget d'environ 75 millions de dollars É.-U..

202. Bien que le projet et le processus de vote à l'étranger aient pu être exécutés sans heurts et sans incident à l'époque, le coût élevé a été jugé contestable par le Gouvernement irakien, qui a considéré que les dépenses par personne étaient considérables puisque seulement 200 000 Irakiens de l'étranger avaient voté, alors qu'on avait escompté la participation d'un million de personnes. Le Gouvernement de l'Iraq est d'avis que les dépenses de l'OIM étaient excessives et que le coût du projet aurait dû être de 57 millions de dollars É.-U. plus bas. L'OIM est fermement convaincue que les dépenses étaient raisonnables et pleinement justifiées, d'autant que le délai de mise en œuvre était extrêmement bref – 83 jours – et que des dépenses de sécurité non négligeables avaient dû être engagées en raison des divers risques pour la sécurité à l'époque. En outre, elle estime qu'elle ne peut être tenue pour responsable du taux de participation plus bas que prévu, qui est la principale raison pour laquelle le coût par personne est élevé.

203. Le Gouvernement a intenté une action en justice contre l'OIM devant une juridiction locale à Bagdad pour tenter de recouvrer les dépenses contestées. Afin de parvenir à un arrangement avec le Gouvernement irakien à cet égard, l'OIM a rencontré des représentants du Gouvernement en 2015 pour engager des négociations en vue de régler les questions en suspens. Le Gouvernement irakien a accepté de suspendre temporairement ses poursuites pendant la durée des négociations. Le procès a repris en 2017. Le tribunal de première instance a rejeté la demande du Gouvernement irakien, statuant en faveur de l'OIM. Les procédures d'appel connexes (devant la cour d'appel et la Cour de cassation) ont confirmé ce jugement, et l'affaire a été close. Le 12 novembre 2018, le Gouvernement de l'Iraq a demandé que d'autres réunions aient lieu sur cette question, puis a réitéré sa demande que l'OIM rembourse les 57 millions de dollars É.-U.. En février 2023, après plusieurs réunions avec le Gouvernement de l'Iraq, un accord verbal a été trouvé selon lequel le Bureau de l'OIM en Iraq déboursa 57 millions de dollars É.-U. dans le cadre de ses programmes pendant la période 2023-2024. Des lettres à cet effet ont été remises à la Mission permanente de la République d'Iraq auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève en mars 2023.

NOTE 18 : PASSIFS ÉVENTUELS (suite)**Litige contractuel au Yémen**

204. Un litige contractuel au sujet d'un bon de commande est en cours entre l'OIM et une entreprise établie au Yémen. Le 16 novembre 2021, le Bureau de l'OIM au Yémen a reçu une demande de dommages-intérêts à hauteur de 0,6 million de dollars É.-U. parce qu'elle n'aurait prétendument pas payé des biens livrés (matelas, couvertures, seaux à eau, articles de cuisine), les frais de transport connexes et les intérêts de retard, ni pris en considération l'inflation.

205. Le 12 janvier 2022, le Département des affaires juridiques a, dans une réponse adressée au fournisseur, souligné que la demande de dommages-intérêts n'avait aucun fondement juridique puisque l'OIM avait contractuellement le droit de rejeter toute livraison effectuée après expiration du bon de commande, le 29 septembre 2018. L'OIM a réglé intégralement le prix d'achat des biens reçus de l'entreprise et rejette la demande qu'elle considère comme juridiquement infondée. L'Organisation n'a pas reçu d'autres communications de la part de l'entreprise.

NOTE 19 : ENGAGEMENTS**Engagements au titre de contrats de location simples**

206. Les paiements de location minimaux futurs globaux au titre de contrats de location simples non résiliables dans lesquels l'OIM est le preneur sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Durée des contrats de location simples (dans lesquels l'OIM est le preneur)	Dollars É.-U.
	2022
1 an au plus	4 389 644
Plus de 1 an mais pas plus de 5 ans	7 316 385
Plus de 5 ans	3 494 933
Total	15 200 962

207. Certains contrats de location simples comportent des clauses de reconduction qui permettent à l'OIM de prolonger la durée du bail après la date d'échéance du contrat initial, ainsi que des clauses d'indexation prévoyant la possibilité d'augmenter le montant du loyer annuel en fonction de la hausse de l'indice des prix du marché dans les différents pays où est implantée l'Organisation.

208. En tant que bailleur, l'OIM perçoit des paiements locatifs pour la location de bureaux situés dans les bâtiments qu'elle possède à Buenos Aires (Argentine) et à La Paz (État plurinational de Bolivie).

NOTE 20 : PARTIES LIÉES

209. L'Organisation est dirigée par le Conseil, qui est composé de représentants des 175 États Membres. Ils ne sont pas rémunérés par l'OIM. Les opérations entre l'OIM et ses États Membres revêtent la forme de contributions assignées, dont le montant est fixé conformément à un barème des quotes-parts approuvé chaque année par le Conseil. En outre, les États Membres versent des contributions volontaires destinées à différents programmes et projets exécutés dans le cadre normal des activités de l'OIM.

210. L'Organisation n'a aucune participation dans des associations ou des coentreprises.

211. Le Directeur général, les directeurs généraux adjoints, le Conseiller juridique, le Chef de Cabinet, les directeurs des départements du Siège et le Directeur du Centre administratif de Manille disposent de l'autorité et de la responsabilité en vue de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'OIM. Ces principaux dirigeants sont rémunérés par l'Organisation.

NOTE 20 : PARTIES LIÉES (suite)

212. Les principaux dirigeants et leur enveloppe de rémunération (y compris les traitements, les indemnités, les cotisations à l'assurance maladie, les cotisations de retraite, etc.) sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	2022		2021	
	Nombre de personnes (en équivalent plein temps)	Rémunération globale (dollars É.-U.)	Nombre de personnes (en équivalent plein temps)	Rémunération globale (dollars É.-U.)
Directeur général, directeurs généraux adjoints et autres fonctionnaires supérieurs du Bureau du Directeur général	6	2 403 180	4.3	1 672 940
Autres hauts responsables	6	2 159 856	5	1 517 969

213. Les principaux dirigeants et leurs proches parents n'ont pas bénéficié d'emprunts qui ne soient pas non plus mis à la disposition d'autres catégories de personnel. Les principaux dirigeants jouissent des mêmes droits après la cessation de service (notamment en ce qui concerne les prestations de retraite et de santé) que les autres membres du personnel. Aucune autre rémunération ni indemnisation n'a été versée aux principaux dirigeants et à leurs proches parents.

NOTE 21 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS

214. Les documents budgétaires sont établis sur la base des financements confirmés connus et du niveau d'activités projeté jusqu'à la fin de l'exercice, comme suit :

- Programme et Budget – en août de l'année précédant l'exercice budgétaire
- Révision du Programme et Budget – en mars de l'exercice budgétaire
- Réactualisation succincte du Programme et Budget – en septembre de l'exercice budgétaire

215. Les deux premiers documents budgétaires sont approuvés par le Conseil. Quant à la Réactualisation succincte, il s'agit d'un document présenté au Conseil pour l'informer de l'état des contributions et de la mise en œuvre des projets. En raison des réalités opérationnelles, la mise en œuvre effective des activités pendant le reste de l'année peut être tantôt plus rapide, tantôt plus lente qu'initialement prévu.

216. L'OIM a reçu des fonds additionnels confirmés d'une valeur d'environ 1 100,5 millions de dollars É.-U. au cours des quatre derniers mois de l'exercice (contre 994,4 millions de dollars É.-U. en 2021). Le Directeur général est autorisé, dans des circonstances exceptionnelles, à engager des dépenses et à effectuer des paiements pour des opérations non inscrites dans la partie opérationnelle du budget approuvée, sous réserve que certaines conditions soient remplies (article 4.7 du Règlement financier).

217. Les montants réels correspondant à l'Appui aux programmes de caractère général, présentés sur une base comparable, comprennent les dépenses inscrites au budget figurant dans le tableau synoptique VIII de la partie Services/Appuis des documents budgétaires C/112/6/Rev.1 et S/30/5, ainsi que dans le tableau synoptique du document C/113/8, pour les activités suivantes : Personnel détaché, Application relative aux services opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA), Personnel et services financés par les revenus divers, Fonds de dotation Sasakawa, Contributions sans affectation spéciale et Application de mise en lien et de mobilisation des migrants (MigApp).

NOTE 21 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS (suite)

218. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour les programmes d'opérations (voir aussi l'État V. a) indique les charges effectives excédentaires par rapport au budget initial approuvé (document C/112/6/Rev.1) et à sa révision (document S/30/5), qui s'élevaient à 1 670,6 millions de dollars É.-U. et à 698,2 millions de dollars É.-U., respectivement, ainsi que par rapport aux charges présentées dans la réactualisation succincte (document C/113/8). Les charges effectives excédentaires les plus notables par rapport au budget initial et à la révision budgétaire étaient essentiellement dues à de nouveaux financements confirmés dans les secteurs de services suivants :

- Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise : 1 265,6 millions de dollars É.-U. et 607,8 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre de la réinstallation des réfugiés, de l'aide humanitaire offerte aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux communautés touchées par un conflit, et des interventions de stabilisation. Le total des charges a été inférieur de 37,8 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte ;
- Migration et santé : 84,9 millions de dollars É.-U. et 29 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre des activités d'évaluation sanitaire aux fins de réinstallation et de l'aide en matière de soins de santé aux migrants se trouvant dans une situation de vulnérabilité ou de crise. Le total des charges a été inférieur de 3,1 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte ;
- Migration régulée : 269,6 millions de dollars É.-U. et 59,1 millions de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre de l'aide au retour et à la réintégration, de l'aide aux migrants en situation de vulnérabilité, et des activités de gestion de l'immigration et des frontières. Le total des charges a été inférieur de 11,7 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte ;
- Migration assistée : 16,4 millions de dollars É.-U. et 8,2 million de dollars É.-U. respectivement, essentiellement au titre de l'intégration et de la cohésion sociale et d'initiatives de migration de travail. Le total des charges a été supérieur de 8 millions de dollars É.-U. au montant présenté dans la réactualisation succincte.

219. Aucune autre différence significative n'a été constatée entre le budget initial approuvé et les montants réels des programmes d'opérations.

220. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour le programme administratif est présentée séparément en francs suisses, comme l'exige l'article 3.2 du Règlement financier – voir l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire (programme administratif) (État V.b). Aucune différence significative n'a été constatée entre le budget initial approuvé et les montants réels.

221. Les sources et l'application des revenus de soutien opérationnel, y compris les éventuels reports, sont présentées séparément, conformément à l'article 6.3 du Règlement financier – voir l'appendice 4. Si les économies réalisées au titre de plusieurs lignes budgétaires, telles que celles relatives au personnel et aux services du Siège, des centres administratifs et des bureaux régionaux, et à la sécurité du personnel, ont été compensées par des charges plus importantes que prévu au titre d'activités et de structures non inscrites au budget, les différences entre le budget approuvé et l'utilisation effective qui en a été faite pour ce qui concerne le personnel et les services des bureaux de pays, les technologies de l'information, l'entretien des locaux de bureaux et les déficits de projet, ont été couvertes par des revenus de soutien opérationnel plus importants que prévu.

222. Les principales différences entre la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), qui a servi à établir l'état de la performance financière et le tableau des flux de trésorerie, et la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), utilisée pour établir l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, sont expliquées ci-après.

- Acquisition d'immobilisations corporelles – Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) (et aux fins de présentation des rapports aux donateurs), les coûts des actifs sont intégralement passés en charges dans le mois de l'acquisition. Dans l'état de la situation financière, dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les actifs acquis sont capitalisés et amortis conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.

NOTE 21 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTÉS ET DES MONTANTS RÉELS (suite)

- Avantages du personnel – Comme il est indiqué dans la note 12 (Sommes dues au titre des avantages du personnel), selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), les indemnités de cessation de service sont passées en charges lorsqu'elles sont versées au titre de la partie administrative du budget. Au titre de la partie opérationnelle du budget, ces sommes dues sont passées en charges sur la base d'un pourcentage fixe des coûts salariaux, comme établi par le Conseil. Dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les charges au titre de ces avantages tiennent également compte de la modification de la provision (passif) constituée pour chaque avantage, selon les calculs de l'actuaire ou de l'Organisation conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.

223. Le tableau ci-dessous présente le rapprochement entre les montants réels calculés sur une base comparable aux montants inscrits au budget (États V. a et V. b) et les montants réels figurant dans les états financiers, conformément à l'état de la performance financière (État II), en identifiant séparément les différences relatives à la méthode de calcul, les écarts de date et les différences relatives aux entités, et en rapprochant l'excédent calculé selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) du résultat net présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale.

	Note	Dollars É.-U.		
		Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités d'emprunt
				Total
Différences relatives aux entités – programme administratif				
Excédent/(déficit) pour l'exercice (État V. b)		(9 103 310)		(9 103 310)
Ajustement pour excédent de charges reporté (État V. b)		7 192 344		7 192 344
Excédent du programme administratif pour l'exercice selon la comptabilité budgétaire en dollars É.-U.		(1 910 966)		(1 910 966)
Différences relatives aux entités – programmes d'opérations				
Produits opérationnels selon la comptabilité budgétaire (note 22)		2 928 158 116		2 928 158 116
Charges opérationnelles selon la comptabilité budgétaire (État V. a, note 22)		(2 860 389 506)		(2 860 389 506)
Écart de change	16	(43 314 703)		(43 314 703)
Excédent des opérations selon la comptabilité budgétaire		24 453 907		24 453 907
Total de l'excédent opérationnel selon la comptabilité budgétaire		22 542 941		22 542 941
Différences relatives à la méthode de calcul				
Pertes à la vente d'immobilisations corporelles	État IV	(196 470)		(196 470)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	État IV	(435 810)		(435 810)
Amortissement	9,10	(19 149 095)		(19 149 095)
Charges d'acquisition			30 529 296	30 529 296
Charges résultant des avantages du personnel	12	(15 442 002)		(15 442 002)
Produits d'obligations au coût amorti	5	(366 731)		(366 731)
Instruments financiers	8,13,16	3 293		3 293
Écart de change	16	(26 703)		(26 703)
Ajustements pour réévaluation		35 236		35 236
Dépréciations	10	(75 704)		(75 704)
Total des ajustements en fonction des différences relatives à la méthode de calcul		(35 653 986)	30 529 296	(5 124 690)
Résultat net conformément à l'état de la performance financière (État II)		(13 111 045)	30 529 296	17 418 251

NOTE 22 : PRODUITS ET CHARGES

Produits

224. Le tableau ci-dessous présente les produits comptabilisés par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements nets à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS).

	Dollars É.-U.				2021 (montants retraités)
	2022				
	Base budgétaire		Ajustements comptables nets	Total	Total
	Programme administratif	Programmes d'opérations			
PRODUITS					
Contributions à affectation spéciale					
Contributions volontaires à affectation spéciale		2 719 282 671		2 719 282 671	2 348 803 769
Contributions assignées	58 564 826			58 564 826	60 168 584
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres		147 076 230	(632 280)	146 443 950	80 252 424
Contributions en nature		16 173 731		16 173 731	7 701 409
Total partiel : Contributions à affectation spéciale	58 564 826	2 882 532 632	(632 280)	2 940 465 178	2 496 926 186
Contributions sans affectation spéciale					
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale		12 377 306	(366 731)	12 010 575	4 474 297
Contributions volontaires sans affectation spéciale		33 248 178		33 248 178	38 787 546
Total partiel : Contributions sans affectation spéciale		45 625 484	(366 731)	45 258 753	43 261 843
TOTAL DES PRODUITS	58 564 826	2 928 158 116	(999 011)	2 985 723 931	2 540 188 029

225. Les montants correspondant aux contributions assignées représentent les produits réels afférents au programme administratif de l'Organisation, tel qu'il est adopté par le Conseil. Les contributions assignées formant la partie administrative du budget sont facturées en francs suisses et converties en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies à la date de facturation.

226. Les contributions volontaires à affectation spéciale (aux ressources autres que les ressources de base) versées par les donateurs pour des programmes d'opérations représentent des produits à affectation spéciale reçus pour des activités pour lesquelles l'utilisation des fonds est précisée dans l'accord avec le donateur. Toutes ces contributions sont liées aux conditions énoncées dans les accords avec les donateurs qui exigent de l'OIM qu'elle fournisse des services précis aux gouvernements et aux personnes. Les produits sont comptabilisés quand les services financés par les fonds ont été fournis.

NOTE 22 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

227. Les contributions à affectation spéciale (aux ressources autres que les ressources de base) comprenaient des contributions à affectation relativement non contraignante à hauteur de 161,7 millions de dollars É.-U. (contre 21 millions de dollars É.-U. en 2021) versées à l'OIM par des donateurs pour des programmes d'opérations dans un ou des pays particuliers ou pour la réalisation des objectifs d'un appel, sans toutefois limiter l'utilisation de la contribution à des résultats précis dans le cadre des opérations menées dans le pays ou de l'appel. Les contributions à affectation relativement non contraignante permettent d'être utilisées avec plus de souplesse que les contributions à affectation spéciale. Cependant, leur utilisation reste, dans une certaine mesure, limitée dans le temps et quant à l'objectif ou l'endroit. Les produits provenant de contributions à affectation relativement non contraignante sont comptabilisés au moment de la réception des fonds dès lors qu'ils sont reçus sans obligation de remboursement et/ou que l'OIM a toute latitude pour réaffecter et/ou utiliser les fonds non utilisés dans le cadre des opérations dans le pays ou de l'appel.

228. Les contributions volontaires sans affectation spéciale sont versées par les donateurs pour que l'OIM les utilise librement dans l'exécution de son mandat, sans qu'aucune condition ou restriction ne limite leur utilisation. Cependant, elles peuvent être assorties d'une indication quant au soutien à apporter dans un domaine relevant du mandat de l'OIM, à des priorités institutionnelles ou à un fonds ou mécanisme de l'OIM entièrement contrôlé par l'Organisation (tel que le Fonds de l'OIM pour le développement ou le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires). Les produits provenant de telles contributions sont comptabilisés au moment de la réception des fonds.

229. Les entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres représentent les fonds reçus par l'OIM pour couvrir les dépenses de voyage et de visa et les frais médicaux. Ces produits sont comptabilisés dès que le service couvert par les fonds a été fourni. Les ajustements comptables nets concernent la comptabilisation des gains ou des pertes résultant de la vente d'équipement et représentent la différence entre la valeur comptable de l'équipement (coût diminué de l'amortissement cumulé) et le montant obtenu à la vente.

230. Les contributions en nature représentent des contributions sous forme de biens et d'équipement reçus de la part de donateurs. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur de la contribution, en dollars É.-U., à la date à laquelle les biens ou l'équipement sont mis à la disposition de l'OIM aux fins de la fourniture de services.

231. Les produits d'intérêts se rapportent aux fonds dégagés sur les soldes de trésorerie détenus par l'OIM en attendant qu'elle les utilise pour fournir ses services. Les produits d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus.

NOTE 22 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

Dépenses

232. Le tableau ci-après présente les charges comptabilisées par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), ainsi que les ajustements nets à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS).

	Dollars É.-U.				
	2022				2021 (montants retraités)
	Base budgétaire		Ajustements comptables nets	Total	Total
	Programme administratif	Programmes d'opérations			
CHARGES					
Aide au transport		318 922 522		318 922 522	207 138 360
Assistance médicale		77 759 754		77 759 754	64 212 237
Autre aide directe aux bénéficiaires		554 668 648	34 953	554 703 601	435 573 344
Transferts aux partenaires d'exécution		238 268 549		238 268 549	266 805 060
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	8 165 672	568 629 819	(3 591 897)	573 203 594	523 915 943
Traitements et avantages du personnel	43 437 083	827 799 212	13 149 529	884 385 824	812 454 886
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	1 204 029	84 286 807	(5 843)	85 484 993	48 672 292
Fournitures et produits de consommation	3 572 446	161 158 518	228 449	164 959 413	144 323 303
Amortissement	5 912	24 896 788	(5 753 605)	19 149 095	23 112 050
Dépréciations			75 704	75 704	
Créances douteuses	1 908 897			1 908 897	3 104 111
Autres charges	924	3 998 889	215	4 000 028	2 723 887
TOTAL DES CHARGES	58 294 963	2 860 389 506	4 137 505	2 922 821 974	2 532 035 473

233. Les montants correspondant à l'aide au transport, à l'assistance médicale, à l'autre aide directe aux bénéficiaires et à une partie des services contractuels recouvrent les dépenses effectives engagées par l'OIM pour fournir une aide directe aux personnes et aux groupes de bénéficiaires conformément à son mandat. Les charges sont comptabilisées quand le service visé est fourni au bénéficiaire. Toutes les dépenses de personnel qui se rapportent directement ou indirectement à la fourniture de l'aide sont présentées sous la rubrique « Traitements et avantages du personnel » et sont, par conséquent, exclues de cette présentation.

234. Les transferts aux partenaires d'exécution sont les fonds fournis à ces derniers pour exécuter des services précis au titre d'accords avec un donateur. Les montants indiqués à ce titre correspondent aux charges comptabilisées dès qu'il est confirmé que les biens et/ou services ont été fournis et/ou assurés par les partenaires d'exécution. Le tableau ci-après présente les partenaires d'exécution par catégorie et les charges correspondantes comptabilisées en 2022, d'un montant total de 238,3 millions de dollars É.-U. (contre 266,8 millions de dollars É.-U. en 2021).

NOTE 22 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

Transferts aux partenaires d'exécution, par catégorie	Dollars É.-U.	Dollars É.-U.
	2022	2021
Nations Unies et organisations apparentées	18 263 997	17 958 239
Organisations intergouvernementales (extérieures aux Nations Unies)	3 750 614	3 421 704
Organisations internationales de la société civile	64 983 655	100 686 955
Organisations nationales de la société civile	144 922 939	139 244 509
Entités gouvernementales nationales	6 347 344	5 493 653
Total	238 268 549	266 805 060

235. Les services contractuels couvrent les coûts des services acquis auprès de fournisseurs et de consultants externes, y compris quand ces services sont obtenus pour le compte de bénéficiaires. Ces coûts sont comptabilisés au moment de la fourniture du service. Les ajustements comptables nets se rapportent à la comptabilisation des dépenses engagées pour des logiciels conçus en interne.

236. Les traitements et avantages du personnel englobent tous les coûts liés aux indemnités versées au personnel international de la catégorie des administrateurs et au personnel recruté sur le plan local s'occupant de la fourniture de services dans le cadre d'opérations et de l'administration générale de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment où les traitements et les avantages sont acquis par le personnel de l'OIM. Les ajustements comptables nets se rapportent à la comptabilisation du coût des avantages du personnel, tels que le congé annuel, les indemnités dues à la cessation de service ou l'assurance maladie après la cessation de service, qui ont été acquis mais n'ont pas été versés à la date de clôture (le 31 décembre de chaque année), et à la capitalisation des traitements et avantages du personnel remplissant les conditions voulues en ce qui concerne les logiciels conçus en interne.

237. Les charges correspondant aux indemnités pour frais de voyage et de séjour représentent les dépenses de déplacement et de subsistance engagées par le personnel de l'OIM en mission officielle. Les charges remboursables des membres du personnel sont traitées conformément au Statut et Règlement unifié du personnel et aux instructions de voyage de l'Organisation. Elles sont comptabilisées à la date du voyage.

238. Les fournitures et produits de consommation représentent le coût des biens et de l'équipement acquis pour les opérations et l'administration de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment de la réception des biens par l'OIM. Les ajustements comptables nets se rapportent à la capitalisation de l'équipement au-delà du seuil de capitalisation de 5 000 dollars É.-U., comme il est indiqué dans les politiques comptables de l'OIM. Le matériel acheté pour des bénéficiaires qui n'a pas été remis représentait 41,8 millions de dollars É.-U. au 31 décembre 2022 (contre 18,9 millions de dollars É.-U. en 2021). Sur ce montant, 9,4 millions de dollars É.-U. correspondent à la part du matériel remis au début de 2023. Le coût de ces articles est intégralement passé en charges dans le mois de l'acquisition.

239. Les ajustements comptables nets se rapportant à l'amortissement représentent la charge annuelle liée à l'utilisation des immobilisations incorporelles et des logiciels informatiques capitalisés conformément aux politiques comptables de l'OIM.

240. Les créances douteuses représentent un ajustement de la provision requis par les normes IPSAS pour que la valeur de la provision soit suffisante pour pleinement compenser les créances correspondant aux contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus et pour lesquelles aucun échéancier de paiement n'a été conclu. Toutes les autres créances, y compris les contributions volontaires, sont examinées, et la provision est ajustée de manière à refléter la valeur des créances dont la réception est jugée douteuse, et la différence est imputée ou créditée aux charges.

241. Les autres charges sont principalement les frais bancaires, qui sont comptabilisés en charges quand le service correspondant est fourni par la banque.

NOTE 22 : PRODUITS ET CHARGES (suite)

242. Les pertes de change englobent la différence réalisée nette entre la valeur des transactions effectuées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies, et la valeur au taux de change de la banque. Les pertes de change comprennent en outre la perte non réalisée sur la réévaluation des actifs (y compris les montants à recevoir, la trésorerie et les investissements) et des passifs (y compris les sommes à payer) évalués dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis.

Annulations

243. L'article 10.2 du Règlement financier dispose que « le Directeur général peut, après enquête approfondie, donner son autorisation pour que soient rayés des comptes les espèces ou les autres biens dont la perte aura été constatée. Un relevé des avoirs ainsi passés par profits et pertes est présenté aux commissaires externes aux comptes et signalés dans les comptes rendus financiers annuels ».

244. Le montant total des annulations s'est élevé à 0,5 million de dollars É.-U. (contre 1 million de dollars É.-U. en 2021). En l'absence d'autres sources de produits, cette somme a dû être prélevée sur les revenus de soutien opérationnel pour combler des déficits de projet imprévus, qui étaient essentiellement dus à des dépenses irrécouvrables et des dépassements budgétaires concernant des projets achevés. Les charges afférentes à ces déficits sont prises en considération dans les lignes de charges appropriées (voir supra pour les définitions) selon la nature de la charge.

NOTE 23 : RISQUES FINANCIERS

245. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis (la monnaie de présentation des états financiers de l'OIM). C'est pourquoi elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar des États-Unis. La principale méthode suivie par l'OIM pour atténuer les risques de change consiste à tout mettre en œuvre pour maintenir l'équilibre entre les éléments d'actif et de passif libellés dans les monnaies qu'elle utilise, ce qui est une position de couverture naturelle. L'Administration utilise certains instruments financiers dérivés, dont le produit est crédité aux revenus divers.

246. L'Organisation a des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration détient des dépôts en dollars É.-U. et dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en dollars canadiens, en couronnes danoises, en euros, en couronnes norvégiennes, en couronnes suédoises et en francs suisses. Les conversions monétaires (gains/(pertes)) sont comprises dans le solde cumulé (voir la note 16).

247. Les instruments financiers de l'Organisation par devise étrangère au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021 sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

2022	Dollars É.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars É.-U.	Euros - en équivalent dollars É.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars É.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars É.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars É.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars É.-U.	Total en dollars É.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	272 537 038	18 661 435	120 692 902	14 903 785	2 578 944	93 552 221	84 105 089	607 031 414
Placements à court terme (note 5)	723 907 909		387 890 914	22 916 796			25 556 317	1 160 271 936
Placements à long terme (note 5)	94 162 427		73 708 376					167 870 803
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		5 548 073						5 548 073
Montants à recevoir : autres (note 6)	20 854 847	11 626 069	2 619 186	309 504	928 458	1 199 836	14 300 583	51 838 483
Produits dérivés (notes 8 et 13)								
Sommes à payer (note 13)	(195 722 363)	(35 151 476)	(18 483 398)	(520 847)	(850 069)	(608 548)	(35 636 417)	(286 973 118)
Emprunts (note 14)		(10 568 394)						(10 568 394)
Risque net	915 739 858	(9 884 293)	566 427 980	37 609 238	2 657 333	94 143 509	88 325 572	1 695 019 197

NOTE 23 : RISQUES FINANCIERS (suite)

2021	Dollars É.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars É.-U.	Euros - en équivalent dollars É.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars É.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars É.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars É.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars É.-U.	Total en dollars É.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	224 115 668	8 874 439	271 127 040	14 233 371	5 484 697	86 175 186	53 557 644	663 568 045
Placements à court terme (note 5)	773 544 845		192 161 783	6 738 544			32 534 709	1 004 979 881
Placements à long terme (note 5)	86 057 085		62 124 773					148 181 858
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		5 216 099						5 216 099
Montants à recevoir : autres (note 6)	15 606 501	5 941 168	1 423 780	304 163	1 772 914	402 986	10 865 516	36 317 028
Produits dérivés (note 13)			(3 291)					(3 291)
Sommes à payer (note 13)	(168 072 282)	(28 169 502)	(17 666 209)	(8 039 139)	(3 619 391)	(624 263)	(29 344 601)	(255 535 387)
Emprunts (note 14)		(4 834 129)						(4 834 129)
Risque net	931 251 817	(12 971 925)	509 167 876	13 236 939	3 638 220	85 953 909	67 613 268	1 597 890 104

248. Le tableau ci-dessous montre les incidences sur l'excédent/déficit et celles sur l'actif net au 31 décembre 2022, si les grandes monnaies dans lesquelles l'Organisation détenait des instruments financiers s'étaient affaiblies ou renforcées de 5 %.

2022	Dollars É.-U. (en millions)	
	Incidences sur l'excédent/(déficit)	Incidences sur l'actif net
+ 5 %	40,14	(36,82)
- 5 %	(44,36)	40,70

249. Afin d'atténuer l'exposition de l'Organisation au risque de change inhérent à son envergure mondiale et à sa structure de financement, la Division de la trésorerie applique une politique de couverture naturelle qui tient également compte des soldes de projet non utilisés. Relier le niveau de trésorerie détenue dans chaque monnaie à la monnaie dans laquelle sont libellés les soldes des projets pour lesquels on escompte une importante sortie de trésorerie permet de réduire fortement les incidences du risque de change.

250. L'OIM atténue le risque de fluctuation monétaire pour la partie administrative du budget par une opération de couverture naturelle, en faisant correspondre les revenus perçus et les éléments du passif dans diverses monnaies. Elle peut recourir à des opérations au comptant ou à des opérations à terme sur devises ou acquérir des produits dérivés pour couvrir l'ensemble de son actif et de son passif. Les risques de fluctuation monétaire qui ont une incidence directe sur les projets sont surveillés dans le cadre des projets en fonction de la monnaie de référence de chacun d'eux. Le risque de change est limité car les budgets de projet correspondants sont ajustés compte tenu de la valeur de la monnaie du projet par rapport à d'autres monnaies.

251. L'Organisation est exposée au risque de crédit dû au défaut de paiement, ce qui a également des incidences sur la liquidité. Une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les États Membres. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes) ou financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

NOTE 23 : RISQUES FINANCIERS (suite)

252. L'exposition de l'Organisation au risque de trésorerie est limitée en raison de l'exigence selon laquelle les projets financés par des contributions volontaires à affectation spéciale, qui représentent 92 % des revenus, ne peuvent être lancés tant que les ressources de trésorerie nécessaires pour financer les activités de projet ne sont pas déposées sur un compte bancaire de l'OIM. La partie administrative du budget est alimentée par les contributions assignées dues par les États Membres de l'OIM. L'expérience montre que plus de 91 % de ces fonds sont perçus en cours d'exercice, et 96 % dans un délai de deux ans. L'OIM gère aussi le risque de trésorerie en surveillant constamment les flux de trésorerie réels et estimés. Elle ne peut, sans l'accord du Conseil, contracter de dettes à long terme.

253. L'Organisation a pour objectif de préserver l'équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité en utilisant des fonds déposés auprès de banques et des fonds de trésorerie. Le tableau ci-après résume l'échéance des actifs et des passifs financiers.

	Dollars É.-U.							
	2022				2021			
	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	607 031 414			607 031 414	663 568 045			663 568 045
Placements à court terme (note 5)	1 160 271 936			1 160 271 936	1 004 979 881			1 004 979 881
Placements à long terme (note 5)	946 668	166 924 135		1 113 592 135	5 135 791	143 046 067		148 181 858
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)	5 526 277	21 796		5 548 073	5 011 547	204 552		5 216 099
Montants à recevoir : autres (note 6)	44 738 644	7 099 839		51 838 483	35 289 766	1 027 262		36 317 028
Produits dérivés (note 8)					1 704			1 704
Total actifs financiers	1 818 514 939	174 045 770		1 992 560 709	1 713 986 734	144 277 881		1 858 264 615
Passifs financiers								
Produits dérivés (note 13)					4 995			4 995
Sommes dues aux fournisseurs (note 13)	286 973 118			286 973 118	255 535 387			255 535 387
Emprunts (note 14)	399 350	1 996 750	8 172 294	10 568 394	402 842	2 014 210	2 417 077	4 834 129
Total passifs financiers	287 372 468	1 996 750	8 172 294	297 541 512	255 943 224	2 014 210	2 417 077	260 374 511

NOTE 24 : INFORMATION SECTORIELLE

254. Les secteurs géographiques correspondent globalement à la classification régionale des Nations Unies. Dans certains cas, des régions sont regroupées. Par exemple, le secteur géographique « Amérique latine et Caraïbes » comprend deux régions selon la classification des Nations Unies, à savoir « Amérique centrale et Caraïbes » et « Amérique du Sud ». De même, le secteur géographique « Asie et Océanie » regroupe deux régions des Nations Unies, à savoir « Asie centrale, de l'Est et du Sud » et « Pacifique Sud ». Le secteur géographique « Europe » comprend la Türkiye. Le secteur Activités d'envergure mondiale comprend toutes les activités qui ne sont pas limitées à une ou plusieurs régions. Quant au secteur intitulé Programme administratif, il englobe les activités financées par la partie administrative du budget. Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3.

NOTE 24 : INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE
POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(en dollars É.-U.)

	Asie et Océanie	Afrique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
PRODUITS									
Contributions volontaires à affectation spéciale	353 959 771	766 953 536	508 693 106	192 094 716	391 861 618	61 367 778	444 352 146		2719 282 671
Contributions assignées								58 564 826	58 564 826
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	1 593 604	13 510 073	3 942 244	6 845 200	4 420 723	929 208	115 202 898		146 443 950
Contributions en nature	68 423		6 056 224		9 606 224	39 074	403 786		16 173 731
Transferts d'un projet à l'autre	10 662 392	16 073 321	15 940 488	10 245 075	3 407 823	3 836 685	(60 165 784)		
Total partiel : Contributions à affectation spéciale	366 284 190	796 536 930	534 632 062	209 184 991	409 296 388	66 172 745	499 793 046	58 564 826	2940 465 178
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale							12 010 575		12 010 575
Contributions volontaires sans affectation spéciale							33 248 178		33 248 178
Total partiel : Contributions sans affectation spéciale							45 258 753		45 258 753
Total des produits	366 284 190	796 536 930	534 632 062	209 184 991	409 296 388	66 172 745	545 051 799	58 564 826	2985 723 931
CHARGES									
Aide au transport	13 200 327	75 569 798	44 522 700	11 077 944	29 306 519	6 960 336	138 284 898		318 922 522
Assistance médicale	7 813 814	10 099 908	7 341 860	6 897 721	20 996 621	1 164 404	23 445 426		77 759 754
Autre aide directe aux bénéficiaires	104 569 896	170 537 859	156 484 953	29 336 283	80 330 622	15 356 647	(1 912 659)		554 703 601
Transferts aux partenaires d'exécution	38 962 171	49 269 171	65 555 391	35 349 150	35 029 456	1 966 956	12 136 254		238 268 549
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	65 990 131	140 694 995	50 598 059	43 736 084	95 763 436	8 071 667	160 183 550		573 203 594
Traitement et avantages du personnel	79 678 628	222 194 957	154 459 519	58 669 661	84 771 500	22 146 857	220 743 853		884 385 823
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	5 995 573	24 086 705	10 642 339	5 327 870	14 587 747	2 348 498	21 292 231		85 484 992
Fournitures et produits de consommation	28 554 835	44 308 678	19 004 850	7 355 987	18 674 821	3 349 733	40 139 159		164 959 413
Amortissement	2 062 170	5 863 361	2 178 351	841 232	2 111 984	244 212	5 786 998		19 149 097
Dépréciations							75 704		75 704
Créances douteuses	1 437 313	1 135 513	(425 481)	(394 173)	819 696	(314 243)	1 740 480		1 908 897
Autres charges	19 941 704	43 817 119	27 515 213	11 621 331	22 810 330	3 954 293	(129 659 990)		4 000 028
Transferts d'un projet à l'autre									
Total des charges	368 206 562	787 578 064	537 877 754	209 819 090	405 202 732	65 249 360	492 255 904	56 632 509	2922 821 974

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022
(PROGRAMME ADMINISTRATIF)**

États Membres	Francs suisses	
	2022	2021
Afghanistan	3 912	3 918
Albanie	4 448	4 493
Algérie	77 111	77 110
Angola	5 573	5 590
Antigua-et-Barbuda	1 125	1 097
Argentine	511 379	511 403
Arménie	3 912	3 918
Australie	1 235 176	1 235 172
Autriche	378 377	378 393
Azerbaïdjan	27 383	27 375
Bahamas	10 074	10 083
Bangladesh	5 573	5 590
Bélarus	27 383	27 375
Belgique	458 864	458 847
Belize	536	575
Bénin	1 661	1 672
Bolivie (État plurinational de)	8 949	8 933
Bosnie-Herzégovine	6 698	6 687
Botswana	7 824	7 836
Brésil	1 647 687	1 647 680
Bulgarie	25 722	25 703
Burkina Faso	1 661	1 672
Burundi	536	575
Cabo Verde	536	575
Cambodge	3 376	3 344
Cameroun	7 288	7 262
Canada	1 528 082	1 528 044
République centrafricaine	536	575
Tchad	2 251	2 246
Chili	227 476	227 464
Chine	6 709 978	6 709 674
Colombie	160 975	160 959
Comores	536	575
Congo	3 376	3 344
Îles Cook	536	575
Costa Rica	34 671	34 637
Côte d'Ivoire	7 288	7 262
Croatie	43 030	43 048
Cuba	44 691	44 720
Chypre	20 095	20 113
Tchéquie	173 836	173 811
République démocratique du Congo	5 573	5 590
Danemark	309 625	309 642
Djibouti	536	575
Dominique	536	575
République dominicaine	29 634	29 622
Équateur	44 691	44 720
Égypte	103 958	103 963
El Salvador	6 698	6 687
Érythrée	536	575
Estonie	21 810	21 785
Eswatini	1 125	1 097
Éthiopie	5 573	5 590
Fidji	1 661	1 672
Finlande	235 300	235 301
France	2 474 318	2 474 314
Gabon	8 360	8 359

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses	
	2022	2021
Gambie	536	575
Géorgie	4 448	4 493
Allemagne	3 403 780	3 403 762
Ghana	8 360	8 359
Grèce	204 541	204 582
Grenade	536	575
Guatemala	20 095	20 113
Guinée	1 661	1 672
Guinée-Bissau	536	575
Guyana	1 125	1 097
Haïti	1 661	1 672
Saint-Siège	536	575
Honduras	5 037	5 015
Hongrie	115 158	115 143
Islande	15 647	15 673
Inde	466 152	466 109
Iran (République islamique d')	222 439	222 449
Irlande	207 381	207 351
Israël	273 882	273 856
Italie	1 848 316	1 848 344
Jamaïque	4 448	4 493
Japon	4 786 534	4 786 519
Jordanie	11 736	11 755
Kazakhstan	99 511	99 470
Kenya	13 397	13 426
Kiribati	536	575
Kirghizistan	1 125	1 097
République démocratique populaire lao	2 787	2 769
Lettonie	26 258	26 278
Lesotho	536	575
Libéria	536	575
Libye	16 773	16 770
Lituanie	39 708	39 704
Luxembourg	37 457	37 458
Madagascar	2 251	2 246
Malawi	1 125	1 097
Maldives	2 251	2 246
Mali	2 251	2 246
Malte	9 485	9 508
Îles Marshall	536	575
Mauritanie	1 125	1 097
Maurice	6 162	6 165
Mexique	722 136	722 097
Micronésie (États fédérés de)	536	575
Mongolie	2 787	2 769
Monténégro	2 251	2 246
Maroc	30 759	30 719
Mozambique	2 251	2 246
Myanmar	5 573	5 590
Namibie	5 037	5 015
Nauru	536	575
Népal	3 912	3 918
Pays-Bas	757 878	757 884
Nouvelle-Zélande	162 636	162 631
Nicaragua	2 787	2 769
Niger	1 125	1 097
Nigéria	139 754	139 749

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses	
	2022	2021
Macédoine du Nord	3 912	3 918
Norvège	421 407	421 441
Pakistan	64 251	64 258
Palaos	536	575
Panama	25 132	25 129
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5 573	5 590
Paraguay	8 949	8 933
Pérou	84 935	84 946
Philippines	114 569	114 568
Pologne	448 254	448 242
Portugal	195 645	195 596
République de Corée	1 267 060	1 267 040
République de Moldova	1 661	1 672
Roumanie	110 657	110 650
Fédération de Russie	1 344 172	
Rwanda	1 661	1 672
Saint-Kitts-et-Nevis	536	575
Sainte-Lucie	536	575
Saint-Vincent-et-les Grenadines	536	575
Samoa	536	575
Sao Tomé-et-Principe	536	575
Sénégal	3 912	3 918
Serbie	15 647	15 673
Seychelles	1 125	1 097
Sierra Leone	536	575
Slovaquie	85 525	85 521
Slovénie	42 494	42 473
Îles Salomon	536	575
Somalie	536	575
Afrique du Sud	152 026	152 026
Soudan du Sud	3 376	3 344
Espagne	1 199 434	1 199 438
Sri Lanka	24 596	24 606
Soudan	5 573	5 590
Suriname	2 787	2 769
Suède	506 395	506 388
Suisse	643 310	643 316
Tadjikistan	2 251	2 246
Thaïlande	171 585	171 565
Timor-Leste	1 125	1 097
Togo	1 125	1 097
Tonga	536	575
Trinité-et-Tobago	22 346	22 360
Tunisie	13 986	13 949
Türkiye	766 291	766 295
Turkménistan	18 434	18 442
Tuvalu	536	575
Ouganda	4 448	4 493
Ukraine	31 884	31 868
Royaume-Uni	2 552 553	2 552 573
République-Unie de Tanzanie	5 573	5 590
États-Unis d'Amérique	12 296 564	12 296 027
Uruguay	48 603	48 638
Ouzbékistan	17 898	17 867
Vanuatu	536	575
Venezuela (République bolivarienne du)	406 885	406 865
Viet Nam	43 030	43 048

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses	
	2022	2021
Yémen	5 573	5 590
Zambie	5 037	5 015
Zimbabwe	2 787	2 769
Total partiel : États Membres – francs suisses	53 586 816	52 242 614
Total partiel : États Membres – dollars É.-U.	58 564 826	59 164 908

Nouveaux États Membres	Francs suisses	
	2022	2021
Fédération de Russie		946 466
Total partiel : Nouveaux États Membres – francs suisses		946 466
Total partiel : Nouveaux États Membres – dollars É.-U.		1 003 676
TOTAL – francs suisses	53 586 816	53 189 080
TOTAL – dollars É.-U.	58 564 826	60 168 584

Notes :

1. À la fin de 2022, l'OIM comptait 175 États Membres (contre 174 à la fin de 2021).
2. La Barbade a été admise en qualité de Membre le 29 novembre 2022.

CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES REÇUES D'AVANCE

Les contributions assignées d'États Membres reçues avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante sont présentées dans le tableau ci-dessous :

États Membres	Francs suisses
Arménie	4 770
Bénin	17 042
Burkina Faso	46 471
Cabo Verde	49
Équateur	767
Libye	86 244
Mongolie	81
Maroc	718
Népal	442
Panama	841
Pérou	159
Pologne	570 543
Portugal	240 607
Rwanda	1 160
Ouganda	10 164
Royaume-Uni	353 322
Ouzbékistan	210
Total des produits différés – Contributions assignées – Francs suisses	1 333 590
Total des produits différés – Contributions assignées – Dollars É.-U. (au taux de 0,923)	1 444 843

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ
LE 31 DÉCEMBRE 2022 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)**

États Membres	Francs suisses					
	2021	2020	Exercices précédents	Total	2022	Total général
Albanie	4 493			4 493	4 448	8 941
Angola					5 573	5 573
Antigua-et-Barbuda#	1 097	1 097	4 146	6 340	1 125	7 465
Argentine	511 203			511 203	511 379	1 022 582
Bahamas					10 074	10 074
Bangladesh	5 590	5 560		11 150	5 573	16 723
Belize					536	536
Bolivie (État plurinational de)	8 933			8 933	8 949	17 882
Brésil*	1 647 680	1 647 680	1 088 034	4 383 394	1 647 687	6 031 081
Burundi					536	536
Cameroun#	7 262	7 262	15 603	30 127	7 288	37 415
République centrafricaine#	575	575	574	1 724	536	2 260
Tchad*	2 246	2 246	1 984	6 476	2 251	8 727
Chili					227 476	227 476
Comores#	575	575	1 639	2 789	536	3 325
Congo	3 344	3 199		6 543	3 376	9 919
Costa Rica					22 911	22 911
Côte d'Ivoire	7 262	6 749		14 011	7 288	21 299
République démocratique du Congo#	5 590	5 590	5 853	17 033	5 573	22 606
Djibouti*	575	575	68	1 218	536	1 754
République dominicaine*, 1			3 171	3 171		3 171
El Salvador*	6 687	6 687	7 722	21 096	6 698	27 794
Érythrée#	575	575	2 176	3 326	536	3 862
Finlande					235 300	235 300
Gabon#	8 359	8 359	114 295	131 013	8 360	139 373
Gambie#	575	575	69 248	70 398	536	70 934
Ghana	8 359	499		8 858	8 360	17 218
Grèce					15 913	15 913
Grenade#	575	575	858	2 008	536	2 544
Guatemala					2 835	2 835
Guinée					1 661	1 661
Guinée-Bissau#	575	575	148 917	150 067	536	150 603
Haïti	1 672	517		2 189	1 661	3 850
Honduras	5 015	262		5 277	5 037	10 314
Hongrie					25	25
Islande					15 647	15 647
Inde					466 152	466 152
Iran (République islamique d')#	222 449	222 449	827 420	1 272 318	222 439	1 494 757
Kenya					13 397	13 397
Kiribati	11			11	536	547
République démocratique populaire lao	14			14	2 787	2 801
Lesotho	575	195		770	536	1 306
Libéria#, 2	575	575	13 381	14 531	536	15 067
Madagascar					2 251	2 251
Malawi	1 097	153		1 250	1 125	2 375
Maldives	2 246			2 246	2 251	4 497
Mali					228	228
Îles Marshall					533	533
Mauritanie					345	345

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ
LE 31 DÉCEMBRE 2022 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

États Membres	Francs suisses					
	2021	2020	Exercices précédents	Total	2022	Total général
Micronésie (États fédérés de)	430			430	536	966
Monténégro	2 246			2 246	2 251	4 497
Myanmar					25	25
Nauru [#]	575	575	2 176	3 326	536	3 862
Nouvelle-Zélande					162 636	162 636
Nicaragua	2 769	1 699		4 468	2 787	7 255
Niger					26	26
Nigéria [#]	139 749	139 749	136 910	416 408	139 754	556 162
Macédoine du Nord [#]	3 918	3 918	3 917	11 753	3 912	15 665
Pakistan					50 790	50 790
Palaos	34			34	536	570
Papouasie-Nouvelle-Guinée					5 573	5 573
Paraguay					8 949	8 949
Saint-Kitts-et-Nevis	575	162		737	536	1 273
Sainte-Lucie [#]	575	575	574	1 724	536	2 260
Saint-Vincent-et-les Grenadines [#]	575	575	3 528	4 678	536	5 214
Samoa					511	511
Sao Tomé-et-Principe [#]	575	575	2 176	3 326	536	3 862
Sénégal	3 918	2 114		6 032	3 912	9 944
Seychelles					1 125	1 125
Îles Salomon	575			575	536	1 111
Somalie*, ¹			5 982	5 982		5 982
Afrique du Sud					4 875	4 875
Soudan du Sud ^{#, 2}			15 960	15 960	110	16 070
Sri Lanka					24 596	24 596
Soudan	5 590			5 590	5 573	11 163
Suriname [#]	2 769	2 769	11 991	17 529	2 787	20 316
Timor-Leste	815			815	1 125	1 940
Togo	1 097	14		1 111	1 125	2 236
Tonga	10			10	536	546
Tunisie					13 986	13 986
Türkiye	739 567			739 567	766 291	1 505 858
Tuvalu	575	5		580	536	1 116
République-Unie de Tanzanie	5 590	141		5 731	5 573	11 304
Vanuatu					481	481
Venezuela (République bolivarienne du) [#]	406 865	406 865	1 984 115	2 797 845	406 885	3 204 730
Yémen [#]	5 590	5 590	26 212	37 392	5 573	42 965
Zambie					1 086	1 086
Zimbabwe	437			437	2 787	3 224
Total en francs suisses	3 791 203	2 488 430	4 498 630	10 778 263	5 120 872	15 899 135
Total en dollars É.-U. (taux : 0,923)	4 107 479	2 696 024	4 873 922	11 677 425	5 548 074	17 225 498

États Membres visés par l'article 4 (nombre total : 28) :

* État Membre visé par les dispositions de l'article 4 et ayant conservé son droit de vote (total : 6).

État Membre visé par les dispositions de l'article 4, et qui a perdu son droit de vote (total : 22).

¹ État Membre ayant conclu un échéancier de paiement, qui est à jour dans les paiements et dont le droit de vote a été rétabli (total : 2).

² État Membre qui a conclu un échéancier de paiement mais n'honore pas les obligations convenues et qui a perdu son droit de vote (total : 2).

Le nombre total d'États Membres s'élève à 175.

**CONTRIBUTIONS ASSIGNÉES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ
LE 31 DÉCEMBRE 2022 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Provision pour créances douteuses

Conformément à la politique comptable de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus. La somme de 10 778 263 francs suisses (11 677 425 dollars É.-U.) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées restant dues pour 2021 et les années précédentes.

	Francs suisses	Dollars É.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2021 (A)	6 141 719	6 955 514
Contributions assignées restant dues pour 2020 au 1 ^{er} janvier 2021 (B)	11 897 360	13 473 794
Paiements reçus en 2021 au titre des contributions assignées restant dues pour 2020 et les années précédentes (C)	(9 024 637)	(10 527 411)
Augmentation de la provision en raison du non-paiement de certains États Membres (B - C)	2 872 723	2 946 383
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		(50 048)
Provision au 31 décembre 2021 (A + B - C + D)	9 014 442	9 851 849
Provision au 1^{er} janvier 2022 (E)	9 014 442	9 851 849
Contributions assignées restant dues pour 2021 au 1 ^{er} janvier 2022 (F)	4 772 731	5 216 099
Paiements reçus en 2022 au titre des contributions assignées restant dues pour 2021 et les années précédentes (G)	(3 008 910)	(3 305 134)
Augmentation de la provision en raison du non-paiement de certains États Membres (F - G)	1 763 821	1 910 965
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (H)		(85 390)
Provision au 31 décembre 2022 (E + F - G + H)	10 778 263	11 677 425

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR SERVICE POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(en dollars É.-U.)

	Programmes concernant les mouvements et les situations d'urgence et d'après-crise	Migration et santé	Migration et développement durable	Migration régulée	Migration assistée	Politiques, recherche et communication en matière migratoire	Programmes concernant les biens fonciers et immobiliers et les réparations	Appui aux programmes de caractère général	Programme administratif	Total
PRODUITS										
Contributions à affectation spéciale										
Contributions volontaires à affectation spéciale	1861 539 251	201 693 779	36 533 599	503 524 623	116 053 094	14 610 487	7 338 832	(22 010 994)		2 719 282 671
Contributions assignées									58 564 826	58 564 826
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	24 526 750	103 845 493	4 020 211	877 976	18 630 296	1 764 240	30 095	(7 251 111)		146 443 950
Contributions en nature	6 121 979	9 647 967						403 785		16 173 731
Transferts d'un projet à l'autre	(55 116)	1 081 289	5 716 810	3 354 955	2 608 404	1 611 497		(14 317 839)		
Total partiel : Contributions à affectation spéciale	1 892 132 864	316 268 528	46 270 620	507 757 554	137 291 794	17 986 224	7 368 927	(43 176 159)	58 564 826	2 940 465 178
Contributions sans affectation spéciale										
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale										12 010 575
Contributions volontaires sans affectation spéciale										33 248 178
Total partiel : Contributions sans affectation spéciale										45 258 753
TOTAL DES PRODUITS	1 892 132 864	316 268 528	46 270 620	507 757 554	137 291 794	17 986 224	7 368 927	2 082 594	58 564 826	2 985 723 931
CHARGES										
Aide au transport	241 730 683	8 125 871	1 977 214	58 879 790	7 180 938	1 141 888	221 587	(335 449)		318 922 522
Assistance médicale	29 458 774	40 031 959	90 946	7 077 052	430 726	10 739	3 338	656 220		77 759 754
Autre aide directe aux bénéficiaires	448 978 336	34 643 262	4 813 846	121 447 428	8 514 467	1 031 403	1 626 033	(66 351 174)		554 703 601
Transferts aux partenaires d'exécution	181 546 227	10 260 771	3 746 496	19 553 370	21 801 508	162 724	678 263	519 190		238 268 549
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	286 881 261	51 256 376	15 061 649	83 817 986	22 982 362	6 394 201	2 015 672	96 628 415	8 165 672	573 203 594
Traitement et avantages du personnel	416 469 975	89 110 819	15 444 864	149 591 551	49 977 077	9 989 235	2 008 914	110 072 540	41 720 848	884 385 823
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	50 828 570	8 367 100	1 503 846	12 562 728	3 720 962	1 212 240	101 535	5 983 982	1 204 029	85 484 992
Fournitures et produits de consommation	98 568 374	20 394 536	1 971 139	17 799 861	7 250 363	958 580	211 253	14 233 957	3 571 350	164 959 413
Amortissement	9 865 639	3 040 320	307 074	1 096 037	220 917	11 442	2 920	4 543 960	60 788	19 149 097
Dépréciations								75 704		75 704
Créances douteuses	2 718 905	309 891	50 944	(624 237)	(596 793)	(28 476)	109	2 168 761	924	1 908 897
Autres charges	112 315 629	16 781 857	2 436 321	31 345 061	6 961 182	924 441	546 462	(171 310 953)		4 000 028
Transferts d'un projet à l'autre										
TOTAL DES CHARGES	1 879 362 373	282 322 762	47 404 339	502 546 627	128 443 709	21 808 417	7 416 086	(3 114 847)	56 632 509	2 922 821 974

Note : Pour les secteurs par région, voir la note 24 : information sectorielle.

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

I. REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL

	Dollars É.-U.		
	Budget 2022 (S/30/5)	Montants réels	Écart
SOURCES EN 2022			
Commission pour frais généraux liés aux projets			
Frais généraux	124 000 000	160 944 414	(36 944 414)
Total de la commission pour frais généraux liés aux projets	124 000 000	160 944 414	(36 944 414)
Revenus divers			
Contributions sans affectation spéciale	9 000 000		9 000 000
Intérêts créditeurs et autres	9 000 000	12 377 305	(3 377 305)
Total des revenus divers	18 000 000	12 377 305	5 622 695
TOTAL DES SOURCES	142 000 000	173 321 719	(31 321 719)
APPLICATION EN 2022			
Application de la commission pour frais généraux liés aux projets			
Personnel et services du Siège	32 327 400	28 978 738	3 348 662
Personnel et services du Siège se rapportant au Cadre de gouvernance interne	1 692 000	1 606 665	85 335
Personnel et services des centres administratifs	16 019 400	13 555 220	2 464 180
Personnel et services des bureaux régionaux	34 283 000	33 322 406	960 594
Personnel et services des bureaux spéciaux de liaison	2 609 600	2 493 636	115 964
Personnel et services des bureaux de pays	7 970 500	8 866 785	(896 285)
Centre africain de renforcement des capacités de gestion des migrations	578 500	543 593	34 907
Centre mondial d'analyse des données sur la migration	778 000	678 138	99 862
Activités et appuis à l'échelle mondiale	2 600 600	2 798 520	(197 920)
Technologies de l'information	3 641 000	7 488 953	(3 847 953)
Sécurité du personnel	20 500 000	17 264 688	3 235 312
Activités et structures non inscrites au budget	3 500 000	13 565 100	(10 065 100)
Entretien des locaux de bureaux	500 000	1 161 346	(661 346)
Montant destiné à couvrir les déficits de projet imprévus		512 795	(512 795)
Fonds de l'OIM pour le développement – Première ligne de crédit	1 400 000	1 400 000	
Fonds de l'OIM pour le développement – Deuxième ligne de crédit	13 600 000	13 600 000	
TOTAL DE L'APPLICATION	142 000 000	147 836 583	(5 836 483)
Excédent/(déficit) des revenus de soutien opérationnel pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))		25 485 136	
Ajustements comptables nets		4 200 009	
Excédent/(déficit) des revenus de soutien opérationnel pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))		29 685 145	

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022 (suite)

II. RÉSERVE DE REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL

Le solde de la réserve de revenus de soutien opérationnel à la fin de 2022 s'élevait à 78,3 millions de dollars É.-U. (contre 65,8 millions de dollars É.-U. en 2021) selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire). Ce solde a augmenté de 12,5 millions de dollars É.-U. par rapport à 2021.

Réserve de revenus de soutien opérationnel (en dollars É.-U.)	2022	2021
Excédent reporté en début d'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))	65 822 345	62 977 812
Excédent/(déficit) des revenus de soutien opérationnel pour l'exercice	25 485 136	8 544 533
Prélèvement sur la réserve de revenus de soutien opérationnel*	(13 000 000)	(5 700 000)
Excédent/(déficit) reporté à la fin de l'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))	78 307 481	65 822 345
Ajustements comptables nets cumulés	4 200 009	(1 398 167)
Excédent/(déficit) reporté à la fin de l'exercice (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))	82 507 490	64 424 178

* Étant donné que certaines des activités financées grâce aux prélèvements approuvés en 2022 et les années précédentes s'achèveront dans le futur, 23,7 millions de dollars É.-U. ont été reportés sur l'exercice financier suivant.

III. PRÉLÈVEMENT SUR LA RÉSERVE DE REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL

Conformément à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires, l'Administration a prélevé 13 millions de dollars É.-U. sur la réserve de RSO pour financer des activités en cours relatives à la mise en œuvre du Cadre de gouvernance interne et de l'initiative de réorganisation du mode de fonctionnement, renforcer l'architecture de cybersécurité de l'Organisation et, comme le prévoit la résolution du Comité permanent des programmes et des finances n° 31 du 28 juin 2022 concernant l'investissement dans la structure de base de l'OIM, allouer 5 millions de dollars É.-U. à la mise en œuvre d'une stratégie relative au secteur privé et à la création d'un programme d'ambassadeurs itinérants.

Affectation des fonds prélevés en 2022	Dollars É.-U.
Renforcement de la cybersécurité	4 000 000
Projet de réorganisation du mode de fonctionnement (Cadre de gouvernance interne)	4 000 000
Collecte de fonds privés	5 000 000
Total prélevé en 2022	13 000 000

- Renforcement de la cybersécurité

Si les investissements réalisés ces cinq dernières années ont permis à l'OIM d'améliorer son architecture de cybersécurité, l'Administration a utilisé des fonds du prélèvement, à titre d'investissement supplémentaire, afin de renforcer le niveau de sécurité et de classer la plupart des recommandations issues de l'audit sur la sécurité numérique.

- Projet de réorganisation du mode de fonctionnement

Concernant les réformes institutionnelles en cours, l'Administration a alloué des fonds du prélèvement au projet de réorganisation du mode de fonctionnement.

- Collecte de fonds privés

Conformément à la résolution n° 31 du Comité permanent, l'Administration a effectué un prélèvement unique de 5 millions de dollars É.-U. sur la réserve de revenus de soutien opérationnel aux fins d'investissement et de mise en œuvre d'une stratégie relative au secteur privé et de création d'un programme d'ambassadeurs itinérants.

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022 (suite)

IV. FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT

Conformément à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020, le Directeur général est invité à allouer 1,4 million de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit).

Le Directeur général est invité, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit).

Le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes, à hauteur de 0,7 million de dollars É.-U. (contre 0,8 million de dollars É.-U. en 2021) s'élève à 15 millions de dollars É.-U., conformément à la résolution du Conseil n° 1390.

Allocation des revenus de soutien opérationnel au Fonds de l'OIM pour le développement	2022
	Dollars É.-U.
Total première ligne de crédit	1 400 000
Total deuxième ligne de crédit pour application en 2023	13 600 000
Allocation totale des revenus de soutien opérationnel de 2022 au Fonds de l'OIM pour le développement	15 000 000
Contributions volontaires directes au Fonds de l'OIM pour le développement	
Autriche (via le MIRAC)	39 600
Belgique (via le MIRAC)	640 793
Dons du secteur privé	166
Total des contributions volontaires directes au Fonds de l'OIM pour le développement en 2022	680 559
Total de l'allocation et des contributions directes au Fonds de l'OIM pour le développement	15 680 559

DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
ASIE ET PACIFIQUE			
Afghanistan	92 582 553		92 582 553
Australie	9 191 963		9 191 963
Bangladesh	104 093 545		104 093 545
Cambodge	3 457 402		3 457 402
Chine	2 654 164		2 654 164
Fidji	1 491 619		1 491 619
Inde	1 124 051		1 124 051
Indonésie	32 134 766		32 134 766
Iran (République islamique d')	2 427 713		2 427 713
Japon	1 043 648		1 043 648
Kiribati	17 082		17 082
République démocratique populaire lao	1 408 812		1 408 812
Malaisie	8 860 444		8 860 444
Maldives	355 393		355 393
Îles Marshall	2 136 048		2 136 048
Micronésie (États fédérés de)	5 874 097		5 874 097
Mongolie	1 619 413		1 619 413
Myanmar	13 736 797		13 736 797
Nauru	25 120		25 120
Népal	8 815 927		8 815 927
Pakistan	56 086 062		56 086 062
Palaos	450 505		450 505
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 271 373		3 271 373
Philippines	33 430 452		33 430 452
Philippines - Centre administratif	18 931 067	1 233 408	20 164 475
République de Corée	1 216 954		1 216 954
Îles Salomon	1 007 240		1 007 240
Sri Lanka	9 044 365		9 044 365
Thaïlande	22 510 676		22 510 676
Thaïlande - Bureau régional	6,935,554	1 287 951	8 223 505
Timor-Leste	2 690 153		2 690 153
Tonga	529 488		529 488
Tuvalu	60 865		60 865
Vanuatu	935 320		935 320
Viet Nam	10 696 628		10 696 628
TOTAL ASIE ET PACIFIQUE	460 847 262	2 521 359	463 368 621
AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST			
Bénin	1 545 140		1 545 140
Burkina Faso	11 678 657		11 678 657
Cabo Verde	217 307		217 307
Cameroun	10 461 402		10 461 402
République centrafricaine	16 713 986		16 713 986
Tchad	18 941 985		18 941 985
Congo	183 468		183 468
Côte d'Ivoire	10 062 011		10 062 011
Gabon	195 507		195 507
Gambie	6 321 042		6 321 042
Ghana	10 884 262		10 884 262
Guinée	17 843 710		17 843 710
Guinée-Bissau	298 392		298 392
Libéria	803 010		803 010
Mali	22 251 021		22 251 021

DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022 (suite)

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST (suite)			
Mauritanie	7 026 248		7 026 248
Niger	69 345 000		69 345 000
Nigéria	80 838 936		80 838 936
Sénégal	6 695 613		6 695 613
Sénégal – Bureau régional	9 970 457	813 171	10 783 628
Sierra Leone	2 666 779		2 666 779
Togo	1 517 228		1 517 228
TOTAL AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST	306 461 162	813 171	307 274 334
CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST			
Burundi	17 308 695		17 308 695
Djibouti	7 289 539		7 289 539
Érythrée	279 141		279 141
Éthiopie	91 970 782	421 257	92 392 040
Kenya	23 783 955		23 783 955
Kenya – Bureau régional	13 957 641	1 081 609	15 039 250
Rwanda	12 849 113		12 849 113
Somalie	68 648 675		68 648 675
Soudan du Sud	93 635 911		93 635 911
Ouganda	18 338 712		18 338 712
République-Unie de Tanzanie	19 016 088		19 016 088
TOTAL CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST	367 078 252	1 502 866	368 581 118
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD			
Algérie	6 208 389		6 208 389
Bahreïn	1 627 758		1 627 758
Égypte	15 964 969		15 964 969
Égypte – Bureau régional	6 443 334	890 303	7 333 638
Iraq	139 205 390		139 205 390
Jordanie	41 973 423		41 973 423
Koweït	485 728		485 728
Liban	25 402 749		25 402 749
Libye	49 403 310		49 403 310
Maroc	10 089 941		10 089 941
Qatar	44 530 727		44 530 727
Arabie saoudite	2 142 324		2 142 324
Soudan	36 815 074		36 815 074
République arabe syrienne	2 062 789		2 062 789
Tunisie	11 954 099		11 954 099
Émirats arabes unis	4 221 459		4 221 459
Yémen	86 028 873		86 028 873
TOTAL MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	484 560 336	890 303	485 450 640
AFRIQUE AUSTRALE			
Angola	508 546		508 546
Botswana	380 783		380 783
Comores	131 777		131 777
République démocratique du Congo	33 803 444		33 803 444
Eswatini	568 370		568 370
Lesotho	1 191 727		1 191 727
Madagascar	1 415 342		1 415 342
Malawi	3 466 262		3 466 262
Maurice	671 090		671 090
Mozambique	27 921 532		27 921 532
Namibie	154 340		154 340
Afrique du Sud	6 637 088		6 637 088
Afrique du Sud – Bureau régional	8 111 796	840 925	8 952 721

DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022 (suite)

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
AFRIQUE AUSTRALE (suite)			
Zambie	5 590 730		5 590 730
Zimbabwe	8 703 968		8 703 968
TOTAL AFRIQUE AUSTRALE	99 256 795	840 925	100 097 720
AMÉRIQUE DU SUD			
Argentine	7 892 535		7 892 535
Argentine – Bureau régional	3 012 164	920 208	3 932 372
Bolivie (État plurinational de)	954 171		954 171
Brésil	6 763 039		6 763 039
Chili	8 041 481		8 041 481
Colombie	62 989 341		62 989 341
Équateur	26 330 301		26 330 301
Paraguay	1 774 451		1 774 451
Pérou	32 003 827		32 003 827
Uruguay	1 379 329		1 379 329
Venezuela (République bolivarienne du)	11 397 306		11 397 306
TOTAL AMÉRIQUE DU SUD	162 537 945	920 208	163 458 153
AMÉRIQUE CENTRALE, AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES			
Aruba	143 773		143 773
Bahamas	63 399		63 399
Barbade	11 863		11 863
Belize	1 157 543		1 157 543
Canada	2 466 082		2 466 082
Costa Rica	5 182 041		5 182 041
Costa Rica – Bureau régional	7 226 034	1 167 822	8 393 856
Cuba	190 200		190 200
Curaçao	163 585		163 585
Dominique	389 874		389 874
République dominicaine	2 585 242		2 585 242
El Salvador	15 647 772		15 647 772
Guatemala	14 558 990		14 558 990
Guyana	1 498 284		1 498 284
Haïti	22 161 389		22 161 389
Honduras	8 901 026		8 901 026
Jamaïque	618 149		618 149
Mexique	25 176 596		25 176 596
Nicaragua	1 625 488		1 625 488
Panama	7 999 307		7 999 307
Panama – Centre administratif	3,834,434	625 340	4 459 775
Trinité-et-Tobago	1 740 202		1 740 202
Bureau de l'USRAP aux États-Unis d'Amérique – Washington, D.C.	56 650 416		56 650 416
États-Unis d'Amérique – Washington, D.C.	10 885 922		10 885 922
Bureau de l'OIM auprès des Nations Unies - New York	2 804 640	952 036	3 756 676
TOTAL AMÉRIQUE CENTRALE, AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES	193 682 252	2 745 199	196 427 451
ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN			
Autriche	4 200 791		4 200 791
Belgique	9 256 114		9 256 114
Belgique – Bureau régional	16 704 551	1 539 877	18 244 428
Bulgarie	1 961 786		1 961 786
Croatie	297 723		297 723
Chypre	885 570		885 570
Tchéquie	1 436 644		1 436 644
Danemark	648 207		648 207
Estonie	316 781		316 781
Finlande	5 552 250		5 552 250

DÉPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022 (suite)

(en dollars É.-U.)

	Dollars É.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN (suite)			
France	1 925 539		1 925 539
Allemagne	31 265 022		31 265 022
Grèce	125 080 867		125 080 867
Hongrie	5 176 351		5 176 351
Irlande	3 739 786		3 739 786
Italie	10 453 365		10 453 365
Lettonie	398 050		398 050
Lituanie	1 349 351		1 349 351
Malte	470 968		470 968
Pays-Bas	10 173 581		10 173 581
Norvège	3 724 693		3 724 693
Pologne	13 974 825		13 974 825
Portugal	1 223 421		1 223 421
Roumanie	7 282 354		7 282 354
Slovaquie	6 871 191		6 871 191
Slovénie	118 619		118 619
Espagne	6 612 280		6 612 280
Suisse (Berne)	4 811 400		4 811 400
Royaume-Uni	5 141 900		5 141 900
TOTAL ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN	281 053 980	1 539 877	282 593 857
EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE			
Albanie	2 871 214		2 871 214
Arménie	2 268 660		2 268 660
Autriche – Bureau régional	4 957 771	1 273 006	6 230 776
Azerbaïdjan	3 215 547		3 215 547
Bélarus	3 833 862		3 833 862
Bosnie-Herzégovine	22 360 584		22 360 584
Géorgie	6 322 632		6 322 632
Kazakhstan	2 277 699		2 277 699
Kirghizistan	1 553 817		1 553 817
Monténégro	606 712		606 712
Macédoine du Nord	5 234 566		5 234 566
République de Moldova	13 409 902		13 409 902
Fédération de Russie	3 083 123		3 083 123
Serbie	8 000 641		8 000 641
Tadjikistan	11 474 775		11 474 775
Türkiye	114 638 773		114 638 773
Turkménistan	344 588		344 588
Ukraine	150 277 221		150 277 221
Ouzbékistan	1 134 776		1 134 776
Kosovo*	5 374 760		5 374 760
TOTAL EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE	363 241 623	1 273 006	364 514 629
TOTAL REPRÉSENTATIONS SUR LE TERRAIN	2 718 719 607	13 046 914	2 731 766 521
TOTAL SIÈGE GENÈVE	141 669 899	45 248 049	186 917 948
TOTAL GÉNÉRAL SELON LA COMPTABILITÉ BUDGÉTAIRE DE L'OIM	2 860 389 506	58 294 963	2 918 684 469
Ajustements comptables nets	5 799 959	(1 662 454)	4 137 505
TOTAL GÉNÉRAL SELON LA COMPTABILITÉ IPSAS	2 866 189 465	56 632 509	2 922 821 974

* Les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Note : La ventilation régionale ci-dessus est conforme au Programme et Budget pour 2022.

FONDS DE PRÊT AUX RÉFUGIÉS

Création et objet du Fonds

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, sert à financer, en tout ou partie, les coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leur unité familiale.

Par le passé, il existait deux fonds. À sa 61^e session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2022, 65 494 mouvements (contre 57 234 en 2021) ont eu lieu au titre du Fonds de prêt aux réfugiés.

État du Fonds pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022

	Dollars É.-U.	
	2022	2021
Solde d'ouverture en début d'exercice		
Solde des fonds du Gouvernement des États-Unis	20 032 389	24 903 625
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
Solde d'ouverture en début d'exercice	20 343 942	25 215 178
Contributions au Fonds		
Contributions du Gouvernement des États-Unis	235 255 201	119 924 065
Contributions des personnes couvrant leurs dépenses	4 105	4 424
Remboursements des billets à ordre	24 973 855	35 022 391
Intérêts créditeurs	49 810	8 416
Revenus divers	117 281	115 462
Total des contributions au Fonds	260 400 252	155 074 758
Transferts du Fonds vers des projets d'opérations		
Afrique	(61 279 921)	(39 902 672)
Moyen-Orient	(71 093 219)	(37 565 700)
Amérique latine et Caraïbes	(13 981 810)	(6 915 598)
Amérique du Nord	(54 231 485)	(46 440 185)
Asie et Océanie	(22 747 539)	(16 606 694)
Europe	(18 990 295)	(12 506 729)
Total des transferts du Fonds vers des projets d'opérations	(242 324 269)	(159 937 578)
Intérêts versés au Gouvernement des États-Unis	(49 810)	(8 416)
Solde de clôture en fin d'exercice	38 370 115	20 343 942
Solde de clôture en fin d'exercice		
Solde des fonds du Gouvernement des États-Unis	38 058 562	20 032 389
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
TOTAL	38 370 115	20 343 942

FONDS DE PRÊT AUX RÉFUGIÉS (suite)

Comptabilité et évaluation des billets à ordre

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de ce dernier est, dans un premier temps, pris en charge par le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer un billet à ordre correspondant à ce coût. Six mois après leur arrivée, les réfugiés doivent commencer à rembourser leur billet à ordre.

Le recouvrement des sommes dues au titre des billets à ordre est effectué par diverses agences de réinstallation au nom de l'OIM. Les sommes recouvrées, diminuées des frais de recouvrement, sont transférées à l'OIM et créditées au compte du Fonds de prêt. Les comptes en déficit sont transmis au Bureau de l'OIM qui s'occupe de l'USRAP à Irvine (Californie) pour suite à donner.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un actif important du Fonds de prêt et, de ce fait, doit être évaluée à des fins d'information financière. Une évaluation exacte n'est toutefois pas possible car les recouvrements futurs sont conditionnés par les événements politiques et économiques.

Une méthode pratique et prudente pour évaluer la valeur future des recouvrements des billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement au 31 décembre 2022 pour les prêts émis en 2010 et les années suivantes a donné un taux moyen de 70 %. Ce taux de recouvrement est utilisé pour prévoir la valeur des recouvrements de tous les billets à ordre, y compris ceux émis en 2022, dans le relevé ci-après.

	Dollars É.-U. (en millions)	
	Exercice financier* 2022	Exercice financier* 2021
Total des prêts émis à la fin de l'exercice financier	804	771
Total des recouvrements à la fin de l'exercice financier	556	526
Total des sommes restant dues à la fin de l'exercice financier	248	245
Total estimatif des montants recouvrables pour l'exercice financier	53	57
Montant estimatif pouvant être transféré au Fonds de prêt pour l'exercice financier	43**	47**

* Les chiffres indiqués correspondent à l'exercice financier des États-Unis, soit la période allant du 1^{er} octobre au 30 septembre, qui est celle considérée depuis l'introduction du système électronique de suivi des prêts au cours de l'exercice financier 2010. Tous les chiffres sont établis à l'aide des modèles de régression du programme de prêts de voyage de l'OIM-USRAP.

** Valeur estimative des recouvrements pour le Fonds de prêt après déduction des frais de recouvrement moyens établis à 82 %, ce qui comprend les recouvrements effectués par le Bureau de l'OIM s'occupant de l'USRAP à Irvine (Californie).

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR
(PROGRAMMES D'OPÉRATIONS)**

États Membres	Dollars É.-U.			Total
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	
Argentine			2 484 819	2 484 819
Australie			78 770 657	78 770 657
Autriche		39 600	8 833 763	8 873 363
Bangladesh			18 110 494	18 110 494
Belgique		1 012 793	12 462 196	13 474 989
Bulgarie			754 733	754 733
Cambodge	39 260		22 273	61 533
Canada	4 405 281		127 328 274	131 733 555
République centrafricaine			2 402 192	2 402 192
Tchad			473 551	473 551
Chine			320 493	320 493
Colombie			11 215 504	11 215 504
Costa Rica			7 028	7 028
Croatie			4 194	4 194
Chypre		31 983	1 352 779	1 384 762
Tchéquie			369 956	369 956
République démocratique du Congo			870 360	870 360
Danemark		3 508 772	16 835 919	20 344 691
République dominicaine			6 557	6 557
El Salvador			12 082	12 082
Estonie			192 226	192 226
Finlande			7 101 130	7 101 130
France		1 055 966	22 831 908	23 887 874
Allemagne			271 608 004	271 608 004
Grèce			32 004 551	32 004 551
Guatemala			6 562	6 562
Guyana			136 726	136 726
Honduras			(12 772)	(12 772)
Hongrie			180 929	180 929
Islande			485 348	485 348
Irlande	189 246	1 116 071	8 619 604	9 924 921
Italie			66 505 788	66 505 788
Japon			74 366 278	74 366 278
Kazakhstan			100 000	100 000
Lettonie			106 589	106 589
Lesotho			560 835	560 835
Lituanie			736 571	736 571
Luxembourg			761 291	761 291
Malte			175 475	175 475
Îles Marshall			605 000	605 000
Mexique			1 100	1 100
Mozambique			2 691 969	2 691 969
Pays-Bas		2 107 482	57 919 017	60 026 499
Nouvelle-Zélande			4 953 379	4 953 379
Nicaragua			5 500	5 500
Niger			2 149 471	2 149 471
Norvège		3 355 705	33 925 379	37 281 084
Pakistan			3 781	3 781

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR
(PROGRAMMES D'OPÉRATIONS) (suite)**

États Membres	Dollars É.-U.			
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	Total
Panama			6 582	6 582
Pérou			53 431	53 431
Philippines		10 000		10 000
Pologne			639 508	639 508
Portugal		269 526	1 166 597	1 436 123
République de Corée		1 000 000	19 868 936	20 868 936
Roumanie			907 424	907 424
Serbie			74 000	74 000
Slovaquie			2 064 651	2 064 651
Slovénie			50 158	50 158
Somalie			6 000 000	6 000 000
Espagne			12 260 355	12 260 355
Suède		7 915 306	26 367 339	34 282 645
Suisse		1 006 036	29 668 913	30 674 949
Timor-Leste			300 000	300 000
Türkiye			416 266	416 266
Royaume-Uni	26 575	4 618 938	93 156 123	97 801 636
États-Unis d'Amérique	1 690 017	6 000 000	921 287 044	928 977 061
Uruguay			50 000	50 000
Vanuatu			400 000	400 000
Total – États Membres	6 350 379	33 048 178	1 986 096 790	2 025 495 347
Ajustements sur exercices antérieurs – États Membres			73 797	73 797
ÉTATS NON MEMBRES, ORGANISMES ET AUTRES				
États non membres		200 000	15 082 171	15 282 171
Commission européenne			513 610 541	513 610 541
Organismes des Nations Unies et fonds de financement commun	71 344		240 566 459	240 637 803
Secteur privé			16 761 584	16 761 584
Autres organisations	9 752 008		26 199 976	35 951 984
Total – États non membres, organismes et autres	9 823 352	200 000	812 220 731	822 244 083
Ajustements sur exercices antérieurs – États non membres, organismes et autres			2 879 068	2 879 068
Remboursements des billets à ordre			24 973 855	24 973 855
Intérêts nets et autres produits		12 010 575		12 010 575
Réfugiés, migrants, répondants et autres			146 443 950	146 443 950
Réajustements comptables nets d'acomptes et de créances en fin d'exercice			(106 961 570)	(106 961 570)
TOTAL GÉNÉRAL DES CONTRIBUTIONS	16 173 731	45 258 753	2 865 726 621	2 927 159 105

Note : Les contributions des États membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées au total à 1 083,6 millions de dollars É.-U. (contre 1 129 millions de dollars É.-U. en 2021).

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES)¹

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
MEMBER STATES			
ARGENTINA			
Cooperation and technical support services agreement			1 393 576
Development and implementation of assistance activities to enhance UPCEFE capacities to design, formulate and implement programmes and projects for Río Negro province – Argentina			526 883
Administrative assistance for strengthening the bureau for border technical affairs – Argentina			500 384
Applied technologies to advance documentation processes – Argentina			473 280
Promotion of the documentation of foreigners and structural strengthening at border points and in the regional offices of the provinces of Argentina			355 935
Support for the implementation of the Argentine fund for international cooperation (FO.AR)			270 479
Ibero-American programme to strengthen South-South cooperation – Argentina – for refund			(1 035 718)
Total: Argentina – Earmarked			2 484 819
AUSTRALIA			
Indonesia: regional cooperation arrangements			16 403 197
Assisted passage, travel and related support for Australian government-funded refugees and special humanitarian programme entrants			13 183 566
Humanitarian assistance for Rohingya and host communities in Bangladesh			8 058 608
Indonesia: regional cooperation arrangements			7 399 693
Assisted passage, medical and related services for Australian government-funded refugees and special humanitarian programme entrants			7 276 869
Enhancing the resilience of the state border guard service of Ukraine at the country's western and southern borders			6 000 000
Strengthening the capacity to mitigate illegal, unreported and unregulated fishing practices through the introduction of an integrated vessel monitoring system			2 745 461
Funds received in 2022 – to be allocated			2 693 336
Providing global pre-departure cultural orientation services for users of the Australian refugee and special humanitarian programme 2019–2022			2 143 536
IOM Australia assisted voluntary return and reintegration project (provision of services for the return and reintegration assistance programme)			2 142 061
Administration of the regional support office of the Bali process			1 800 000
Support for strategic priorities 1 (resilience) and 3 (governance) of the IOM strategy for Iraq (2022–2023)			1 405 481
Business transformation (IGF)			1 401 369
Assisted voluntary return and reintegration and capacity-building for well-managed migration in Papua New Guinea – phase IV			1 154 705
The provision of services in relation to global pre-departure cultural orientation for Australia's refugee and special humanitarian programme clients for 2022-2023			980 533
Shelter and hygiene support to communities affected by typhoon Rai in Southern Leyte, Dinagat islands and Surigao del Norte			726 744
Promoting local resilience and early recovery for communities affected by typhoon Rai through durable shelter solutions			722 021
Mekong region: responding to cross-border mobility challenges at points of entry – phase III			610 000
Bali process administration and coordination support project			590 705
Equipping families for the benefits of labour mobility in Vanuatu programme			439 213
Establishment of a multi-agency integrated border management model in Sri Lanka – phase II			181 588
IOM Australia: assisted voluntary return and reintegration project (provision of services for the return and reintegration assistance programme): PC for reintegration and service fee payments			178 505
IOM Australia support for the assisted voluntary return and reintegration programme – Australia			114 838
Drought response and mitigation in the Marshall Islands			100 000
IOM Australia support for the assisted voluntary return and reintegration programme: reintegration component			72 373
Marshall Islands: creating access to real essentials for women (CARE nan Kora)			70 000
Public information campaign to deter potential irregular maritime migration from Viet Nam to Australia – 2021–2022			63 492
Public information campaign to deter potential irregular maritime migration from Viet Nam to Australia in 2022–2023			60 070
Strengthening the capacity of Pacific fisheries officers to address modern slavery			35 817
Supporting vulnerable migrants with disabilities in Egypt through health services and awareness sessions on COVID-19-related vaccination			18 671

¹ Issued without formal editing.

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
AUSTRALIA (continued)			
Support for ASEAN immigration training committee 2022 activities			8 433
World Migration Report 2022			70
Assisted voluntary return and reintegration and capacity-building for well-managed migration in Papua New Guinea – phase III – net of “for refund”			(43)
Enhancing livelihood opportunities for Egyptians and migrants in the tourism sector – Egypt – for refund			(566)
Supporting sustainable returns in Bali process member states: sharing lessons learned from assisted voluntary return and reintegration data and indicators – for refund			(9 689)
Total: Australia – Earmarked			78 770 657
AUSTRIA			
Unearmarked income		39 600	
RESTART III: support for the Austrian return system and the reintegration of voluntary returnees in Afghanistan			2 196 660
Addressing urgent need for emergency shelters, protection and assistance for migrants in situations of vulnerability			2 189 372
Voluntary contribution from the government of Austria for the IOM country office in Austria			1 260 352
Responding to the needs of the most vulnerable populations in Libya through health interventions			1 138 952
IOM Bosnia and Herzegovina crisis response plan 2021: resilience initiative			992 083
Assisted voluntary return of migrants from Austria			723 054
ASYL-TRAIN II – training for Austrian migration and asylum stakeholders			170 054
WIR IV: workshops on integration and encounters			144 560
Workshops for integration and prevention of radicalization of young Chechens in Austria – phase III – net of “for refund”			18 686
Contribution to the ongoing project “Special measures to support the response to the refugee and migrant situation in Bosnia and Herzegovina” – for refund			(10)
Total: Austria – Unearmarked and earmarked		39 600	8 833 763
BANGLADESH			
Health and gender support project for Cox’s Bazar district			16 440 650
Additional financing for the health sector support project			1 669 844
Total: Bangladesh – Earmarked			18 110 494
BELGIUM			
Unearmarked income		1 012 793	
Assisted voluntary return from Belgium – REAB 2022			4 103 801
Safe and dignified living conditions for conflict-affected communities in Ukraine through individual shelter support			2 906 977
Reintegration assistance from Belgium 2022			1 315 406
Enhanced border management for increased security in the Niger			1 126 126
Providing refugee resettlement assistance to the government of Belgium (2021)			570 492
Facilitating sustainable reintegration of returnees through migrant-centred and country-specific approaches			516 254
O-REMIT: Offer cost-effective alternatives for remittances and opportunities for investment of savings			413 650
Assisted voluntary return – REAB 2021			407 482
Strengthening migration management capacities through the extension of the MIDAS v4 data collection system at priority border posts in the Democratic Republic of the Congo			236 301
Supporting the resilience of the population of Burundi (health component) by enhancing capacity and assistance for crisis-affected populations during disease outbreaks, natural disasters and returns			214 693
Management of accommodation centres for Ukrainian refugees arriving in Ghent, Belgium			209 745
Management of accommodation centres for Ukrainian refugees arriving in Ghent, Belgium			130 697
Reintegration assistance from Belgium – 2021			124 905
CONEX IOM project 2022			69 025
Junior professional officer – Mali			59 625
Awareness-raising and information for safety and empowerment for all in Albania (ARISE-ALL)			32 609
CONEX IOM project 2021			29 145
Country-specific approaches to reintegration assistance, counselling, and visibility in Belgium – for refund			(4 737)
Total: Belgium – Unearmarked and earmarked		1 012 793	12 462 196
BULGARIA			
Support for unaccompanied minors seeking international protection			299 190
Awareness-raising for Roma communities on asylum and migration issues			122 643
Funds received in 2022 – to be allocated			48 685

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
BULGARIA (continued)			
Protection of vulnerable migrants and assisted voluntary return and reintegration support – Bulgaria			67 649
Awareness-raising for labour mobility to Bulgaria			42 059
Voluntary return and reintegration of third-country nationals			41 466
Capacity-building for voluntary return			36 137
Legal counselling and interpretation services for asylum-seekers in Bulgaria – net of “for refund”			27 078
Provision of social and psychological support to asylum-seekers in Bulgaria including identification and support of vulnerable groups			26 126
Strengthening the capacity of national institutions and non-governmental organizations in the field of asylum – Bulgaria			15 757
Increasing the awareness and tolerance of Bulgarian society and migrant communities in Bulgaria			14 163
Training and counselling for legal migrants and persons seeking/granted international protection – Bulgaria			13 780
Total: Bulgaria – Earmarked			754 733
CAMBODIA			
Strengthening detection and management of active cases of tuberculosis among Cambodian cross-border migrants	39 260		22 273
Total: Cambodia – Earmarked	39 260		22 273
CANADA			
Canadian refugee resettlement travel – reimbursable project costs			29 108 761
Support to IOM for Canada’s resettlement activities globally			21 794 188
Everyone counts – inclusive data for stability and development	4 405 281		7 830 854
Pre-departure medical services for Canada-bound refugees			11 545 602
Ukraine – humanitarian assistance – IOM 2022			10 779 537
Jordanian armed forces female accommodation buildings			4 819 277
Emergency Afghanistan support – 2022			4 694 836
Canadian refugees resettlement travel – reimbursable costs			4 384 959
Canadian orientation abroad			3 213 311
Strengthening social cohesion and civil society capacity within the Cox’s Bazar district of Bangladesh			2 566 096
Pre-departure medical services for Canada-bound refugees			2 541 378
Empowering women and girls affected by migration and forced displacement in Honduras, Guatemala and El Salvador			2 362 205
Supporting Iraqi national efforts for enhanced implementation of the national strategies on the prevention of violent extremism			1 982 554
IOM – multi-country humanitarian assistance – CAP 2022			1 962 323
Pro-rights: promoting the rights of Venezuelan refugees and migrants in Latin America and the Caribbean			1 718 535
Canadian orientation abroad			1 577 644
IOM – multi-country humanitarian assistance CAP – 2022			1 569 859
Supporting global displacement tracking matrix capacity to advance internal displacement data			1 145 913
Administrative support to the non-IOM affiliated health care provider panel sites providing pre-departure medical services to refugees on behalf of immigration, refugees, and citizenship Canada			974 691
Global assistance for irregular migrants – Ghana			925 414
IOM – multi country humanitarian assistance – CAP 2022 (Yemen)			784 929
Typhoon Rai – Philippines			783 085
Canadian refugee resettlement travel – assistance fee project			640 925
Costa Rica: integration of migrants through regularization and access to employment in Costa Rica			636 145
Humanitarian assistance to conflict and climate-induced internally displaced populations and communities in northern Mozambique			627 944
Enhancing security through improved border and immigration management – phase II			617 504
Supporting and reinforcing the establishment of the Haitian national border police – Haiti			586 854
Strengthening government capacities on migration management and supporting the regularization of Venezuelan refugees and migrants in the Latin America and Caribbean region			534 137
IOM – multi-country humanitarian assistance – CAP 2022			470 958
IOM – multi-country humanitarian assistance – CAP 2022			470 958
Strengthened border management to promote cross-border mobility and counter transnational crimes			393 654
Strengthening capacity of the ministry of expatriates’ welfare and overseas employment to deliver gender-responsive integrated services for safe, regular migration			393 654
Strengthening the emergency response in north-eastern Nigeria			392 465
Reducing vulnerabilities and building resilience among crisis-affected populations in the Sudan			392 465
Jordanian armed forces female accommodations buildings design project			368 054

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CANADA (continued)			
Strengthening the capacity of Sri Lanka's border risk assessment centre			256 809
Balancing migration narratives in the Americas			249 525
Panama and Costa Rica: strengthening government capacities to respond to protection needs in flows of vulnerable migrants crossing borders			200 803
Whole-of-Syria protection from sexual exploitation and abuse mechanism 2021			193 199
Strengthening border security to combat transborder crimes and extreme violence in Cambodia – phase II			183 192
Strengthening ethical recruitment practices and implementation capacity of relevant stakeholders in El Salvador, Guatemala, Honduras and Costa Rica			159 036
Executive secretariat of the regional conference on migration			150 000
Canadian refugees resettlement travel – assistance fee			120 015
Funds received in 2022 – to be allocated			79 603
Response to humanitarian needs – analysis and assessment – joint intersectoral analysis framework (JIAF) 2022-2023			77 821
Document examination support centre – phase IV			70 558
Canadian resettlement programme			7 287
Remote adjudication interview support for permanent resident applicants			3 300
Remote adjudication interview support in Kigali for family class applicants			2 265
Remote adjudication interview support for non-refugee applicants			2 200
Remote adjudication interview support for applicants for permanent residence in Canada as members of the family class in the Sudan			2 100
Remote adjudication interview support to permanent resident applicants			1 980
Remote adjudication interview support to permanent resident applicants			1 250
Remote video interviews by the migration section of the embassy of Canada in Rome, Italy, with family class visa applicants			706
Enhancing capacity for the effective regulation of international recruitment: supporting year one of the global policy network to promote ethical recruitment – for refund			(4 945)
Building the foundations for an ethical recruitment corridor from Mexico to Canada: enhancing stakeholder capacity and impact – for refund			(20 098)
Total: Canada – Earmarked	4 405 281		127 328 274
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC			
Support for the reinsertion and reintegration of former combatants in Bangui, Bria and Kaga Bandoro in the Central African Republic			2 022 633
Support for the reintegration of former combatants in Paoua, Central African Republic			262 780
Reinsertion and reintegration of 300 former combatants in Bamingui-Bangoran prefecture			210 000
Support for the reintegration of former combatants in Kaga Bandoro, Central African Republic			99 365
Reintegration of disarmed and demobilized person in Paoua and support for communities in Paoua and Ndélé in the Central African Republic – for refund			(192 586)
Total: Central African Republic – Earmarked			2 402 192
CHAD			
Operational and logistical support to COVID-19 vaccination campaign			473 551
Total: Chad – Earmarked			473 551
CHINA			
Junior professional officer			161 782
Junior professional officer			142 166
Enhance the capacity of Cartago microentrepreneurs market			12 000
Funds received in – 2022 – to be allocated			4 545
Total: China – Earmarked			320 493
COLOMBIA			
Comprehensive reintegration for improving the quality of life of communities within the framework of the PDET roadmap in Colombia and CONPES document 3931			3 630 713
Supporting the government of Colombia to advance the implementation of the peace agreement, with regard to access to land and formalization of rural land ownership			3 454 717
Supporting territorial implementation of the public policy of care, assistance and reparations for the victims of the internal armed conflict under the national development plan 2018–2022 – phase II			1 221 017
Strategies for community psychosocial rehabilitation and comprehensive health care in Colombia			752 718
Implementation of the “early reintegration model in productive environments” with former FARC-EP members in Colombia – phase V			510 942
TEJIENDONOS: Strategy for strengthening the social fabric of victims' communities in Colombia, in the process of return, relocation and local integration			452 485
Colombia: technical assistance for individual productive projects – phase II			357 854

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
COLOMBIA (continued)			
Mauyauma special harmonization programme for social and economic reincorporation with a differential ethnic and gender approach in Colombia			321 882
Contribute to socioeconomic stabilization of returned Colombia population and strengthen migration governance to improve access to the returnee institutional offer			203 496
Preventing trafficking in persons and supporting comprehensive assistance to victims and investigation and prosecution of the crime in Colombia			200 594
Juvenile restorative justice and SRPA enhancement in Colombia – phase II			164 650
Strengthening the institutional offer for Colombians abroad and their diasporic communities, to enhance their contribution to sustainable development			75 935
Underfunded emergencies within the 2022 regional refugee and migrant response plan (RMRP) for the Bolivarian Republic of Venezuela situation			50 000
Mapping of the Colombian diaspora in Costa Rica			16 000
Support for the design and implementation of municipal regulations for rural property planning – Colombia – net of “for refund”			(26 693)
Pre-consultation of the Mauyauma special harmonization programme for social and economic reincorporation with a differential ethnic and gender approach – for refund			(170 806)
Total: Colombia – Earmarked			11 215 504
COSTA RICA			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 858
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America, Mexico and the Dominican Republic			1 082
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			88
Total: Costa Rica – Earmarked			7 028
CROATIA			
Supporting border police officers to identify and address the needs of migrants in situations of vulnerability in Croatia – net of “for refund”			4 194
Total: Croatia – Earmarked			4 194
CYPRUS			
Unearmarked income		31 983	
Assisted voluntary return and reintegration centre			680 559
Operation of semi-independent living units for unaccompanied children in Cyprus			672 220
Total: Cyprus – Unearmarked and earmarked		31 983	1 352 779
CZECHIA			
Funds received in 2022 – to be allocated			366 971
Migration trends early warning system – Czechia			2 985
Total: Czechia – Earmarked			369 956
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO			
Improving Ebola emergency response capacity in North Kivu, South Kivu and Ituri provinces			870 360
Total: Democratic Republic of the Congo – Earmarked			870 360
DENMARK			
Unearmarked income		3 508 772	
Protection and winterization assistance to the most vulnerable conflict-affected populations in Ukraine			7 790 368
Winterization assistance for early recovery in Mykolaiv oblast, Ukraine			3 387 622
Enhancing air border data systems in Nigeria – phase II			1 737 016
Assistance and protection for unaccompanied and separated children in Morocco			1 262 622
Resettlement programme with the government of Denmark from Rwanda to Denmark under the 2021 resettlement quota			771 557
Strengthening the sphere of protection for victims of trafficking and vulnerable migrants in Egypt while preventing irregular migration and human trafficking			763 126
Strengthening migration data and coordination mechanisms for improved migration governance in Ethiopia			428 907
Technical assistance to develop the capacity of the government of the Sudan on immigration and border management			397 803
Support for assisted voluntary return and reintegration from the Western Balkans for a period of 24 months, including through the development of a counselling toolkit – Serbia			215 640
Enhanced protection, assisted voluntary return and reintegration, and health assistance for children and young migrants in situations of vulnerability in Algeria			212 802
Junior professional officer – Bosnia and Herzegovina			132 773
Funds received in 2022 – to be allocated			89

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
DENMARK (continued)			
Identity and civil document verification for Afghan nationals – for refund			(128 410)
Resettlement programme from Rwanda to Denmark with the government of Denmark under the 2020 resettlement quota – for refund			(135 996)
Total: Denmark – Unearmarked and earmarked		3 508 772	16 835 919
DOMINICAN REPUBLIC			
Funds received in 2022 – to be allocated			6 557
Total: Dominican Republic – Earmarked			6 557
EL SALVADOR			
Executive secretariat of the regional conference on migration			11 000
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America, Mexico and the Dominican Republic			1 082
Total: El Salvador – Earmarked			12 082
ESTONIA			
Voluntary assisted return and reintegration programme from Estonia			192 226
Total: Estonia – Earmarked			192 226
FINLAND			
Providing support to the government of Finland for resettlement and family reunification of beneficiaries of international protection with their family members (2022–2023)			2 515 290
Assisted voluntary return and reintegration programme for international protection applicants and other migrant groups in Finland – 2022			1 757 588
MIDA FINNSOM phase V – Institutionalizing health sector development through temporary returns of Somali diaspora health professionals			1 091 238
Fostering the health and protection of vulnerable migrants transiting Egypt, Libya, Morocco, the Sudan, Tunisia and Yemen – phase III			1 055 966
Local economic recovery for women and conflict-affected populations in Iraq			1 044 987
MIDA FINNSOM phase III – health and education			658 359
Finland : pre-departure orientation programme 2021–2022			431 045
Junior professional officer – Burkina Faso			164 091
Enhancing the institutional capacity of the immigration and naturalization directorate in Somalia – for refund			(101)
Providing support to the government of Finland for resettlement and family reunification for beneficiaries of international protection (2021) – for refund			(660 456)
Assisted voluntary return and reintegration programme for international protection applicants and other migrant groups in Finland – for refund			(956 877)
Total: Finland – Earmarked			7 101 130
FRANCE			
Unearmarked income		1 055 966	
2022 French contribution to IOM's activities for the Ukraine crisis			12 296 187
Multisectoral emergency response for vulnerable displaced populations in north-west Syrian Arab Republic			1 447 777
Food assistance to vulnerable displaced populations in north-western Syrian Arab Republic			1 086 957
Regional migrant response plan for the Horn of Africa and Yemen 2021–2024 – France			1 050 420
West and Central Africa: Addressing multisectoral protection needs of people on the move along the Central Mediterranean route			1 050 420
Enhance the capacity of IOM staff members and partners to promote policy liaison alongside protection interventions along the Central Mediterranean route			1 014 199
–Funds received in 2022 – to be allocated			802 750
Resettlement of 5,200 refugees from Chad, Egypt, Jordan, Lebanon, the Niger, Rwanda, Türkiye and other third countries to France 2020			609 518
Evidence-based multisectoral emergency assistance to affected people in Bamingui-Bangoran prefecture			573 394
Transition and reintegration support for IDPs in Jeddah camps			525 210
France's contribution to the 2022 refugee and migrant response plan for the situation in the Bolivarian Republic of Venezuela			525 210
Supporting internally displaced persons and vulnerable mobile populations in Cameroon's centre and east regions through assessments and access to legal identity solutions			525 210
Relocation of 350 unaccompanied children from Greece – top-up project after arrival in France			269 695
Enhancing support for migrants with health needs returning from France to Georgia – pilot project			268 764
Implementing policies on environmental migration and disaster displacement in West Africa			210 084
Junior professional officer			162 963
Junior professional officer			161 237

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
FRANCE (continued)			
Voluntary transfer to France and post-arrival assistance for Ukrainian nationals and third-country nationals stranded in the Republic of Moldova			88 832
Junior professional officer			79 286
Climate migration in urban areas: challenges, representations and inclusion			69 767
2022 career development round table in Paris			29 070
Social and economic reintegration of migrants in Mauritius: provision of social reintegration services – AVRR OFII lot 1			4 931
Social and economic reintegration of migrants in Mauritius: provision of economic reintegration services (business creation) – AVRR OFII lot 3			3 890
Providing refugee resettlement assistance to the government of France – for refund			(10 985)
IOM response to the humanitarian emergency in the Gaza Strip – for refund			(12 878)
Total: France – Unearmarked and earmarked		1 055 966	22 831 908
GERMANY			
Life-saving assistance for conflict-affected people in Ukraine and neighbouring countries			59 382 374
Housing for internally displaced persons			49 752 291
REAG/GARP 2022: Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany – government-assisted repatriation programme			22 698 225
StarthilfePlus 2022 – Enhanced reintegration assistance for voluntary returnees from Germany			12 621 272
IOM Iraq – contribute to the economic recovery of Iraq through employment creation and revitalization of local economies (Phase V)			12 406 848
Niger community cohesion initiative (NCCI)			10 699 582
Support for a family assistance programme facilitating family reunions for refugees and persons eligible for subsidiary protection in Germany			8 629 957
Improved sanitation and waste management for Rohingya camps and host communities in Bangladesh			7 561 848
Establishment of the global emergency response programme (GERP)			6 721 820
Providing refugee resettlement assistance to the government of Germany (resettlement to Germany)			6 327 796
Addressing urgent humanitarian needs of IDPs and returnees in Iraq			6 177 550
Supporting the establishment of a humanitarian programme for Africa 2022			6 145 094
Enhancing peace and security measures in Somalia through support for the national programme for the treatment and handling of disengaged combatants and associated women			5 441 578
Emergency response and assistance for displaced persons in the Syrian Arab Republic – net of “for refund”			5 237 749
Contribute to the economic recovery for Iraq through employment creation and revitalization of local economies – phase IV			5 020 786
Support to a family assistance programme facilitating family reunion to refugees and persons eligible for subsidiary protection in Germany			4 797 441
Small and medium-sized enterprise boost: economic integration of internally displaced people and business recovery to mitigate the COVID-19 crisis			4 095 549
Contributing to the economic recovery of Iraq through employment creation and revitalization of local economies – phase II			4 016 629
Humanitarian admission of refugees from Türkiye to Germany 2021			3 778 279
Humanitarian assistance to vulnerable migrants in Yemen			3 251 638
Contributing to the economic recovery of Iraq through employment creation and revitalization of local economies – phase III			3 078 028
Supporting community policing and stabilization in Iraq – year 2			2 958 060
Contributing to the social and economic integration of former combatants and strengthening of receiving communities			2 136 358
Promotion of the development of small- and medium-sized enterprises in Iraq			2 111 085
Shaping the future of northern Chad by enhancing security and stability			1 890 752
Strengthening community engagement and policing and integrated border management in Cabo Delgado in Mozambique, and Mtwara in the United Republic of Tanzania			1 841 536
Securing the Labézanga-Kongo Kire corridor through improved border management and cross-border cooperation			1 746 405
Improving coordination and response to displacement crises			1 543 210
Operation of visa acceptance office: supporting visa application processing for former national staff of German organizations in Afghanistan			1 526 512
Preparing Syrian Arab Republic post-conflict transition			1 445 946
Support for former national staff of German organizations in Afghanistan			1 329 335
Strengthening border security and border community resilience in the Gulf of Guinea			1 264 588
Supporting peace, security and stability in northern regions through strengthening border management capacities and inclusive community engagement			1 254 273
Better migration management programme – phase II			1 224 005
Emergency assistance for displaced populations in the Lake Chad region			1 138 952
Addressing the return and reintegration of Iraqis with perceived affiliation to Islamic State in Iraq and the Levant (ISIL) – net of “for refund”			1 136 422

C/114/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
GERMANY (continued)			
Advancing IOM's global data institute: improved humanitarian assistance through enhanced displacement data and risk reduction around migration, environment and climate change			1 034 126
IOM information and return counselling centre Rhineland-Palatinate – 2022			887 897
Providing humanitarian admission assistance to the state of Berlin in 2023			855 688
Supporting the biometric data registration system for foreign nationals in Nigeria – phase II			844 549
Enhancing border security in Burkina Faso – net of “for refund”			800 715
ZIRF counselling 2022 – Virtual return and reintegration counselling			727 449
Return and reintegration programmes in Germany: joint networking platform 2022			668 203
Information portal on voluntary return and reintegration – 2022			582 178
Provision of health, protection and food assistance to vulnerable populations in the Bolivarian Republic of Venezuela			570 776
Expanding Burundi's humanitarian, early recovery and emergency response for vulnerable displaced populations			537 634
Enhancing the capacities of the authorities of Côte d'Ivoire to comprehensively address trafficking in persons and migrant smuggling – net of “for refund”			447 952
IOM X campaign: West Africa – phase III			445 068
Enhancing migrant community stabilization and cohesion in Egypt, Morocco and Algeria and countries of return (year 3)			433 925
Improving outreach activities on assisted voluntary return and reintegration in Germany 2022			339 587
Assistance to Ghanaian returnees and potential migrants – phase II			268 104
ZIRF counselling 2022 – Individual return-related inquiries – net of “for refund”			236 573
Addressing the return and reintegration of Iraqis with perceived affiliation to Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) – phase II			233 717
Research on gendered reintegration experiences and gender-sensitive, gender-responsive and gender-transformative approaches to reintegration			216 049
IOM information and return counselling centre Berlin – 2022			167 644
Junior professional officer			162 085
Junior professional officer – Malawi			153 123
Nigeria: strengthening reintegration for returnees – phase II			147 761
Junior professional officer – Chad			139 715
Junior professional officer – Belgium			120 530
Promoting safe and regular migration in Algeria using social media and digital communication			120 413
Voluntary returnees as messengers – phase III – net of “for refund”			102 564
ZIRF counselling 2022 – Country fact sheets			83 490
IOM information and return counselling centre Bremerhaven – 2022 (2 nd half-year)			68 266
–Funds received in 2022 – to be allocated			333
Reducing irregular migration through awareness-raising in Côte d'Ivoire – for refund			(624)
Pilot project to establish a data-sharing mechanism between IOM and GIZ in Iraq – for refund			(683)
IOM information and return counselling centre Bremerhaven – 2022 – net of “for refund”			(1 266)
Junior professional officer – Germany – for refund			(1 619)
IOM post-conflict response to the humanitarian emergency in the Gaza strip – Egypt – for refund			(1 626)
ZIRF counselling 2021 – country fact sheets – Germany – for refund			(3 561)
Your life matters: raising awareness on the risks of irregular migration in Morocco – for refund			(5 480)
Data for effective migration governance: German government support for the global migration data analysis centre – for refund			(8 824)
Target group analysis of Iraqi and Nigerian migrants with a limited legal perspective of staying in Germany – for refund			(8 947)
Junior professional officer – Mali – for refund			(12 876)
Social media campaign to raise awareness and share information to enhance potential migrants' safety and empowerment – for refund			(14 917)
Information and return counselling centre in Bremerhaven: 2020–2021 – for refund			(16 141)
International forum on migration statistics (second edition) – for refund			(20 632)
Junior professional officer – for refund			(21 679)
Strengthening readmission management in Pakistan – for refund			(21 885)
Assisted voluntary return and reintegration from the Western Balkans – for refund			(22 758)
Junior professional officer – for refund			(27 239)
Provision of psychosocial support self-help tools for Syrian refugee men living in Germany – for refund			(27 792)
Improving outreach activities on assisted voluntary return and reintegration in Germany 2020–2021 – for refund			(35 036)
ZIRF counselling 2021 – individual return-related inquiries – Germany – net of “for refund”			(40 944)
Information and return counselling centre in Berlin and Brandenburg: 2021 – for refund			(42 967)
State admission programme (Berlin) for refugees from Lebanon 2021 – net of “for refund”			(63 924)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
GERMANY (continued)			
Assisted voluntary return and reintegration from the Western Balkans – for refund			(90 518)
Return and reintegration programmes in Germany: joint networking events on the voluntary return option – 2021 – for refund			(93 327)
Information and return counselling centre in Rhineland-Palatinate: 2021 – for refund			(102 471)
ZIRF counselling 2021 – virtual return and reintegration counselling – Germany – for refund			(115 477)
Regional dialogue to address human mobility and climate change adaptation in the eastern Caribbean – for refund			(123 259)
Information portal on voluntary return and reintegration – 2021 – for refund			(182 088)
State admission programme in Schleswig-Holstein for vulnerable refugees from Egypt to Germany – 2021-22 – for refund			(212 101)
Supporting development in Ethiopia by enhancing immigration and border management capacity – for refund			(306 153)
Enhancing migrant community stabilization and cohesion in Algeria, Egypt and Morocco and countries of return (year 2) – for refund			(572 971)
Niger: community cohesion initiative – for refund			(779 936)
Support for a family assistance programme facilitating family reunification for refugees and persons eligible for subsidiary protection in Germany – for refund			(1 484 112)
Enhanced reintegration assistance for voluntary returnees from Germany: StarthilfePlus 2020 – for refund			(2 776 244)
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany – government-assisted repatriation programme, 2021 – net of “for refund”			(4 937 806)
Total: Germany – Earmarked			271 608 004
GREECE			
HELIOS – Hellenic integration support for beneficiaries of international protection			14 818 425
Implementation of assisted voluntary returns including reintegration measures and operation of the open centre in the prefecture of Attica for voluntary return applicants – Greece			9 874 719
Establishment of emergency accommodation facilities for unaccompanied migrant children			2 913 479
Operation of six shelters for unaccompanied migrant children in Greece			2 178 877
IOM shelters: Supporting and protecting unaccompanied migrant children in Greece			1 786 962
Enhancing the social integration of third-country nationals and their awareness, through capacity-building, in order to be included in the national crisis and risk management mechanism			432 089
Total:Greece – Earmarked			32 004 551
GUATEMALA			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 500
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America, Mexico and the Dominican Republic			1 062
Total: Guatemala – Earmarked			6 562
GUYANA			
Integrated approach towards malaria elimination in foci 1a, 1b and 1c in Guyana			133 658
Addressing the socioeconomic impact of the COVID-19 pandemic through the provision of food kits to migrants from the Bolivarian Republic of Venezuela in region 3			3 068
Total: Guyana – Earmarked			136 726
HONDURAS			
Strengthening care capacity for returned children and adolescents at the childhood and family migrant care centre in Belén in Honduras – phase V – for refund			(12 772)
Total: Honduras – Earmarked			(12 772)
HUNGARY			
Hungarian assisted voluntary return, reintegration and information programme			79 497
Information and awareness-raising campaign in Hungary against human trafficking			52 729
Comprehensive return and reintegration programme for victims of trafficking			48 703
Total: Hungary – Earmarked			180 929
ICELAND			
Assisted voluntary return and reintegration support to migrants in Iceland			485 348
Total:Iceland – Earmarked			485 348
IRELAND			
Unearmarked income		1 116 071	
Assistance for the transfer of Ukrainians to long-term accommodation in Ireland			2 553 346
Supporting the registration of Ukrainian nationals entering Ireland			1 388 788

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
IRELAND (continued)			
Providing refugee resettlement assistance to the government of Ireland in 2022–2023			954 852
Global diaspora summit: accelerating sustainable development through empowered diasporas, assisting States to realize objective 19 of the global compact – Dublin-based component			946 583
Multisectoral emergency response to internally displaced persons and host communities in northern Mozambique – phase II			617 284
Assisted return and reintegration programme (VARRP) 2022			576 828
IOM cultural mediation support to the international protection office			482 207
Assisted return and reintegration programme for migrants in situations of vulnerability (I-VARRP)			472 090
Emergency shelter/non-food item and camp coordination and camp management response to needs following cyclone Gombé in Nampula and Zambezia provinces in Mozambique			334 821
Prevention of and raising awareness about gender-based violence against migrants and minority groups			291 199
In-kind contributions	189 246		
Displaced talent for Europe			55 804
Voluntary assisted return and reintegration programme for migrants in situations of vulnerability			42 944
Strengthening the capacity of national partners in Ireland and raising awareness of trafficking in persons			17 050
Local migration governance indicators in Dublin			10 953
–Funds received in 2022 – to be allocated			7 527
They are too quiet about migration: strengthening the capacity of the government of South Africa and civil society to respond to the needs of migrants with disabilities – for refund			(3 541)
Voluntary assisted return and reintegration programme for non-nationals of the European Economic Area – for refund			(129 131)
Total: Ireland – Unearmarked and Earmarked	189 246	1 116 071	8 619 604
ITALY			
Multisectoral support for vulnerable mobile populations in Libya			8 872 651
Assistance to vulnerable and exposed migrants in the Niger – phase II (AVENIR II)			6 563 417
Strengthening capacities for protection of Ukrainian refugees, third-country nationals and host communities in the Republic of Moldova			5 219 207
Emergency livelihood and cash assistance for vulnerable populations in Afghanistan			4 464 286
Humanitarian support to crisis-affected Afghan nationals in Pakistan, the Islamic Republic of Iran and Tajikistan			4 381 161
Strengthening inclusive health systems in Tunisia			3 166 628
Bangladesh: Reducing irregular migration and supporting returnees and displaced persons			3 071 662
Enhancing capacities to better manage movements at borders along the Central Mediterranean route			3 008 296
Reducing vulnerabilities leading to onward movement among vulnerable migrants in the east of the Sudan – phase II			2 710 843
CinemArena: the itinerant education and information programme raising awareness on socioeconomic opportunities and promoting empowerment in Africa, as alternatives to irregular migration			2 585 187
Supporting bilateral cooperation between Türkiye and Italy on cross-Mediterranean irregular migration flows			2 037 241
Nigeria: managing migration through development (MMDP) 2.0 in Edo state			2 008 314
SAAS: support action for asylum sections of immigration offices, border police offices and airports – Italy			1 968 073
Provision of critical support to Afghan refugees and migrants in Pakistan			1 865 672
SIRIO – initiative to support the regularization of migrants through police immigration offices in Italy			1 864 629
–Funds received in 2022 – to be allocated			1 791 359
CIVIT – strengthening the operational capacities of relevant Ivorian authorities for migration and border management			1 606 621
Improving border management and community resilience towards cross-border organized crime in the Niger, Mali and Burkina Faso with a focus on the Central Mediterranean route			1 506 537
Enhancing response mechanisms and assistance of vulnerable migrants in Tunisia			1 213 874
Strengthening economic empowerment of youth in two high departure areas (Kayes and Segou) in Mali			1 127 166
Providing direct assistance to smuggled migrants and victims of trafficking			1 014 199
I.S.IDE. – immediate support to identification and registration at border and immigration offices in Italy			1 006 954
IDEE Bridge			649 196
Providing information on the risks of irregular migration and promoting safe migration by strengthening community engagement in transit countries along the Central and Western Mediterranean routes			488 332
Draft the future! Towards a diaspora forum in Italy			446 429
ALT caporalato: Promoting regular and safe employment of migrant workers in Italy			418 399
Management support unit to the Italian-lead RDPP North Africa (AMIF AWP 2019-2020): work package 1 management and coordination of the action			288 972

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
ITALY (continued)			
Enhanced collective capacity to assist vulnerable migrants in Chad			272 418
Su.pr.eme. Italia: southern Italy against the labour exploitation and marginalization of migrants			251 620
Protection and assistance of Venezuelan migrants that are victims of trafficking			191 898
PASSIM 3: assistance and health monitoring at sea for rescued migrants – phase III			148 109
Measures for the protection and socioeconomic empowerment of Ukrainian women temporarily residing in Italy			138 122
Supporting Tunisia's migration management and humanitarian assistance efforts to address the needs of vulnerable groups through the migrant resource and response mechanisms – phase II – Tunisia			137 547
Junior professional officer			133 769
Direct assistance for returned migrants and victims of trafficking in the Niger			69 172
WE CARE – enhancing the provision of inclusive health-care services			63 208
G-START: governance, territory, reception and health for asylum-seekers and holders of international protection – Italy			34 685
Preventing sexual and gender-based violence in migrant communities and strengthening support to victims in cities in the European Union			5 825
CINEMARENA: the itinerant education and information programme to raise awareness on irregular migration risks and to promote positive alternatives in Africa – phase II – for refund			(1 430)
International training centre at the Egyptian police academy – Italy – for refund			(7 212)
Consolidation of a direct assistance service to vulnerable migrants along migratory routes in Egypt (CASE) – for refund			(7 690)
PASSIM 2: IOM support for the Italian programme for assistance and health monitoring at sea for rescued migrants – phase II – for refund			(39 434)
Initiatives for local development in Egypt through the support of Egyptians abroad – Egypt – for refund			(65 689)
Engaging the Albanian diaspora in the social and economic development of Albania – for refund			(164 435)
Total: Italy – Earmarked			66 505 788
JAPAN			
Humanitarian assistance in Ukraine and neighbouring countries			12 000 000
The project for strengthening capacity of border control for responding to infectious diseases in South-west Asia			8 354 418
Emergency grant aid for humanitarian assistance in Ukraine and neighbouring countries			8 000 000
Enhancing border management capacity for responding to infectious diseases in Pacific island countries			7 276 151
Provision of life-saving assistance for protection and resilience-building of disaster-affected communities and vulnerable people on the move			5 000 000
Project for upgrading shelter and improving living conditions for displaced persons from Myanmar and host communities in Cox's Bazar district			4 412 910
Emergency grant aid for the Philippines in response to typhoon disaster			4 200 000
Enhancing border management capacity			3 379 729
Strengthening community resilience and reducing violence in Cameroon for the humanitarian-development-peace nexus			2 499 925
Emergency grant aid for people in northern Ethiopia			2 000 000
Emergency response in Ethiopia: addressing the humanitarian needs of displaced populations and vulnerable returnees			2 000 000
Enhancing public health capacity for the safe resumption of international travel in Viet Nam			1 666 666
Emergency assistance for displaced and returnee Afghan migrants, and humanitarian data collection			1 600 000
Emergency grant aid in response to the flood disaster in Pakistan			1 500 000
Emergency response for populations affected by floods in Burundi			1 290 055
Multisectoral assistance for vulnerable persons in north-western Syrian Arab Republic			1 125 000
Humanitarian assistance and support to durable solutions for crisis-affected populations in Diffa region			1 050 000
Supporting the health-compliant border response in Cambodia to limit the spread of COVID-19 variants and meet the immediate needs of returning migrant workers from abroad due to COVID-19 pandemic			879 629
Enhancing primary and emergency health care to IDPs, migrants and conflict-affected host communities			750 000
Enhancing border community stabilization along the northern land borders of Ghana			742 574
Strengthening COVID-19 prevention and response for remote and hard-to-reach communities in the Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao and neighbouring regions			462 962
Reducing disaster risk and enhancing emergency preparedness in the COVID-19 context for Timor-Leste			462 962
Strengthening IOM's life-saving multisectoral assistance to crisis affected populations in the Islamic Republic of Iran			450 000
Improving the work environment of police for community policing in the commune of Kimbanseke			434 653
Refugee resettlement programme			286 912
MIDA experts placement – phase IV			240 594

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
JAPAN (continued)			
MIDA experts placement – phase III			214 542
Junior professional officer – Kenya			191 528
Seconded staff – Egypt			179 065
Junior professional officer – United States of America			171 822
Assisted voluntary return and reintegration programme			168 791
Junior professional officer			168 012
Junior professional officer – Mozambique			148 471
Junior professional officer – Cameroon			145 417
Junior professional officer – Egypt			142 680
Junior professional officer – Sudan			142 341
Junior professional officer – Rwanda			136 907
Junior professional officer – Greece			136 618
Return and reintegration assistance for trafficked victims in Japan			131 957
Junior professional officer – Philippines			116 674
Junior professional officer – Sri Lanka			114 440
Junior professional officer – Türkiye			86 433
Junior professional officer			71 774
Capacity-building for preparing and responding to the COVID-19 pandemic in the border provinces of Viet Nam			18 272
Bali process website support project			10 000
Recovery from the adverse impacts of COVID-19-related mobility restrictions in Madagascar – for refund			(13 577)
Enhancing community stability, livelihood provision and health assistance for vulnerable communities – for refund			(20 178)
Strengthening border management in northern Benin – Togo – for refund			(30 962)
Survey on border management in the Sahel region amid the COVID-19 pandemic – for refund			(129 889)
Total: Japan – Earmarked			74 366 278
KAZAKHSTAN			
Strengthening international/regional policies and initiatives on migration in Kazakhstan			50 000
–Funds received in 2022 – to be allocated			50 000
Total: Kazakhstan – Earmarked			100 000
LATVIA			
Continuation of voluntary return and reintegration assistance in Latvia: 2019–2022			106 589
Total: Latvia – Earmarked			106 589
LESOTHO			
Preventing loss to follow-up and sustaining HIV and tuberculosis treatment among migrant populations in Lesotho			560 835
Total: Lesotho – Earmarked			560 835
LITHUANIA			
Migration information centre “I choose Lithuania” 2022 – net of “for refund”			373 559
Assisted voluntary return and reintegration for third-country nationals in Lithuania			193 659
Migration information centre: “I choose Lithuania” 2023			93 710
Ensuring GIFMM coordination for the response to migrants and refugees from Bolivarian Republic of Venezuela in Colombia			57 339
European migration network: national contact point for Lithuania (2021–2022)			44 791
Resettlement programme from Ethiopia with the government of the Republic of Lithuania 2021 – net of “for refund”			(26 487)
Total: Lithuania – Earmarked			736 571
LUXEMBOURG			
Promotion of migrant women’s social inclusion in public policies in Central America and the Dominican Republic: prevention of gender-based violence			314 128
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg 2022–2024			379 620
Assisted voluntary return for European Union stranded migrants in Luxembourg			49 219
Family assessment of unaccompanied minor children in Luxembourg			24 614
Assisted voluntary return for European Union stranded migrants in Luxembourg			9 886
Family assessment of unaccompanied minor children in Luxembourg			1 298

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
LUXEMBOURG (continued)			
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – for refund			(17 474)
Total: Luxembourg – Earmarked			761 291
MALTA			
Assisted voluntary return and reintegration in the country of origin – RESTART VI – Malta			175 475
Total: Malta – Earmarked			175 475
MARSHALL ISLANDS			
Community disaster risk management and emergency communications training			425 000
Community engagement for the Marshall Islands national adaptation plan			180 000
Total: Marshall Islands – Earmarked			605 000
MEXICO			
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America, Mexico and the Dominican Republic			1 100
Total: Mexico – Earmarked			1 100
MOZAMBIQUE			
Optimizing approaches to detect and address occupational health illnesses among Mozambican migrant workers – addition of two occupational health centres in Gaza province			1 638 426
Tackling the occupational health challenges faced by migrant Mozambican mine workers: optimizing approaches to addressing tuberculosis and HIV in Mozambique and South Africa			1 053 543
Total: Mozambique – Earmarked			2 691 969
NETHERLANDS			
Unearmarked income		2 107 482	
Cooperation on migration and partnerships to achieve sustainable solutions (COMPASS)			21 745 326
Bor flood risk management project			5 437 713
Return and emigration assistance from the Netherlands (REAN) 2022–2024			5 121 864
Providing refugee resettlement assistance to the government of the Netherlands – 2022			4 579 426
AVRR – Netherlands 2022–2024 return			4 342 354
SRHR – HIV knows no borders – South Africa – phase II			3 042 596
Restoring the environment and strengthening resilience of Rohingya refugees and host communities in Cox's Bazar			2 692 497
AVRR – Netherlands 2022–2024 Reintegration			2 294 161
Durable solutions through sustainable return and reintegration in Iraq			2 000 000
Providing assistance to the government of the Netherlands with the transfer of Afghan nationals in 2022			1 498 071
Connecting diaspora for development (CD4D 2) through knowledge transfer and entrepreneurship			1 306 801
Nigerian immigration service – training strategy implementation – phase II			1 271 339
Enhancing community stabilization in wider Lake Chad basin			996 979
Supporting stability in Iraq through the Yazidi female survivors law			964 069
Promoting stability, self-reliance and resilience of conflict-affected and mobile populations in Abyei			860 080
Strengthening government and civil society capacity to prevent violent extremism in Iraq			704 472
Rehabilitation of the Hawija industrial area to support economic recovery and enhanced access to basic services in Iraq			640 777
Strengthening protection and assistance for vulnerable and stranded migrants in and transiting through North Africa			546 528
Migrants as messengers – phase II – Senegal			355 599
DNA sample collection support to Dutch immigration and naturalisation service for family reunification			244 695
Junior professional officer – Niger			139 019
Local initiatives to tackle and prevent human trafficking and gender-based violence in the state of Falcón			104 020
Junior professional officer			99 488
Junior professional officer – Ethiopia			96 817
Initiative to strengthen identification process of victims of trafficking in persons in Istanbul			89 892
Supporting Türkiye's capacity to develop evidence-based policies in migration management			28 786
–Funds received in 2022 – to be allocated			28 714
Junior professional officer			25 865
Awareness-raising and information for safety and empowerment (ARISE) campaign in Tunisia			19 101
SAMEN: strengthened assistance for migrant empowerment in the Netherlands			6 544

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
NETHERLANDS (continued)			
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary) – Sri Lanka – for refund			(1 358)
Supporting Western Balkan governments in preventing and responding to violent extremism and providing reintegration assistance to returnees from conflict zones – for refund			(297 369)
SRHR–HIV knows no borders – South Africa – net of “for refund”			(535 897)
Assisted voluntary return and reintegration from the Netherlands – phase II: 2018–2020 – for refund			(630 286)
Providing refugee resettlement assistance to the government of the Netherlands (2021) – for refund			(1 899 666)
Total: Netherlands – Unearmarked and earmarked		2 107 482	57 919 017
NEW ZEALAND			
Provision of resettlement assistance for the New Zealand refugee quota programme			2 811 483
Provision of offshore pre-migration health activities for the New Zealand refugee quota programme			1 267 640
Labour standards on fishing vessels			861 584
–Funds received in 2022 – to be allocated			12 672
Total: New Zealand – Earmarked			4 953 379
NICARAGUA			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 500
Total: Nicaragua – Earmarked			5 500
NIGER			
Project to support economic development in the Kawar region – Niger			2 149 471
Total: Niger – Earmarked			2 149 471
NORWAY			
Unearmarked income		3 355 705	
IOM flash appeal for Ukraine and neighbouring countries 2022 – Norway			14 608 270
Providing refugee resettlement assistance to the government of Norway in 2022			2 500 000
Addressing mixed migration flows in the Western Balkans			1 853 456
Comprehensive action plan for Afghanistan and neighbouring countries			1 713 698
Voluntary assisted return programme			1 616 533
Humanitarian and protection assistance to vulnerable migrants in Yemen and the Horn of Africa			1 583 615
Community stabilization for conflict-affected communities in northern Mozambique			1 473 237
Cultural orientation programme – information for and about quota refugees in Norway			1 379 709
Improving the protection of vulnerable migrants in Ethiopia through tailored direct assistance and referrals			1 016 141
Protection of vulnerable migrants with special emphasis on empowering women in the context of migration in Central Asia			1 013 171
Durable solutions – Wau town project			1 001 997
Enhancing migrants’ rights and good governance in Armenia and Georgia (EMERGE)			721 817
Providing refugee resettlement assistance to the government of Norway (2021)			720 908
–Funds received in 2022 – to be allocated			541 150
Combating modern slavery in mining sites in North Kivu and South Kivu provinces			499 002
Supporting the government of Morocco in ensuring assisted voluntary return and reintegration for migrants in situations of vulnerability			402 084
Cross-border assistance for Afghan returnees			307 370
Generating renewable and innovative designs for displacement (GRID)			300 601
Project 6 of enhancing human and operational capacities of Somalia’s immigration authorities			296 645
Building inclusive and peaceful communities in the Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao through advancing women’s socioeconomic participation			108 153
Providing refugee resettlement assistance to the government of Norway in 2022			92 825
Awareness-raising on trafficking and protection risks for staff and Ukrainian refugees at reception centres			71 721
Voluntary assisted return programme – net of “for refund”			69 387
Junior professional officer – Bangladesh			57 887
Providing selection mission support to the Government of Norway in 2021 – for refund			(9 895)
Morocco: voluntary return and reintegration for migrants in situations of vulnerability – contribution of Norway – for refund			(14 103)
Total: Norway – Unearmarked and earmarked		3 355 705	33 925 379

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PAKISTAN			
Funds received in 2022 – to be allocated			3 781
Total: Pakistan – Earmarked			3 781
PANAMA			
Executive secretariat of the regional conference on migration			5 510
Reserve fund of the regional conference on migration for the assisted voluntary return of regional migrants in situations of vulnerability in Central America, Mexico and the Dominican Republic			1 072
Total: Panama – Earmarked			6 582
PERU			
Promoting and undertaking technical cooperation actions among developing countries			53 431
Total: Peru – Earmarked			53 431
PHILIPPINES			
Unearmarked income		10 000	
Total: Philippines – Unearmarked		10 000	
POLAND			
Voluntary return and reintegration assistance – Poland			172 130
ACTIVATOR WLKP: supporting migrant integration in Wielkopolska province			160 990
–Funds received in 2022 – to be allocated			115 801
Cooperation and competence as a key to efficiently combating trafficking in human beings: follow-up project			107 216
Supporting the integration of returning migrants – continuation and complementation			83 371
Total: Poland – Earmarked			639 508
PORTUGAL			
Unearmarked income		269 526	
Providing refugee resettlement assistance to the government of Portugal – 2020–2022			1 097 759
Assisted voluntary return and reintegration – ARVoRE VIII			68 234
Promoting well-managed labour migration to Portugal			11 368
Upholding human rights standards at the UHSA reception centre for irregular migrants – Portugal – for refund			(10 764)
Total: Portugal – Unearmarked and earmarked		269 526	1 166 597
REPUBLIC OF KOREA			
Unearmarked income		1 000 000	
Community stabilization through durable return solutions, governance and livelihood development in the Lake Chad region			2 400 000
Promoting cohesion in conflict-affected communities in Ukraine supported with inclusive housing solutions			2 000 000
Improving the governance, protection and economic resilience of communities located at the border between Haiti and the Dominican Republic			1 423 457
Protection of vulnerable conflict-affected communities in Ukraine and provision of financial assistance to address essential needs			1 000 000
Assistance for conflict-affected people in Romania			1 000 000
Conflict-affected populations fleeing Ukraine to Poland have increased access to multisectoral humanitarian assistance			1 000 000
Voluntary contribution to support IOM's humanitarian activities supporting internally displaced persons living in informal sites			1 000 000
Protection of vulnerable conflict-affected communities in Ukraine and provision of urgent mental health and psychosocial support			1 000 000
Driving rehabilitation in Marawi through support for internally displaced persons, community development and peaceful transitional action			900 000
Strengthening national and community resilience to disaster and displacement risks in Fiji			860 000
United Nations joint programme to strengthen inclusive social cohesion and economic resilience in the Abyei administrative area			791 029
Strengthening resilience against disaster- and climate change-related fragility in Solomon Islands			772 762
Local economic recovery in conflict-affected areas in Iraq			750 000
Community-based detection and management of active cases of tuberculosis in Timor-Leste			693 069
Revitalization of the Kahriz water supply system to enhance rural development for internally displaced communities in Azerbaijan			567 000
Enhancing health and border management in Kyrgyzstan to respond to COVID-19 and other communicable diseases			500 000
Life-saving assistance for people fleeing the war in Ukraine			500 000

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
REPUBLIC OF KOREA (continued)			
Supporting access to housing and basic services for people fleeing the conflict in Ukraine			500 000
Enhancing protection of vulnerable host communities in Cox's Bazar			500 000
Community-led solution for inclusive socioeconomic resilience towards sustainable peace in conflict-affected areas in Ethiopia			425 000
Strengthening local governance for sustaining peace in two PDET subregions in Colombia			393 621
Emergency response to Abra earthquake – supporting access to shelter and hygiene			200 000
A comprehensive counter-trafficking programme to address human trafficking in Bangladesh			145 000
Capacity-building on humane and gender-inclusive immigration and border management in ASEAN member states			134 641
Junior professional officer			110 531
–Funds received in 2022 – to be allocated			100 000
Junior professional officer			92 403
Refugee resettlement to the Republic of Korea			74 000
Readiness and operational capacity-building support for the Republic of Korea national emergency response workforce			36 423
Total: Republic of Korea – Unearmarked and earmarked		1 000 000	19 868 936
ROMANIA			
–Funds received in 2022 – to be allocated			274 332
Assisted voluntary return and reintegration programme in Romania 2022–2023			186 606
INTERACT Plus: active participation and integration of migrants in Romania			171 858
Resettlement programme with the government of Romania from Jordan, Lebanon and Türkiye in 2021-2022 (STARRT IV) – phase II			125 699
Assisted voluntary return and reintegration programme in Romania 2020–2022			76 512
Resettlement programme with the government of Romania from Jordan, Lebanon and Türkiye in 2021 and 2022 (STARRT IV) – phase I			72 830
Assisted voluntary return and reintegration programme in Romania 2020–2021 – for refund			(413)
Total: Romania – Earmarked			907 424
SERBIA			
Support to the Serbian commissariat for refugees and migration to manage mixed migration flows at the national and local levels			74 000
Total: Serbia – Earmarked			74 000
SLOVAKIA			
Migration information centre to support integration of migrants in Slovakia – phase X			571 535
Supporting the ministry of migration and asylum in providing a holistic health-care response at five reception and accommodation centres on the Greek islands			561 798
IOM migration information centre – supporting the labour mobility and integration of migrants under the recovery and resilience plan of Slovakia			480 962
Voluntary return and reintegration in country of origin			255 777
Providing life-saving humanitarian assistance in collective centres in Zakarpattia oblast in Ukraine			114 823
European migration network: national contact point in Slovakia 2021–2022			79 642
Rent contribution			10 407
We are at home here – phase II – for refund			(10 293)
Total: Slovakia – Earmarked			2 064 651
SLOVENIA			
Fund received in 2022 – to be allocated			48 685
Voluntary return from Slovenia and reintegration programmes in countries of origin			1 473
Total: Slovenia – Earmarked			50 158
SOMALIA			
Delivery of emergency drought impacts recovery response for the Somali urban resilience project – phase II (SURP-II) in Mogadishu, Garowe and Baidoa municipalities			6 000 000
Total: Somalia – Earmarked			6 000 000
SPAIN			
Regional humanitarian response to Venezuelan migrants, refugees and vulnerable populations – phase III			2 834 485
Assisted voluntary return and reintegration project			2 025 586
Support for the implementation of the resettlement programme of refugees in Spain during 2023			1 918 977
Supporting integrated border management in Latin America (EUROFRONT)			842 734

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SPAIN (continued)			
Assistance to vulnerable migrants stranded on the Central Mediterranean route (AVUMED II)			695 375
Supporting cross-regional collaboration on evidence-based migration governance			695 375
Emergency response to conflict-affected populations in northern Mozambique			545 093
Funds received in 2022 – to be allocated			499 296
Morocco: voluntary return and reintegration for migrants in situations of vulnerability – contribution of Spain 2023			373 134
MICCA: Support to the Spanish authorities in the implementation of circular migration programmes (Honduras–Spain)			319 829
Assistance and protection to vulnerable migrants in Bosnia and Herzegovina			309 169
Concrete actions for the territorialization of the national migration policy at the regional level			296 927
MATRIZ II: strengthening the value of migrant associations in Spain			266 525
GEFMES III – Support to the Spanish authorities in the management of migration flows to Spain			159 915
Migrating glances II: ethical communication on migration in the media			159 915
NEX-O-DS: Achieving the migration dimensions of the sustainable development goals in Spain			158 061
Project CEV III: Promotion of ethical recruitment and evaluation of housing conditions for migrant workers in Spain			106 610
Contribution from Spain for the operation of the IOM country office in Spain			54 166
Assisted voluntary return with reintegration for vulnerable migrants – Spain – for refund			(61)
Productive assisted voluntary return programme to Africa and Latin America – Spain – for refund			(64)
Certification and training: construction sector – phase II – Spain – for refund			(692)
Total: Spain – Earmarked			12 260 355
SWEDEN			
Unearmarked income		7 915 306	
Providing support to the government of Sweden for the resettlement and family reunification of beneficiaries of international protection with their family members (2022–2023)			5 253 803
Providing refugee resettlement support to the Government of Sweden (2021)			4 525 267
Promoting durable solutions to displacement-affected populations in Tanganyika province			2 867 197
Labour, employment and mobility actions of the AU–ILO–IOM joint programme on labour migration governance for development and integration in Africa (JLMP lead project)			1 869 203
Strengthening women's resilience as peace actors in Nord and Sahel 2022–2025			1 683 085
Collaboration in supporting the accelerated implementation of free movement of persons in Africa			1 552 042
Regional migration and development programme contributing toward the Sida 2021-2025 Regional Latin America and the Caribbean strategy			1 470 728
ASIA: enhancing corporate responsibility in eliminating slavery and trafficking (CREST) in Asia – Viet Nam			1 358 786
Payment of reintegration cash support to voluntary returnees from Sweden – 2022			1 223 362
Prevention of trafficking in persons and other protection risks of vulnerable conflict-affected men, women, boys and girls in Ukraine			989 413
From policy to practice: operationalizing a rights-based approach to return and reintegration			989 407
Strengthening resilience of disaster affected communities through durable solutions in Oromia and Somali regions of Ethiopia			948 850
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and foreign citizens in prostitution in Sweden – phase VII (AVRRTIPP VII)			431 623
Fund for strengthening the comprehensive system of truth, justice, reparation and non-repetition (SIVJNRN) – Colombia			317 662
Seconded staff			260 494
Implementation of gender-based violence prevention plans and autonomy promotion for former FARC women combatants in their return to civilian life in Colombia – phase II			188 643
Junior professional officer – Chad			179 069
Junior professional officer – Kosovo*			112 194
Development and institutionalization of the joint intersectoral analysis framework (JIAF) 2020–2021			107 910
Junior professional officer – Panama			57 726
Preventing sexual and gender-based violence in migrant communities and strengthening support to victims in cities in the European Union			29 421
Leaving no one behind: helping countries to report on SDG indicators by migratory status – phase II			23 443
Swedish medical programme for Bosnia and Herzegovina and Kosovo* – phase V – Bosnia and Herzegovina – for refund			(34 948)
Expanding the protection and promotion of mental health and psychosocial support for the communities affected by the refugee emergency in Cox's Bazar in Bangladesh – for refund			(37 041)
Total: Sweden – Unearmarked and earmarked		7 915 306	26 367 339

* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

C/114/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SWITZERLAND			
Unearmarked income		1 006 036	
Funds received in 2022 – to be allocated			3 085 918
Strengthening the humanitarian response to crisis-affected populations in countries affected by the Ukraine crisis			3 058 104
Labour migration programme – Central Asia			1 933 681
Joint IOM–UNDP global programme on making migration work for sustainable development – phase III			1 850 536
IOM Switzerland (Bern): coordinating office for migration activities on behalf of the main donor, the Swiss state secretariat for migration (SEM)			1 504 916
Governance of labour migration in south and south-east Asia (GOALS)			1 495 455
Resettlement programme with the government of Switzerland from Lebanon, Egypt and Türkiye in 2022–2023 – phase VII			1 198 618
Strengthening resilience of disaster affected communities through durable solutions in Oromia and Somali regions of Ethiopia			1 155 779
Voluntary humanitarian return for third-country nationals fleeing Ukraine to neighbouring countries			1 075 720
Reducing vulnerabilities of refugees and third-country nationals in the Republic of Moldova			944 386
Poverty reduction through safe migration, skills development and enhanced job placement in Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar and Thailand (PROMISE) – phase II			937 841
Promoting durable solutions to support conflict-affected persons to overcome displacement-related needs in Kirkuk			842 105
Strengthening capacities and partnerships for migration management in Serbia			822 467
Reintegration assistance from Switzerland			754 528
Undocumented Afghan returnees			624 363
Understanding and managing internal migration in Mongolia			545 980
Provision of integrated services to promote social cohesion through the Adana migrant coordination and harmonization centre			539 957
Myanmar: IOM community resilience project in Rakhine state			532 925
Development of the international recruitment integrity system (IRIS) – phase II			500 278
Swiss REPAT – IOM movements programme			445 991
Development of the international recruitment integrity system (IRIS) – phase III			426 641
Promoting rights-based solutions for vulnerable migrants through a migrant resource and response mechanism (MRRM) in Tripoli, Libya (phase II)			401 786
Enhancing land border management information systems in Nigeria – Seme border			345 944
Facilitating durable solutions for and recovery of displacement-affected communities in the Somali region			333 333
Supporting the self-employment of 200 vulnerable youth in Conakry, Dubréka and Coyah in Guinea			329 747
Prevention and response to trafficking in people and mental health and psychosocial concerns in north-eastern Nigeria – phase II			300 000
Monitoring and assessing population movements in Türkiye through the migrant presence monitoring programme – phase III			281 407
SwissREPAT – IOM movements: voluntary return from Switzerland			235 978
Nigeria: Promoting resilience and sustainable livelihoods for returned migrants and unemployed youth through community-based reintegration			230 000
Global migration data portal – phase V – timely and responsive data for stronger migration policy			229 000
Connecting and engaging migrants through the MigApp mobile platform – phase II			227 332
Essentials of migration management (EMM2.0): translation into French and pilot regional training in West Africa			202 497
Voluntary return and reintegration for migrants in in situations of vulnerability – contribution of Switzerland 2			197 500
Missing migrants project: data, research and capacity-building on migrant deaths and disappearances worldwide			190 501
Strengthening and promoting consular support for stranded migrants in Libya			180 000
Global migration data portal: improving knowledge management of regional migration data, trends and analysis – phase IV			178 636
Assisted voluntary return and reintegration capacity-building for the government of the Gambia			162 282
Strengthening the cross-border cooperation and border management capacities of North Macedonia			140 919
Swiss repat-IOM-movements (SIM)			140 664
Provision of protection services and assisted voluntary return and reintegration for vulnerable and stranded migrants in Algeria			138 607
Emergency structural assessment in areas affected by the earthquake in August 2021			134 424
Seconded staff			118 000
Technical assistance to the government of Tunisia to enhance migration management through equipment and infrastructure support: phase 2			117 815
Durable solutions for internally displaced persons in Ethiopia			108 108
Strengthening the capacity of the government of Bosnia and Herzegovina to provide protection-sensitive services within the migration response in Lipa, Una Sana Canton			107 854
Assisted voluntary return and reintegration from the Canary Islands			104 167

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SWITZERLAND (continued)			
Assisted voluntary return and reintegration assistance for victims of trafficking and cabaret dancers who have been exploited in Switzerland			100 000
Africa migration report 2023			95 000
Facilitating sustainable reintegration of voluntary returnees through business support in Nigeria (2021–2023) – phase IV			93 771
Fostering social cohesion and inclusion of migrants in the Sudan through the promotion of mutual respect			87 693
Supporting the training and professional integration of vulnerable youth and migrants in Guinea			66 738
Seconded staff – Austria – net of “for refund”			62 592
Contributing to the establishment of a common shelter/non-food item pipeline to respond to the needs of internally displaced persons in northern Mozambique			60 667
Developing an action plan for the implementation of Nigeria's national policy on internally displaced persons			48 000
Financial assistance from the Swiss state secretariat for migration to contribute to the migration response in Bosnia and Herzegovina			30 662
Supporting the operationalization of temporary reception centres in Lipa			30 151
COVID-19 response: protection assistance for undocumented Afghan returnees from the Islamic Republic of Iran			27 203
Return and reintegration assistance programme for migrants under the foreigner law in the canton of Vaud – phase XIV			26 652
Swiss return information fund			20 000
Enhancing sea border data systems in southern Nigeria			18 797
Essentials of migration management programme (EMM2.0): development of e-learning modules			16 600
Essentials of migration management programme (EMM2.0): building the capacity of government officials in Ethiopia and Somalia to manage migration			14 433
Logistical support to the Swiss election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Lebanon – 2022			13 499
Nigeria: preventing trafficking in persons through a travelling awareness-raising exposition – phase II			12 575
Strengthening civil society organizations for the prevention and identification of human trafficking cases at community level			10 000
Technical assistance to the government of Tunisia to enhance migration management through equipment and infrastructure support – net of “for refund”			8 854
Inception phase of facilitating safe and skilled migration in the Russian Federation–Central Asia corridor			7 500
COVID-19 response: providing immediate assistance to migrants in situations of vulnerability in Algeria			5 974
Assessing the intersection of food and agricultural supply chains, labour migration and ethical recruitment in West and Central Africa: a preliminary study – net of “for refund”			5 612
State Secretariat for Migration – reimbursable movements to Switzerland			4 785
Development of a care strategy with an emphasis on empathic communication and the non-violent communication methodology			2 028
Strengthening reception assistance for migrants in situations of vulnerability in Abidjan – for refund			(255)
Logistical support to the Swiss election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Ghana in 2020 – for refund			(3 723)
Providing immediate socioeconomic relief to migrants in situations of vulnerability impacted by COVID-19 in the northern states of Nigeria – for refund			(4 092)
Seconded staff – for refund			(49 886)
Facilitating improved and sustainable operation of community-run safe houses for vulnerable migrants in the Sudan – for refund			(62 742)
Return counselling and assistance for voluntary return from Swiss federal asylum centres – for refund			(137 583)
Resettlement programme from Lebanon, Egypt and Türkiye with the government of Switzerland 2021–2022 – phase VI – for refund			(355 282)
Total: Switzerland – Unearmarked and earmarked		1 006 036	29 668 913
TIMOR-LESTE			
Strengthening Timor-Leste's border and law enforcement capacities to address trafficking in persons			300 000
Total: Timor-Leste - Earmarked			300 000
TÜRKİYE			
EU support to the fight against trafficking in human beings in Türkiye			1 795 288
Improving customs enforcement capacity – Türkiye			301 317
Supporting the efforts of Türkiye to manage migration – for refund			(749 878)
Regional cooperation on border management with Greece and Bulgaria – phase II – Türkiye – net of “for refund”			(930 461)
Total: Türkiye – Earmarked			416 266

C/114/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED KINGDOM			
Unearmarked income		4 618 938	
IOM appeal – Ukraine and neighbouring countries			11 412 936
Emergency assistance for Afghan returnees, displaced and otherwise vulnerable populations and humanitarian response strengthening – phase II			9 033 949
Life-saving and transitional support to refugees and host communities in Cox’s Bazar district, Bangladesh			8 200 329
Emergency assistance for Afghan returnee, displaced and otherwise vulnerable populations and humanitarian response strengthening			7 953 369
Emergency drought response through provision of integrated water, sanitation and hygiene (WASH) promotion services			7 771 449
United Kingdom resettlement scheme (UKRS) and mandate resettlement scheme (MRS)			6 005 777
Humanitarian assistance to conflict-affected households in Greater Upper Nile, South Sudan			5 369 773
Provision of emergency shelter, NFI, and WASH support to flood-affected populations in Pakistan			4 202 080
Supporting stabilization through sustainable, safe and dignified return and reintegration in Iraq			3 606 965
Life-saving and transitional support to refugees and host communities in the Cox’s Bazar district, Bangladesh			3 396 739
Supporting the government of Somalia in improving the national programme for the treatment and handling of disengaged combatants			2 241 991
Life-saving support for drought affected communities in Belet Weyne, Somalia			1 865 672
Institution- and community-strengthening for peacebuilding and stabilization in Colombia			1 685 021
Scale up of the Cabo Delgado emergency response, including to respond to needs of arrivals from Palma			1 657 486
Afghan citizens resettlement scheme pathway 3 (ACRS P3)			1 642 205
Moving towards sustainable approaches in the prevention of violent extremism in the Western Balkans – phase V			1 368 370
Humanitarian assistance for conflict-affected households in the Greater Upper Nile region in South Sudan			1 367 989
Multisectoral support to return and reintegration of migrants in Iraq			1 358 696
Enhancing conditions for durable solutions for internally displaced persons and returning refugees in Somalia			1 301 648
Labour mobility and regional integration for safe, orderly and humane labour migration in East and the Horn of Africa: better regional migration management phase II			1 190 633
Afghan citizens resettlement scheme pathway 2 (ACRS P2)			1 151 717
Reintegration and shelter support for returnees, internally displaced persons and host communities in Burundi			1 103 318
United Kingdom resettlement scheme and mandate resettlement scheme			1 054 544
Improving regional migration management			1 028 588
Enhancing cross-border cooperation on border management and counter-trafficking between the Niger and Nigeria – Niger			1 008 661
Funds received in 2022 – to be allocated			782 229
Humanitarian response in Cabo Delgado, Mozambique (phase III)			719 400
Tackling modern slavery in Viet Nam			577 367
Promoting durable shelter and livelihood solutions for returned IDPs in Adamawa State, north-eastern Nigeria			392 670
Reintegration support for the facilitated return scheme			379 320
Supporting vulnerable individuals to access the European Union settlement scheme			330 581
Enhancing cooperation to combat gender-based violence across the Nistru river area			318 057
Tackling modern slavery in Viet Nam: enhancing behaviour change communication and assistance services			309 237
Public-private partnerships: facilitating legal pathways for the international labour force in Türkiye			271 757
Support for the resettlement of Afghan national staff (and their families) who worked for the government of the United Kingdom in Afghanistan			264 856
IOM immigration advice capacity support to local authorities in Scotland			180 894
Supporting safe and orderly migration from Kyrgyzstan and Tajikistan to the United Kingdom			170 249
Assessing stigma for prevention, improved response and evidence base (ASPIRE) – United Kingdom – net of “for refund”			140 695
Building societal connections to support reconciliation and social cohesion in Kosovo*			140 349
Increased engagement on the global compact for safe, orderly and regular migration in the United Kingdom – net of “for refund”			76 357
Advancing knowledge and understanding of migration, climate change and environment, and relevant policy processes in Ukraine			72 289
Strengthening resilience against climate-related security risks in conflict-prone communities in Mindanao, Philippines			72 061
Engage, connect, empower: building resilience through integrated action by dynamic youth and local government for the environment (BRIDGE)			71 475
Reception assistance in Zimbabwe for UK returnees – net of “for refund”			70 771
Strengthening humanitarian assistance to vulnerable migrants repatriated to Haiti			66 934

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED KINGDOM (continued)			
Reception assistance in Zimbabwe for returnees from the United Kingdom (August 2022–October 2022)			61 205
Understanding migration dynamics in Nigeria: a study of migration routes in north-west Nigeria			53 548
Assessing the vulnerabilities of migrant domestic workers in Bahrain			44 978
Case support for resettled refugees applying for indefinite leave to remain through referrals from local authorities in the south-west of England			41 069
Community stabilization index (COSI) in Middle Shabelle			40 000
Support for language learning to build societal connections			35 314
United Kingdom nationals support fund			34 531
Assessing internal migration in the mining sector in the north of the Niger funded under the migration for development programme of the United Kingdom Foreign, commonwealth and development office – net of “for refund”			28 646
In-kind contributions	26 575		
Capacity-building in human rights to strengthen the resilience of marginalized communities in Costa Rica			20 000
Reducing vulnerability to modern slavery in key border towns in Nicaragua			20 000
Development of a framework to support victims of modern slavery/human trafficking – China – for refund			(1 517)
FairWork – net of “for refund”			(7 930)
Post-arrival reception and reintegration assistance – for refund			(53 872)
Strengthening the rehabilitation and reintegration of male and female low-risk former NSAG associates through nationally-owned processes – for refund			(79 104)
Multi-year programme for natural disaster preparedness, response and recovery in Pakistan 2015–2019 – for refund			(195 973)
IOM response to COVID-19 in Southern Africa – for refund			(272 225)
Total: United Kingdom – Unearmarked and earmarked	26 575	4 618 938	93 156 123
UNITED STATES OF AMERICA			
Unearmarked income		6 000 000	
United States Refugee Admission Program			217 233 133
Regional refugee and migrant response plan (RMRP) for the Bolivarian Republic of Venezuela situation 2022			62 310 000
IOM flash appeal for Ukraine and neighbouring countries			36 700 000
Regional refugee and migrant response plan for refugees and migrants from the Bolivarian Republic of Venezuela in Colombia			30 600 000
Community revitalization programme – phase X			28 125 000
2022 joint response plan for the Rohingya humanitarian crisis			25 600 000
Support of IOM activities in Türkiye as outlined in the 2022 Syrian Arab Republic regional refugee and resilience plan (3RP)			19 450 000
Provision of life-saving multisectoral assistance to internally displaced persons and other conflict-affected communities in Yemen			17 193 760
Enhancing stakeholders' preparedness to address immediate humanitarian needs in case of rapid-onset emergencies, Ukraine	1 223 321		15 540 585
Regional migrant response plan in the Horn of Africa and Yemen (RMRP) 2022 dated February 2022			14 300 000
Strengthening the response for United States-bound Afghan evacuees in the As Sayliyah transit centre in Doha, Qatar			14 037 074
Supporting the return of displaced populations in the Ninawá plains and west Ninawá – Iraq			13 521 774
Strengthening the humanitarian response for vulnerable people on the move in Mexico			13 500 000
Improving protection and living conditions and reducing vulnerabilities of crisis-affected populations in North-East Nigeria			13 497 321
Direct life-saving and protection assistance for conflict-affected populations in eastern Democratic Republic of the Congo			12 204 836
Multisectoral assistance to populations affected by the Syrian Arab Republic crisis			12 155 911
Responding to typhoon Rai in eastern Visayas and Caraga region			12 000 000
Western hemisphere regional migration capacity-building programme			11 938 345
Multisectoral and integrated humanitarian and recovery support for South Sudan			11 902 948
Humanitarian assistance programme			11 502 424
Providing integrated humanitarian assistance to internally displaced populations in Iraq			11 455 964
Provision of humanitarian coordination and shelter and settlements assistance to crisis-affected populations in Ethiopia			11 071 946
Integrated responses on migration from Central America			9 813 042
Supply chain support for humanitarian partners providing assistance to populations affected by the crisis in northern Syrian Arab Republic			9 130 563
Provision of shelter, settlement and WASH assistance for populations affected by the crisis in northern Ethiopia			8 920 695
Emergency water, sanitation and hygiene response in Afghanistan (Daykundi, Badghis, Farah, Herat, Khost and Paktika) and humanitarian assistance programme across all 34 provinces in Afghanistan			7 888 384

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Community stabilization activity – Colombia			7 383 829
Rapid response fund for humanitarian emergencies in Sudan			7 070 711
Sustaining the expansion and management of overseas health assessments for US-bound refugees, non-immigrant visa applicants and other migrant populations – United States of America			6 854 488
Provision of integrated multisectoral assistance to vulnerable displaced populations in Somalia – net of “for refund”			6 589 114
Assistance to repatriated migrants in Haiti			6 338 877
Community resilience activity – Pakistan			6 317 633
United States Bureau of Population, Refugees, and Migration contribution to the refugee response plan in Pakistan			6 300 000
IOM support to the family reunification task force of the United States government in Guatemala, Honduras, El Salvador and other countries			6 004 991
Supporting humane and orderly logistics in Mexico during resumption of the migration protection protocols – net of “for refund”			5 770 496
Multisectoral assistance to populations affected by the crisis in the Syrian Arab Republic			5 632 110
Disaster resilience in the compact nations			5 570 255
Conflict victims project: institutional strengthening activity – Colombia – net of “for refund”			5 174 452
A rapid response fund (RRF) programme responding to emergency needs of disaster-affected populations in South Sudan			5 068 140
Assistance for informed, safe and dignified voluntary returns of vulnerable migrants in participating countries of the Americas (WHA regional AVR programme)			5 000 000
Providing technical and capacity-building support to the government of the Sudan and local communities on disaster risk reduction and emergency preparedness			4 943 509
Africa regional migration programme			4 724 543
Multisectoral emergency response for conflict-affected internally displaced populations and communities in Cabo Delgado in Mozambique			4 562 392
Protection and mental health and psychosocial support for United States-bound Afghan evacuees in Kosovo*			4 395 534
The “weaving lives and hope” activity			4 201 807
Countering transnational threats on Lake Victoria by enhancing border security capacities and coordination between authorities in Kenya, Uganda and the United Republic of Tanzania			4 042 969
Community recovery and stabilization project			3 904 494
Western hemisphere regional migration capacity-building programme			3 750 000
Morocco community resilience activity			3 671 761
Advancing the global health security agenda: building capacity for rapid responses to humanitarian and public health emergencies			3 632 089
Police professionalization and community policing in the Democratic Republic of the Congo – phase V			3 617 137
Colombia: building trust, relationships and community coexistence, and preventing rural violence with a human rights approach			3 600 001
Emergency assistance for vulnerable populations in Bolívar and Amazonas states in the Bolivarian Republic of Venezuela			3 173 264
Provision of critical humanitarian assistance to vulnerable people affected by the August 2021 earthquake in southern Haiti			2 977 625
Multisectoral humanitarian assistance for displaced and mobile populations in the Sudan			2 834 309
Strengthening disaster risk reduction and livelihood capacities in refugee-affected communities in Cox’s Bazar			2 654 385
IOM Ukraine winterization strategy			2 626 599
Supporting disengagement, disassociation, reintegration and reconciliation (DDRR) and peacebuilding in the Lake Chad Basin region and the Sahel			2 569 223
Global-led priorities to carry out principled, effective, and accountable responses for the benefit of crisis-affected populations – phase IV			2 563 991
Multisectoral and integrated life-saving humanitarian and development support to South Sudan			2 508 040
Monitoring and oversight of INL-P projects in Balochistan			2 498 506
Emergency assistance to displaced populations affected by conflict/natural disasters in camp, camp-like settings, and host communities in the Central African Republic			2 420 337
Assistance to repatriated migrants in Haiti			2 375 160
Multisectoral emergency response to conflict and climate shock-affected internally displaced populations and communities in northern Mozambique – phase II			2 333 463
Stabilization through education programme (STEP)			2 306 165
Ensuring access to emergency and essential health services for Afghan returnees, refugees, underserved migrant populations and host communities			2 267 500
Emergency assistance for persons in search of international protection and community strengthening in the Bolivarian Republic of Venezuela – phase XVI			2 250 000
Promoting the reduction of and an improved operational response to gender-based violence through camp management and site planning – —phase VII			2 250 000
Enhancing access to basic needs assistance, protection and transportation services for refugees in Jordan			2 250 000

* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Asia regional migration programme			2 241 975
Scholarships for educational opportunities programme – net of “for refund”			2 055 032
2022 Iraq crisis response plan: Displacement tracking matrix			2 000 000
Supply chain support to humanitarian partners providing assistance to populations in north-west Syrian Arab Republic			1 972 080
Multisectoral livelihood support for vulnerable communities in Zimbabwe			1 892 932
Migration resource centres in Guatemala			1 836 341
Supporting the reinforcement of institutions in the Democratic Republic of the Congo in the fight against illegal trafficking of mineral resources – phase II			1 833 000
Enhancing border management capacity at the Iraq–Syrian Arab Republic border – Iraq			1 741 454
Rapid response fund – South Sudan			1 642 652
Improving protection and living conditions and reducing vulnerabilities of crisis-affected populations in north-east Nigeria			1 629 417
Africa regional migration programme (ARMP)			1 625 000
Integrating environmental management into disaster risk reduction and disaster risk management for host communities in Cox’s Bazar			1 541 420
Supporting peace, security and stability in northern Iraq through the community policing approach			1 541 417
Direct life-saving and protection assistance for conflict-affected populations in eastern Democratic Republic of the Congo			1 507 017
Multisectoral humanitarian response at the Turkish borders			1 500 154
Enhancing access to basic needs, protection and transportation services for refugees in Jordan			1 500 000
Ensuring access to emergency and essential health services for Afghan returnees, refugees, underserved migrant populations and host communities			1 450 000
Preventing violent extremism and building social cohesion in the northern region of Mozambique, phase II			1 390 387
Fiscal year 2023 migrant support programme Guantanamo Bay, Cuba			1 388 931
Non-food item stockpile management and capacity-building for emergency preparedness for the 2021–2023 hurricane seasons in Haiti	39 074		1 247 237
Migration management framework			1 275 000
Sustaining the expansion and management of the overseas health assessments for US-bound refugees, non-immigrant visa applicants and other migrant populations – United States of America			1 274 891
Countering trafficking in persons in Ukraine – phase III			1 262 475
Assistance to populations affected by floods in Bujumbura Rural and Bujumbura Mairie provinces in Burundi			1 245 463
Strengthening Yemeni borders through e-visas			1 231 489
Emergency direct assistance fund for victims of trafficking – United States of America			1 230 848
Economic integration of vulnerable nationals from the Bolivarian Republic of Venezuela in Brazil			1 200 000
Afgoye stabilization and durable solutions programming			1 188 119
Humanitarian and protection assistance for crisis-affected populations in the southern regions of the Niger			1 125 000
Promoting coordination and cooperation between vulnerable border communities and border management officials in the Niger and Burkina Faso			1 116 790
Integrated humanitarian multisectoral assistance to internally displaced persons in Iraq			1 104 288
Multisectoral humanitarian assistance for displaced and mobile populations in the Sudan			1 104 193
Humanitarian assistance for persons displaced by conflict in central Rakhine state			1 097 305
Consolidating and operationalizing a framework for diaspora engagement in humanitarian assistance – phase II			1 058 155
Comprehensive reintegration programme in areas of returns in Burundi (phase III)			1 049 980
2022 migrant support programme – Guantanamo Bay, Cuba			1 044 000
Strengthening reintegration capacity for Burundian returnees through housing, land, property, shelter, water, sanitation and hygiene and protection support – phase II			1 000 000
Alleviating the impact of the Ukraine crisis in Yemen through the provision of life-saving multisectoral assistance to food insecure communities			986 918
Reducing the economic and human impact of natural disasters by developing community-based resilience and through capacity-building for government officials at all levels in Papua New Guinea			942 346
Asia regional migration programme			937 500
Continued support to Brazil to mitigate the impact and consequences of the spread of COVID-19 and to increase the resilience of vulnerable Brazilians			905 720
Supporting Tajik border forces in strengthening border security			900 000
Installing the migration information and data analysis system (MIDAS) in Libya			876 470
Phase V: Global-led priorities to carry out principled, effective and accountable responses for the benefit of crisis-affected populations			875 000
Immediate protection-sensitive humanitarian assistance for migrants stranded in Belarus			866 666
Promoting ethical recruitment in the hotel and tourism industry: building capacity and enhancing commitment			854 053
Enhancing programme quality and inclusion in crisis responses			853 098
Multisectoral humanitarian response at Turkish borders – phase V			850 404

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Enhancing the capacity of Somali immigration officers to use the IOM migration information and data analysis system (MIDAS) – Somalia			828 466
Enhancing disease prevention and the response to COVID-19 in Adjadabia in Libya			810 605
Emergency assistance for conflict-affected individuals in the Central African Republic			802 222
Promoting good community policing practices for border communities and security officials in Benin and Senegal			801 286
Monitoring and oversight of the United States department of state's bureau of international narcotics and law enforcement affairs projects in Khyber Pukhtunkhwa			787 945
Capacity-building support for the Mozambican authorities and assistance to potentially at-risk groups in marginalized communities in Mozambique to address violent extremism			766 145
Strengthened justice for children in Viet Nam			759 800
Supporting vulnerable Malian refugees and selected host and internally displaced communities through livelihood and protection activities in the Nord and Sahel regions of Burkina Faso – phase III			750 000
Promoting reduction of and improved operational response to gender-based violence through camp management and site planning – phase VIII			750 000
Strengthening the livelihoods of refugee and host communities in Bassikounou, Hodh Ech Chargui – phase IV			749 996
USAID-funded counter-trafficking project in the Democratic Republic of the Congo			735 000
Humanitarian response in support of populations, internally displaced persons and communities affected by cyclone Eloise in central Mozambique			713 388
Central American minors programme on parole processing – pilot programme – Ecuador			707 287
Emergency movement and relocation assistance for refugees from Somalia, Eritrea, the Sudan and South Sudan in Somali, Tigray, Afar, Benishangul-Gumuz and Gambella regions of Ethiopia			700 000
Disengagement, disassociation, reintegration and reconciliation: conflict resolution and peacebuilding in the Niger (Tillabéry region)			691 067
Strengthening IOM field support in emergency preparedness and response			688 636
Promoting action for disaster risk governance and working to achieve preparedness for risk reduction through technical assistance in Nepal			654 192
Capacity-building support to the department of social welfare and development on protection of mobile and vulnerable populations in the Philippines			649 304
Inspiring women's advancement through collective action in Federated States of Micronesia, the Marshall Islands, and Palau			646 823
Enhancing the border management information system of Uganda			642 971
Countering trafficking in persons – Azerbaijan			622 806
Strengthening partnerships against violent extremism in Kollo			600 912
Supporting an evidence-based response to needs of vulnerable displaced persons, returning migrants and host communities through the displacement tracking matrix and humanitarian response in Myanmar			595 057
Strengthening climate resilience of refugees, migrants and host communities in Hodh Ech Chargui (phase V)			594 464
Direct humanitarian assistance to vulnerable populations affected by forced displacement in the Niger			575 000
Responding to emergency needs of disaster-affected populations in South Sudan			552 351
Strengthening the northern borders of Ghana			550 000
Strengthening the national response to trafficking in persons through prevention, victim protection and prosecution in Burundi			539 905
Support for livestock mobility through the optimization of cross-border and local consultation frameworks and the delivery of assistance in the context of COVID-19			534 721
Pre-positioning and distribution of critical winterization support for most vulnerable communities in the eastern conflict area of Ukraine	427 622		104 839
Enhancing border management capabilities in Nigeria			528 979
Improving the protection of victims of internal and transnational trafficking in Ethiopia			504 963
Reducing economic and human loss and displacement from natural disasters through community resilience-building and strengthened protection measures for internally displaced persons in Papua New Guinea			504 762
Humanitarian assistance and protection support to Rohingya in Indonesia			500 000
Assistance and protection for irregular migrants and their communities in Lebanon			500 000
Support to vulnerable Malian refugees and selected host and IDP communities through livelihood and protection activities in the north region of Burkina Faso – phase IV			500 000
Return, reintegration, and family reunification for victims of trafficking in the United States of America			495 000
Migration management framework			425 000
Supporting COVID-19 response and relief at the country level through disbursement and facilitation of subgrants for selected diaspora organizations			423 164
Advancing measures to prosecute trafficking in persons			404 843
Inclusive mitigation and preparedness in action (IMPACT) – Federated States of Micronesia			396 758
Strengthening local peacebuilding mechanisms in the Abyei administrative area			396 040
Enhancing disease prevention and response to COVID-19 in Ubari in Libya			376 108
Strengthening the disaster readiness and response capacity of humanitarian actors from the Republic of Korea in the Korean Peninsula			376 062

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
Humanitarian assistance for Muslims of Myanmar from Rakhine state and special at-risk groups in Thailand			375 000
Humanitarian assistance to displaced population in Lac province, Chad			369 037
Enhancing disaster risk management in Timor-Leste			347 384
Marshall Islands: inclusive mitigation and preparedness in action			343 960
Direct life-saving and protection assistance for conflict-affected populations and those affected by natural disasters in Eastern Democratic Republic of the Congo			340 771
Palau emergency preparedness and enhanced resilience			340 727
Building the capacity of Mozambican civil society organizations to prevent violent extremism and build a network			338 947
Income tax reimbursement			332 613
Countering trafficking in persons – Belarus			316 383
Global knowledge management project – phase VI			308 625
Humanitarian assistance for Muslims of Myanmar from Rakhine state and special at-risk groups in Thailand			300 000
Identifying and protecting victims of trafficking during the COVID-19 pandemic in the Sudan			299 197
Enhancing national capacity to prevent and respond to human trafficking in Zambia			291 180
Supporting national efforts to combat human trafficking – Gambia			289 903
Strengthening the capacity of the national commission on human rights to respond to civilian needs in Cabo Delgado in Mozambique			287 654
Supporting the efforts of the government of Ukraine to address the impact of the COVID-19 pandemic on internal labour trafficking			286 292
Protection and assistance to victims of trafficking in persons in Senegal			279 471
Protection and support for victims of trafficking in Djibouti			276 101
Enhancing ethical recruitment and migrant worker protection in food and agricultural supply chains			275 000
Increasing the capacity of the government of Burkina Faso to securely manage its borders by collecting, storing and analysing travel information at major airports and other strategic points of entry			271 045
Improving the efficiency of humanitarian water supply interventions through the use of solar energy			253 851
Promoting rights-based solutions for migrants in situations of vulnerability through a migrant resource and response mechanism (MRRM) in the south of Libya			250 000
Counter-trafficking training and technical assistance: a global rapid response project – United States of America			245 189
Funds received in 2022 – to be allocated			244 523
Strengthening counter-trafficking efforts in the Republic of Moldova			242 876
Communications for defections and reintegration			242 835
IOM COVID-19-related activities to meet the urgent humanitarian needs of returning migrants in the Lao People's Democratic Republic			240 000
Demobilization, disassociation, reintegration and reconciliation: conflict resolution and peacebuilding in the Lake Chad region (Cameroon, Chad and the Niger)			230 295
COVID-19 response in border areas of Myanmar			228 623
Optimizing the engagement of diaspora for alternative approaches to safer shelters and settlements in disaster preparedness, response and risk reduction – phase IV			189 753
Childcare services and psychosocial assistance at the Bangkok immigration detention centres			187 500
Combating trafficking in persons in Maldives			187 142
Addressing human trafficking in emergency contexts			178 840
Return, reintegration, and family reunification for victims of trafficking in the United States of America			175 000
Improving trafficking in person referral outcomes in the Comoros and Mauritius			170 215
Building national and local capacity to combat trafficking in persons in the Lao People's Democratic Republic			163 475
IOM counter-trafficking in crisis contexts – phase II			162 500
Short- and medium-term support to strengthen counter-trafficking efforts in Bosnia and Herzegovina			160 406
Strengthening the evidence base around population displacement in Mali			155 204
Strengthening the prevention, control and treatment of diseases affecting United States-bound refugees and other globally mobile populations – United States of America – net of “for refund”			145 856
Strengthening the capacity of the government of Angola to respond to trafficking in persons			139 669
Heal, empower, rise – counter-trafficking in persons (HER CTIP)			139 157
Supporting the government of Lesotho in the prevention of trafficking in persons and the protection of victims of trafficking			138 660
Junior professional officer			136 603
Junior professional officer			134 726
Assisting Jamaica to combat child trafficking			132 259
Rapid response fund for humanitarian emergencies in the Sudan			131 055
Junior professional officer – Kenya			127 279
Childcare services and psychosocial assistance at Bangkok immigration centres			125 000

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)			
IOM activities in Iraq outlined in the 2022 Syrian Arab Republic regional refugee and resilience plan (3RP)			125 000
Improving the coordination of counter-trafficking activities, the identification and protection of victims and the prosecution of traffickers in Algeria			124 466
Junior professional officer – Panama			119 976
Shelter projects: Promoting better shelter and settlements practices			118 678
Junior professional officer – Philippines			117 499
Supporting multisectoral emergency response assistance for populations affected by the crisis in the North-West and South-West regions in Cameroon			117 431
Supporting the government of Liberia in strengthening protection assistance to victims of trafficking affected by COVID-19			104 033
Global knowledge management project – phase VII			100 000
Strengthening capacities to identify and provide adequate care to victims of trafficking in Tunisia			99 812
Strengthening government and civil service capacity to combat trafficking in persons			86 433
Enhancing rapid disaster response to flooding in Timor-Leste			75 000
Strengthening national level coordination and collaboration for more effective disaster risk reduction interventions in Bangladesh			62 267
Prevent trafficking in persons in climate change-affected communities in Kenya			57 309
Strengthening survivor protection and services			52 320
Enhancing protection and prevention against human trafficking			50 593
Addressing trafficking in persons and related risks in the Ukraine emergency response			46 477
Border community engagement in border security and management in Senegal			45 059
Risk management: sustainable models and practices for effective PSEA response			43 400
Strengthening the disaster management capacity of the government of Timor-Leste – logistical support for incident command system training in Timor-Leste			36 446
Inclusive mitigation and preparedness in action (IMPACT) – Palau			35 195
Promoting a victim centered approach to counter trafficking in persons in Uzbekistan			34 456
Greening humanitarian responses through enhanced solar energy harvesting			30 056
Strengthening country leadership by bridging accountability to affected populations knowledge gaps to achieve a systemic collective approach			22 554
Enhancing Paraguay's border management capacity			18 704
Enhancing disaster risk management in Libya			16 111
Junior professional officer – China			11 320
Assistance for IDPs and host communities affected by the election-related violence in Hela, Southern Highland, and Enga provinces in Papua New Guinea			9 372
Strengthening border security for countering transnational threats including movement of illicit goods and violent extremism in the Central African Republic, Kenya, Madagascar, Namibia and Somalia			9 089
Contributing to sustainable peace in the coastal counties of Kenya: Mombasa, Lamu, Kilifi and Tana River			5 385
Building the capacity of the government of Eswatini to improve assistance to victims of trafficking			2 434
Preventing violent extremism through local voices and initiatives in the Western Balkans – Bosnia and Herzegovina – for refund			(6)
Strengthening the collective protection and violence prevention strategy of the rural security division of the Colombian national police – phase II – for refund			(388)
Enhancing immediate reintegration capacity for returnees through housing, land, property, shelter, water, sanitation and hygiene services in Burundi – for refund			(2 215)
Public action for resilience – Azerbaijan – for refund			(2 860)
IOM activities in Afghanistan: displacement tracking matrix and protection activities – for refund			(54 976)
Emergency transportation and relocation assistance for Somali and Eritrean refugees in the Somali and Tigray regions of Ethiopia – net of “for refund”			(98 781)
Improving a coordinated law enforcement and public health response during a future epidemic in Guinea – for refund			(139 223)
Improving access to humanitarian services for refugees of Myanmar and undocumented nationals of Myanmar in Cox's Bazar – for refund			(144 987)
Strengthening protection and referral mechanisms and humanitarian assistance to migrants in situations of vulnerability in El Salvador, Guatemala and Honduras – net of “for refund”			(189 755)
Emergency assistance for persons in search of international protection and community strengthening in the Bolivarian Republic of Venezuela – phase XV – for refund			(366 941)
Support towards self-reliance for asylum-seekers and migrants in situations of vulnerability at the northern border of Mexico – for refund			(379 333)
Monitoring and oversight of infrastructure and agriculture projects – Pakistan – for refund			(878 959)
Assistance for informed, safe and dignified voluntary return of migrants and migrant protection protocol participants in Mexico – for refund			(963 117)
Assisted voluntary return programme in Guatemala and Belize – for refund			(6 599 159)
Total: United States of America – Unearmarked and earmarked	1 690 017	6 000 000	921 287 044

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
URUGUAY			
Voluntary contribution from the ministry of foreign affairs of Uruguay to support the operation of the IOM office in Uruguay and finance jointly defined activities			50 000
Total: Uruguay – Earmarked			50 000
VANUATU			
Pilot migration and border management system Vanuatu			400 000
Total: Vanuatu – Earmarked			400 000
Subtotal: MEMBER STATES	6 350 379	33 048 178	1 986 096 790
PRIOR PERIOD ADJUSTMENTS – MEMBER STATES			73 797
NON-MEMBER STATES			
BAHRAIN			
National campaign to raise awareness on the rights and obligations of migrant workers and employers of migrant domestic workers in Bahrain			132 624
Total: Bahrain – Earmarked			132 624
KUWAIT			
Establishment of a national CCCM mobile team to support and improve living conditions at informal settlements and ensure evidence based durable solutions planning and implementation			500 000
Kuwait initiative: IOM Kuwait office and operations			500 000
Funds received in 2022 – to be allocated			292 700
Promoting equitable access to sufficient and safe water, sanitation and hygiene services for vulnerable conflict-affected populations in Kyiv oblast			250 000
Total: Kuwait – Earmarked			1 542 700
LIECHTENSTEIN			
Ukraine: Protection of vulnerable conflict-affected populations			216 450
Total: Liechtenstein – Earmarked			216 450
QATAR			
Unearmarked income		200 000	
IOM Qatar: miscellaneous administrative activities funded by the government of Qatar			1 358 687
Life-saving flood response in north-west Syrian Arab Republic			200 000
Total: Qatar – Unearmarked and earmarked		200 000	1 558 687
SAUDI ARABIA			
Provision of critical shelter and non-food item assistance to displaced populations in Yemen – 2021			5 820 000
Urgent intervention in WASH cluster for 3 Yemeni governorates			2 910 000
Supporting the protection of internally displaced persons, migrants and host communities			1 940 000
Provision of non-food items to vulnerable migrants in Djibouti			436 500
Total: Saudi Arabia – Earmarked			11 106 500
Subtotal: NON-MEMBER STATES		200 000	14 556 961
KOSOVO*			
Return and reintegration in Kosovo*			525 210
Subtotal: Kosovo* – Earmarked			525 210
EUROPEAN COMMISSION			
Special measures programme to continue the European Union-IOM joint initiative on migrant protection and reintegration (Sahel and Lake Chad)			102 805 840
Addressing immediate humanitarian needs of the most vulnerable populations in Ukraine			72 814 585
Harmonizing protection practices in Greece			29 206 260
Migrant protection, return and reintegration in North Africa (MPRR-NA)			21 224 002
Bosnia and Herzegovina: Individual measures to support the response to the refugee and migrant situation			19 379 845

* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Protecting migrants in situations of vulnerability and stabilizing communities in Libya – phase III			18 123 667
Special measure for the EU-IOM joint initiative on migrant protection and reintegration (Horn of Africa)			15 161 076
Support and preparatory activities to facilitate voluntary transfer of either applicants for or beneficiaries of international protection (REMEDI5)			10 660 981
Integrated multisectoral assistance for vulnerable conflict-affected communities in South Sudan			8 719 804
Strengthening the operational capacity of the Egyptian Coast and Border Guards to manage migration flows through effective border surveillance and search and rescue at land and sea			8 249 489
Emergency relief and assistance for conflict-affected populations in Ma'rib, Al Hudaydah, and Ta'izz governorates in Yemen			8 139 617
Initiatives seeking to reinforce community stabilization in Burkina Faso and the Niger			8 062 834
EUTF-IOM joint initiative for migrant protection and reintegration: reintegration action for the Sahel and Lake Chad region ("regional top-up action") – Senegal			7 629 666
Xalfoon (Solutions-Oriented) Project – Early solutions and enhancing progress towards climate-conscious durable solutions for displacement affected people in urban centres in Somalia			7 451 135
Supporting refugees and local communities in situations of vulnerability in Cox's Bazar through improved access to health, protection, and water, sanitation and hygiene services			6 596 636
Supporting protection, transit, voluntary and informed return and reintegration of eastern partnership citizens and third-country nationals affected by the conflict in Ukraine			6 179 056
Immediate response to the refugee and migrant crisis by providing shelter and accommodation, catering, hygiene and cleaning services on the mainland – net of "for refund"			6 105 285
Support for displaced Afghans in Pakistan, the Islamic Republic of Iran, Central Asia and Afghanistan			5 907 992
Secure cross-border social, economic and commercial activities in the Great Lakes region – Rwanda			5 857 353
European Union border assistance mission to the Republic of Moldova and Ukraine – EUBAM phase XIII – resilience across borders			5 617 977
Provision of integrated protection and life-saving health services to migrants and internally displaced persons in Yemen			5 384 719
Individual measure to strengthen integrated border management capacities in Montenegro			5 330 490
Daryeel: stabilization support for fragile areas in Somalia – phase II			4 960 693
Somalia: improving living conditions of conflict- and disaster-affected populations			4 814 443
Emergency multisectoral assistance, information management, SSAFE training, and support for the establishment of an inter-agency risk management unit in north-western Syrian Arab Republic			4 731 183
Implementation of the European Union election observation mission to Lebanon 2022			4 422 096
Enhanced displacement and mobility tracking and multisectoral support for displaced populations in Nigeria			4 342 380
Breaking the climate-conflict cycle in Galmudug, Somalia			4 326 563
Regional evidence for migration analysis and policy (REMAP)			4 022 485
Supporting Libyan authorities to address COVID-19-related challenges and assisting vulnerable groups			3 773 904
Procurement of services and supplies under the programme of cooperation on internal security between Senegal and the European Union (SENSEC-EU)			3 682 772
Strengthened access to education and livelihoods and enhanced reintegration and community cohesion in areas affected by displacement and returns			3 395 765
Regional response to COVID-19 in North African countries			3 276 678
Enhancing resilience in vulnerable communities in Yemen			3 261 835
Multisectoral support to communities affected by conflict and natural hazards in Somalia			3 248 896
Harmonization and social cohesion programme across Türkiye			3 036 062
Conflict mitigation and community reconciliation in north-west Nigeria (Katsina)			3 035 928
Life-saving, multisectoral emergency assistance and protection for vulnerable displaced persons in Ethiopia			2 847 445
European Union support to strengthening integrated border management in Ukraine			2 810 077
Empowering trust and cohesion in Bosnia and Herzegovina's communities			2 757 219
Supporting the capacities of removal centres and fostering alternatives to administrative detention			2 570 213
Funds received in 2022 – to be allocated			2 444 338
Protection and emergency health assistance to Afghan undocumented returnees, internally displaced persons and other vulnerable populations			2 409 639
Further support to strengthen the response capacity to manage migration flows in North Macedonia			2 386 198
Supporting integrated border management in Georgia			2 328 647
Ensuring critical protection assistance for people on the move and strengthening national disaster management capacities to address natural and man-made threats in Haiti			2 322 581
Integrated multisectoral assistance and improved access to basic services for IDPs living in protracted displacement in Iraq			2 101 682
Contributing to ongoing stabilization efforts in Iraq by preventing and reducing violence in at-risk communities			1 885 651
Towards better management of disaster displacement and increased resilience of refugees, Bangladesh			1 773 250
Strengthening resilience to natural disasters in Burundi			1 666 046
Displaced talent for Europe			1 643 500

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Supporting Türkiye's efforts for efficient migration management			1 637 645
European Union – Community stabilization programme – phase IV			1 599 992
Pilot action on voluntary return and sustainable, community-based reintegration			1 595 874
Implementation of the European Union election observation mission to Sao Tome and Principe 2022			1 539 822
Camp coordination and camp management and direct life-saving assistance for durable solutions for conflict-affected populations in Tanganyika province in the Democratic Republic of the Congo			1 478 261
European Union regional support to protection-sensitive migration management systems in the Western Balkans – phase III			1 477 853
Action to relieve migratory pressures in Poland			1 341 602
European Union–United Nations partnership for migration-related capacity-building			1 323 975
Integrated support programme for displaced and vulnerable crisis-affected populations in the Sudan			1 311 144
European migration network: national contact point for Austria (2021–2022)			1 274 615
Addressing humanitarian needs by providing information management support and distribution of essential non-food items for displaced and vulnerable crisis-affected populations in the Sudan			1 260 504
Strengthening national and local disaster preparedness and response capacities in border areas and transhumance corridors in Hodh Ech Chargui region of Mauritania			1 204 819
Improving flood and drought-related preparedness efforts in disaster affected areas of Somalia			1 168 452
Breaking the climate-conflict cycle in Hirshabelle, Somalia			1 135 362
European Union support for reconciliation and reintegration of former armed non-State combatants and Boko Haram associates			1 100 239
Supporting vulnerable refugees and local communities in Cox's Bazar through improved health, protection, and water, sanitation and hygiene services			1 050 228
Emergency multisectoral assistance for the most vulnerable households in north-west Syrian Arab Republic and provision of information management and PSEA programming			917 795
Supporting the fight against human trafficking and migrant smuggling in Latin America			872 288
Mobility tracking and multisectoral humanitarian needs in localities and sites affected by displacement/return in the Central African Republic (national coverage)			860 215
Strengthening the evidence base on human mobility along the eastern corridor under the migrant response plan, Djibouti, Ethiopia, Kenya, Somalia			840 336
Building institutional capacity in the Western Balkans to deal with challenges related to reintegration, resocialization and rehabilitation of returning foreign terrorist fighters and their families			831 464
MiNetwork: facilitating third country nationals' access to social services and the Greek labour market			827 301
Greening humanitarian responses through enhanced solar energy harvesting			791 304
Enhancing the capacity of the government of Iraq at the Trebil border point			784 006
Protection of vulnerable migrants and assisted voluntary return and reintegration support – Bulgaria			656 689
European migration network: national contact point in Slovakia 2021–2022			648 188
Supporting the most vulnerable people affected by COVID-19 in Haiti through immediate, integrated humanitarian assistance			639 659
Technical support to public services in Belgium for the welcoming and integration of persons displaced by the crisis in Ukraine			639 659
European migration network: national contact point for Lithuania (2021–2022)			637 527
Supporting border and migration management at airports			586 484
Bosnia and Herzegovina: Enhancing social cohesion in communities hosting people on the move			571 270
SAMEN: strengthened assistance for migrant empowerment in the Netherlands			495 692
Strengthening border management capacity through the construction of the headquarters for a mobile border control unit in Birnin Konni – Niger			479 632
Integrated humanitarian assistance for protracted internally displaced persons in Iraq			467 381
SAFE RETURN: reintegration and recovery assistance in areas of return in Iraq			465 962
Supporting conflict-affected populations in the far north of Cameroon through providing humanitarian actors with reliable and timely displacement figures and trends			434 783
Environmental degradation and displacement: leveraging citizen-centred data to improve humanitarian programming			430 196
Enhancing mobility monitoring and border coordination to inform preparedness plans in Zimbabwe			430 108
Bangladesh sustainable reintegration and improved migration governance – Bangladesh			420 156
Strengthening coordination on inclusion of third-country nationals in Slovakia			408 627
Talent hub: Supporting Copenhagen capacity to strengthen retention and mobility of skilled migrants through collaborative multi-country coordination on talent retention and circulation in the European Union			405 623
Addressing protection risks of Rohingya refugees and migrants through direct assistance in Indonesia, Malaysia and Thailand			401 606
Strengthening national and local disaster preparedness and response capacities in Uganda			401 606
Technical support for the activation of a task force and digital one stop shop for the integration of Ukraine-displaced persons with disabilities.			373 134
Durable return assistance for displaced populations in Mbomou prefecture			334 821
Community resilience initiative to support the regional development and protection programme in North Africa – Tunisia			326 903
Improving the living conditions of vulnerable Venezuelans through direct humanitarian assistance and data collection and analysis in the Bolivarian Republic of Venezuela and Panama			315 091

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Burkina Faso			307 430
Sustaining border management and migration governance in Georgia			283 302
Technical support for the integration of third country nationals in Croatia			281 069
European Union–China dialogue on migration and mobility support project – phase II (MMSP II)			258 656
LEARN: Technical support to sustain a learning network and scale the labour market integration of newcomers in the Netherlands			246 071
Enhancing preparedness levels and responding to disaster-related displacement in Bangladesh			234 541
Direct assistance to migrants in vulnerable situations transiting through the migration corridors and to vulnerable individuals from the host communities in Djibouti			228 089
Development and institutionalization of the joint intersectoral analysis framework 2022-2023			210 748
Portugal: enhancing migrant integration services			208 768
Addressing the humanitarian needs of conflict-affected populations in Donetsk and Luhansk oblasts in Ukraine			200 401
Regional support for protection-sensitive migration management systems in the Western Balkans and Türkiye – phase II, contract II – Serbia			197 822
Implementation of the electoral expert mission to Papua New Guinea 2022			192 611
Preparedness and response for communities affected by disasters in Mozambique			168 067
Implementation of the European Union election observation mission to Ethiopia 2021			164 071
Strengthening the coordination of humanitarian assistance through monitoring the movements of people in severe shock – Central African Republic			156 250
Preventing sexual and gender-based violence in migrant communities and strengthening support to victims in cities in the European Union			136 027
Implementation of the European Union election exploratory mission to Angola 2022			131 282
Enhancing the capacity and readiness of the Greek reception and identification service to manage emergencies			127 932
Provision of life-saving assistance to vulnerable returnees and internally displaced persons affected by the health and socioeconomic impact of COVID-19			125 010
Bangladesh: ensuring the continuity of life-saving shelter services for the Rohingya refugees affected by the fire in March 2021			108 696
Implementation of the election follow-up mission to Mozambique			103 013
Implementation of the election exploratory mission to Kenya 2022			100 662
Implementation of the European Union election exploratory mission to Nigeria 2022			98 760
Supporting conflict-affected populations in Cameroon through the implementation of the displacement tracking matrix			89 286
Implementation of the European Union election expert mission to Ecuador 2021			83 892
Implementation of the election follow-up mission to Zimbabwe 2022			83 222
Implementation of the election follow-up mission to Senegal 2022			83 216
Implementation of the electoral expert mission to Nigeria 2022			76 392
Providing life-sustaining humanitarian assistance to conflict-affected populations in Azerbaijan			69 547
Implementation of the election exploratory mission to Sao Tome and Principe 2022			64 767
Border management assessment and establishment for a border post between Zimbabwe and South Africa in Chikwarakwara			61 348
Implementation of the European Union election exploratory mission to the Bolivarian Republic of Venezuela 2021			46 915
Implementation of the European Union electoral follow-up mission to El Salvador			22 368
Implementation of the European Union exploratory mission to Ethiopia 2020			21 580
Implementation of the European Union election exploratory mission to Timor-Leste 2021			19 232
Implementation of the European Union election exploratory mission to the Gambia 2021			16 844
Implementation of the European Union election follow-up mission to Honduras 2019			15 677
Implementation of the European Union election follow-up mission to Lebanon 2021			14 470
Implementation of the European Union election exploratory mission to Lebanon 2021			11 271
Regional support for protection-sensitive migration management systems in the Western Balkans and Türkiye – phase II – contract 1 – Serbia			7 802
Implementation of the European Union election follow-up mission to Liberia			7 534
Special measures to support the response to the refugee and migrant situation in Bosnia and Herzegovina			(312)
Strengthening the management and governance of migration and the sustainable reintegration of returning migrants in Guinea – for refund			(640)
Support for border management in Senegal – for refund			(1 066)
Slovakia: Technical support for the development of a labour mobility scheme – for refund			(2 119)
Implementation of the European Union election observation mission to the Plurinational State of Bolivia – for refund			(4 140)
Responding to the humanitarian needs of Palestinian refugees, labour migrants and third-country nationals stranded in Gaza, Egypt – for refund			(4 988)
Opportunity for a better future in Guinea and in Africa – Guinea – for refund			(5 225)
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Cameroon – for refund			(6 996)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)			
Information management, prevention of sexual exploitation and abuse and assistance for crisis-affected populations in Iraq, Jordan, the Syrian Arab Republic and Türkiye – for refund			(9 957)
Promoting better management of migration in Nigeria: implementation phase – for refund			(10 659)
Belgium: Technical support for the development of a regional coordination platform concerning labour market integration of newcomers in the Brussels-Capital region – for refund			(20 821)
EUTF-IOM initiative for the protection and reintegration of migrants – Niger – for refund			(22 291)
EUTF-IOM initiative for migrant protection and reintegration – Guinea-Bissau – for refund			(60 334)
Implementation of the European Union election expert mission to the Plurinational State of Bolivia 2020 – for refund			(83 534)
Readmission capacity-building facility (EURCAP) – Belgium – net of “for refund”			(84 262)
Facilitating the integration of resettled refugees in Croatia, Italy, Portugal and Spain – Italy – for refund			(92 691)
Readmission capacity-building facility (EURCAP) – phase II – Belgium – for refund			(100 476)
Supporting the Greek government in constructing a new identification and reception centre in Samos – phase II – for refund			(104 023)
Sustaining border management and migration governance in Georgia – for refund			(145 702)
European Union election observation mission to Ghana 2020 – for refund			(155 058)
EUTF-IOM initiative for strengthening border management and protecting and reintegrating migrants – Mauritania – for refund			(186 389)
European Union return and reintegration in Kosovo* – phase V – for refund			(187 905)
European Union border assistance mission in the Republic of Moldova and Ukraine – phase XII – net of “for refund”			(382 905)
Support for the free movement of persons and migration in West Africa – Nigeria – for refund			(660 277)
Protecting vulnerable migrants and stabilizing communities in Libya – for refund			(3 203 701)
Subtotal: EUROPEAN COMMISSION			513 610 541
UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND POOLED FUNDS			
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND			
Provision of multisectoral life-saving assistance for flood-affected population in Bentiu and Rubkona			8 000 001
Providing emergency multisectoral assistance in response to displacement crisis in Marib governorate, Yemen			5 293 685
Emergency response to the conflict in Ukraine through multipurpose cash, shelter and non-food items			5 000 000
Multipurpose cash, shelter and non-food items for emergency response to the conflict in Ukraine			4 499 999
Emergency drought response through provision of integrated water, sanitation and hygiene (WASH) promotion services			4 000 000
Provision of emergency and life-saving multisectoral assistance in response to conflict-affected population in Twic and Abyei administrative area			4 000 000
Provision of multi-purpose cash assistance to address the most critical needs of crisis-affected communities			3 900 000
Humanitarian assistance on shelter and camp coordination and camp management for people affected by typhoon Rai			3 000 015
Multipurpose cash response for food-insecure households impacted by drought			2 500 000
Enhancing protection and living conditions and reducing the vulnerabilities of IDPs and host communities among the flood-affected populations in Nigeria			2 492 510
Providing emergency multipurpose cash assistance to crisis-affected populations in Yemen			2 000 000
Emergency drought response through provision of integrated water, sanitation and hygiene (WASH) promotion services in Somalia			1 750 011
Emergency response with integrated protection for persons affected by gang violence in the metropolitan areas of Port-au-Prince and in the departments affected by the 14 August earthquake in Haiti			1 600 000
Providing life-saving protection and health-care support to migrants and other populations in vulnerable situations in Lebanon			1 500 000
Emergency drought response through provision of integrated water, sanitation and hygiene promotion services			1 500 000
Providing liquefied petroleum gas (LPG) to address cooking fuel needs of Rohingya households in Cox's Bazar			1 500 000
Provision of multipurpose cash to communities affected by food insecurity in South Sudan			1 200 000
Multisectoral humanitarian assistance for people affected by Ancuabe attacks in Cabo Delgado			1 050 000
Humanitarian shelter assistance for vulnerable populations affected by conflict in Ituri and north Kivu, Democratic Republic of the Congo			1 040 000
Shelter and non-food item humanitarian assistance for displaced populations in situation of vulnerability in the Regions of Tahoua and Tillaberi in the Niger			1 000 000
Multisectoral humanitarian emergency response to save lives and protect returnees in Hodh Ech Chargui			1 000 000
Improving access to shelter and NFIs for internally displaced persons (IDPs) in Gao and Kidal			1 000 000
Provision of immediate life-saving emergency shelter and non-food item assistance for cyclone-affected populations in Nampula and Zambezia provinces, Mozambique			822 720

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND (continued)			
Emergency shelter and non-food items assistance to displaced persons due to floods in N'Djamena and the Lac			800 000
Health assistance and distribution of emergency cash and NFIs to conflict-affected households in north-west Myanmar			775 233
Life-saving multisectoral assistance in dignified shelter, essential household items and water, hygiene and sanitation for the most vulnerable IDPs in Lac province			700 000
Humanitarian assistance in shelter and site management support for vulnerable populations affected by cyclones Batsirai and Emnati			700 000
Protection assistance for vulnerable communities and migrants at risk of human trafficking in the Bolivarian Republic of Venezuela			625 000
Shelter and non-food item assistance to populations affected by tropical storm Ana in Malawi			600 000
Providing operational and logistical assistance to humanitarian actors supporting flood-affected populations across the Sudan			500 000
Supporting humanitarian responders with access to hard-to-reach locations to operationalize life-saving activities			500 000
Shelter and non-food items emergency assistance to affected people in Batken region of Kyrgyzstan			500 000
Provision of life-saving assistance to conflict-affected populations fleeing from Ukraine to Poland and the Republic of Moldova			499 997
Life-saving assistance to displaced populations in the far-North region of Cameroon through shelter/NFI			450 000
Active surveillance of travellers and mobile populations during the Ebola virus disease outbreak in Equateur province, the Democratic Republic of the Congo			300 000
Emergency multipurpose cash assistance for vulnerable households in Tonga			250 000
Strengthening response to drought-induced humanitarian crisis through data collection on displaced populations in the southern region of Madagascar			250 000
Emergency shelter and camp management and coordination assistance for affected populations in Bujumbura Rural and Bujumbura Mairie provinces – for refund			(8 243)
Shelter and non-food item assistance for flood-affected populations in areas in the Niger with a high risk of cholera – for refund			(108 730)
Multisectoral humanitarian assistance for vulnerable populations affected by the Ebola virus disease epidemic and population movements in eastern Democratic Republic of the Congo – for refund			(114 973)
Emergency shelter and camp coordination and camp management assistance for populations affected by the crisis in northern Ethiopia and COVID-19-related health services for humanitarian actors – for refund			(168 750)
Addressing humanitarian needs of internally displaced persons in Port-au-Prince and providing emergency assistance to people affected by the earthquake – for refund			(815 544)
Supporting non-governmental organizations to provide life-saving assistance in response to COVID-19 – for refund			(1 354 398)
Total: Central Emergency Response Fund – Earmarked			64 528 533
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS			
Consolidation of peace and security between farming and herding communities in the provinces of Salamat, Sila and Ouaddaï			250 000
Total: Food and Agriculture Organization of the United Nations – Earmarked			250 000
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION			
Southern Africa migration management project			2 676 801
Towards a holistic approach to labour migration governance and labour mobility in North Africa			2 257 990
South-East Asia regional programme on labour migration in the fishing sector			719 578
Leaving no one behind: improving skills and economic opportunities for the Bangladeshi community and Rohingya women and youth in Cox's Bazar in Bangladesh			711 678
Job creation and entrepreneurship opportunities for Syrians under temporary protection and host communities in Türkiye			82 901
Blue fairness and integrity research compact – year 2			21 980
Funds received in 2022 – to be allocated			730
Total: International Labour Organization – Earmarked			6 471 658
INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION			
Staff loan agreement IOM-ITU			98 719
SCAAN: security communications and analysis network application			61 900
Total: International Telecommunication Union – Earmarked			160 619
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV AND AIDS			
Joint action addressing gender-based violence, child marriage and teenage pregnancy in support of Malawi's COVID-19 response, including strategic gender mainstreaming and integration of HIV prevention			40 000
Temporary project pending UN to UN agreement for high-level meeting on COVID-19 vaccination in WCA			10 000
Total: Joint United Nations Programme on HIV And AIDS – Earmarked			50 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
MYANMAR HUMANITARIAN FUND			
Inter-agency translation and interpretation services			116 372
Total: Myanmar Humanitarian Fund – Earmarked			116 372
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS			
Combating xenophobia and anti-migrant sentiments against international migrants in Kyrgyzstan			16 500
Funds received in 2022 – to be allocated			3 365
Total: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights – Earmarked			19 865
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES			
Fast-track transportation from the Republic of Moldova to Romania in support of authorities			535 000
Funds received in 2022 – to be allocated			307 824
Protecting persons of concern in Mexico, Guatemala, El Salvador, Honduras and Costa Rica through humanitarian/shelter/protection assistance, cash-based initiatives and improved coordination			240 481
Provision of medical assessment for resettlement activities in Lebanon			225 112
Labour mobility pathways for persons with humanitarian needs in Mexico			134 893
Maintenance of voluntary repatriation centres and management of warehouse to facilitate the voluntary return of Myanmar refugees			134 458
Democratic Republic of the Congo: voluntary repatriation of refugees			109 204
Early warning and rapid response at the northern border of Ecuador			101 196
Migratory normalization of Venezuelan migrants living in the Dominican Republic and promotion of harmony and peaceful coexistence between both peoples			74 350
UN4Lebanon – Facilitating resettlement of vulnerable refugees to Italy			73 255
Providing psychological support for refugees residing in Sri Lanka			35 000
Medical assessment and assistance for people of concern to UNHCR			30 704
IOM support for UNHCR funded ad-hoc movements (durable solutions) globally			14 898
Medical assessment form for refugees submitted for resettlement from Uganda			14 494
Research on legal identity and identity management in Afghanistan			10 000
Medical assessment form for refugees submitted for resettlement from Uganda – for refund			(1 668)
Provision of medical assessment for resettlement activities in Lebanon – for refund			(19 511)
Facilitating the voluntary return of refugees of Myanmar – for refund			(30 780)
Movement of persons of concern to UNHCR – for refund			(116 764)
Migratory normalization of Venezuelan migrants living in the Dominican Republic and promotion – for refund			(130 000)
Total: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees – Earmarked			1 742 146
SYRIA CROSS-BORDER HUMANITARIAN FUND			
Envelope 1: Provision of shelter support and integrated services for vulnerable populations in north-west Syrian Arab Republic			8 403 046
Emergency pre-positioning and distribution of non-food items and winterization relief items in north-west Syrian Arab Republic			2 699 828
Envelope 2: provision of dignified shelter solutions to vulnerable populations in north-western Syrian Arab Republic			2 635 258
Envelope 2: Life-saving food assistance for vulnerable populations in north-west Syrian Arab Republic			2 506 691
Envelope 2: integrated livelihood and basic services assistance for vulnerable populations in north-western Syrian Arab Republic			2 155 503
Emergency multisectoral assistance for vulnerable populations in northern Syrian Arab Republic – for refund			(37 228)
Multisectoral assistance for vulnerable populations in northern Syrian Arab Republic – net of “for refund”			(93 757)
Total: Syria Cross-border Humanitarian Fund – Earmarked			18 269 341
UNESCO			
Protection and promotion of human rights of persons with albinism in Mozambique: Maputo, Nampula, Zambézia and Tete, 2021–2023			42 400
Funds received in 2022 – to be allocated			1 091
Total: UNESCO – Earmarked			43 491
UN-HABITAT			
Fostering solidarity among local communities for migrants and refugees from the Bolivarian Republic of Venezuela			1 290 149
Total: UN-Habitat – Earmarked			1 290 149

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UN-HABITAT KENYA			
Funds received in 2022 – to be allocated			90
Total: UN-Habitat Kenya – Earmarked			90
UNICEF			
Enabling access for internally displaced populations and migrants to COVID-19 vaccination in the Democratic Republic of the Congo			2 565 250
Enabling access for internally displaced populations and migrants to COVID-19 vaccination in the Democratic Republic of the Congo			2 418 325
Supporting migrant communities with access to education			466 667
Strengthening capacity for COVID-19 response through the roll-out of supply for vaccine visibility and functionality of cold chain equipment in Papua New Guinea			333 554
2022 multisectoral needs assessment to inform the humanitarian needs overview and humanitarian response plan process in the Sudan			200 000
Provision of tuberculosis and HIV clinical mentoring services in Somalia, including the Somaliland region			189 032
Funds received in 2022 – to be allocated			149 759
Support for the global fund steering committee operations through IOM			139 640
Strengthening the humanitarian response in northern Chile: provision of shelter and food to migrant families in Iquique			117 948
Accommodation and dinner in Iquique and lunch and dinner in Colchane			113 846
Pre-positioning of WASH emergency supplies in Middle and Lower Juba regions of Somalia			87 902
Passport for education – phase III			80 000
Psychoemotional care for children and adolescents in situations of mobility in Uruguay			70 000
Temporary project pending United Nations partner agreement for a high-level meeting on COVID-19 vaccination in West and Central Africa			59 116
Awareness about irregular migration of children and adolescents during COVID-19 at Rivas and Chinandega			20 000
Access to protection and biosecurity measures to mitigate the spread of COVID-19 in border areas			19 000
Study on the smuggling of migrants and trafficking in persons in Libya and the influence of transnational organized groups with intermediaries in the major countries of origin, transit and destination			12 807
Research on legal identity and identity management in Afghanistan			10 000
Supporting emergency return of vulnerable Mongolian children and families stranded abroad due to COVID-19			237
Establishing and improving water, sanitation and hygiene services for refugees and migrants in the Lesbos reception and identification centre – for refund			(13 447)
Enhancing the HIV and tuberculosis response for displaced and vulnerable populations in Cabo Delgado province – for refund			(32 526)
Total: UNICEF – Earmarked			7 007 110
UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION			
Migrant reintegration and community stabilization through job creation and the restoration of degraded land – Niger – for refund			(41 683)
Total: United Nations Convention to Combat Desertification – Earmarked			(41 683)
UNITED NATIONS DEPARTMENT OF SAFETY AND SECURITY			
Emergency multisectoral assistance, information management, SSAFE training, and support for the establishment of an inter-agency risk management unit in north-western Syrian Arab Republic	26 681		
In-kind contributions	15 500		
Total: United Nations Department of Safety and Security – Earmarked	42 181		
UNITED NATIONS DEVELOPMENT COORDINATION OFFICE – UN SPECIAL PURPOSE TRUST FUND			
IOM Chiefs of Mission – Resident Coordinator ad interim			137 673
Total: United Nations Development Coordination Office – UN Special Purpose Trust Fund – Earmarked			137 673
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME			
New path: pilot rehabilitation and reinsertion programme for gang-affiliated youth in El Salvador			425 204
United Nations coordination support for the national COVID-19 response			303 880
Funds received in 2022 – to be allocated			132 910
Strengthening border management in the Pacific			125 556
Migration and local development project – Republic of Moldova			118 727
Emergency assistance to vulnerable communities affected by king tides in Papua New Guinea – net of “for refund”			89 039
Implementation of social cohesion activities in Mayukwayukwa and Meheba local integration sites			80 121
Extension (phase III) of the temporary solid waste facility (sanitary landfill) in the Rohingya camps – sustainable solutions solid waste project			62 970

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (continued)			
Support implementation to build sustainable anti-corruption action in United Republic of Tanzania – SOC project			53 794
Operationalization of the capacity for disaster reduction initiative at country level through regional and global facilitation services			30 258
Temporary project pending United Nations partner agreement for a high-level meeting on COVID-19 vaccination in West and Central Africa			30 000
Strengthening Kuwaiti government efforts to promote ethical recruitment of foreign workers – phase I			11 650
Building the camp coordination and camp management capacities of local communities in Bosnia and Herzegovina to manage natural and human-caused hazards			9 281
Exploring global standardization of cross-border identity document systems			2 675
Total: United Nations Development Programme – Earmarked			1 476 065
UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME			
Analysing the conflict dimension of climate change and migration in the IGAD region			129 470
Supporting sustainable return and recovery by providing emergency livelihood opportunities and supporting debris management in Mosul			60 000
Total: United Nations Environment Programme – Earmarked			189 470
UNITED NATIONS FRAMEWORK CONVENTION ON CLIMATE CHANGE			
Inter-organization agreement covering the secondment of Ms Dina Ionesco from the IOM to the United Nations climate change secretariat (UNFCCC)			86 000
Total: United Nations Framework Convention on Climate Change – Earmarked			86 000
UNITED NATIONS HEADQUARTERS			
Funds received in 2022 – to be allocated			739 089
Total: United Nations Headquarters – Earmarked			739 089
UNITED NATIONS INTERIM SECURITY FORCE FOR ABYEI			
United Nations interim security force for Abyei – quick impact projects 2020–2021			52 380
Total: United Nations Interim Security Force for Abyei – Earmarked			52 380
UNITED NATIONS INTERNATIONAL, IMPARTIAL AND INDEPENDENT MECHANISM			
SCAAN – security communications and analysis network			49 648
Total: United Nations International, Impartial and Independent Mechanism – Earmarked			49 648
UNITED NATIONS MISSION IN KOSOVO*			
Building trust and interaction through educational activities among youth in Kosovo*			72 011
Promoting language rights in Kosovo*			70 326
Advancing language rights in Kosovo*			36 000
Total: United Nations Mission in Kosovo* – Earmarked			178 337
UNITED NATIONS MULTIDIMENSIONAL INTEGRATED STABILIZATION MISSION IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC			
Project to renovate and provide equipment for the court in Bocaranga – Central African Republic			50 000
Construction of and equipping a gendarmerie in Bocaranga			49 821
Construction of and equipping a gendarmerie of Ngaoundaye			49 821
Rehabilitation of the high court of Bozoum – Central African Republic			46 719
Construction of a city hall for Loura – Central African Republic			31 835
Total: United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic – Earmarked			228 196
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES			
Enhancing community resilience and local governance			3 912 997
European Union response to the health and socioeconomic impact of COVID-19 in intergovernmental authority on development countries			3 087 000
Improving essential health-care services in Buthidaung, Maungdaw and Pauktaw, Rakhine state	29 163		1 366 491
New infrastructure for migration opportunities and empowerment of migrants in the south-east border area of Myanmar			1 351 645
Implementation of social services work package for component 1 activities of the Mozambique northern crisis recovery project (NCRP- 23064-001)			575 000

* References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES (continued)			
Increasing the developmental impact of labour migration through strengthened governance and partnerships – Myanmar			300 000
Building climate change resilience and social integration of displaced people in settlements of western Belize			286 116
Supporting joint action on climate change and migration in the context of implementation of commitments under the Paris agreement and the global compact for safe, orderly and regular migration			150 000
Strengthening the capacity of the Ibero-American network of migration authorities (RIAM) in cross-border disaster displacement and protection of migrants in disaster situations			33 603
Supporting the South American conference on migration secretariat and chair in implementing and disseminating regional guidelines on cross-border disaster displacement and protection – net of “for refund”			(6 435)
Technical support for the response to cyclone Idai in Zimbabwe – for refund			(51 030)
Total: United Nations Office for Project Services – Earmarked	29 163		11 005 387
UNITED NATIONS OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS – COUNTRY-BASED POOLED FUNDS			
Winterization support for conflict-affected populations in remote and rural areas in Ukraine			7 000 000
Provision of essential health-care services and health and hygiene promotion for conflict-affected populations in Ukraine			2 960 000
Provision of camp management services, non-food items and shelter solutions to displaced populations in north-eastern Nigeria			1 285 000
Multisectoral assistance for internally displaced persons and persons with disabilities in north-east Nigeria			1 159 492
Site management support to strengthen well-being of crisis-affected populations at IDP sites in Oromia, Southern Nations, Nationalities, and People’s and Somali regions			900 000
Emergency shelter and non-food item assistance to populations affected by crises in Jara, North Wello and Amhara regions of Ethiopia			800 000
Common water, sanitation and hygiene pipeline support across Borno, Adamawa and Yobe states			796 000
Support for the project management unit for the implementation of the joint intersectoral analysis framework (JIAF) 2021–22			766 632
Enhancing displacement and mobility needs tracking, intersectoral needs assessment and monitoring of displaced populations in north-eastern Nigeria, and improving communication with communities			760 000
Provision of water, sanitation and hygiene services targeting displaced populations hosted in camp and camp-like settings and hosting communities in north-eastern Nigeria			750 000
Respond and meet the most urgent food needs in the conflict-affected area of Donetsk NGCA			520 000
Camp coordination and camp management support to IDPs and host community to strengthen population well-being 1			500 000
Enhancing the understanding of displacement and human mobility flows in conflict-affected states of north-eastern Nigeria			500 000
Pillar 1: Enhanced voluntary return assistance for migrants in situations of vulnerability in Lebanon			494 122
Provision of critical camp management services in north-east Nigeria to improve living conditions in camp and camp-like settings during the rainy season			480 000
Provision of non-food items and shelter solutions to displaced populations in north-east Nigeria			465 000
Provision of direct protection assistance and gender-based violence response services to affected populations in Oromia and Somali regions of Ethiopia			450 000
Strengthening of humanitarian hubs in north-eastern Nigeria			450 000
Promoting durable solutions for crisis-affected populations in north-eastern Nigeria			450 000
Emergency shelter and non-food item assistance to populations affected by crises in Oromia and Somali regions of Ethiopia			444 000
Emergency water, sanitation and hygiene support to crisis-affected population in Somali region, Ethiopia			311 379
Strengthening the provision of mental health and psychosocial support programming to survivors of gender-based violence and conflict-affected populations in northern Ethiopia (Tigray and Amhara)			300 000
Improving agricultural livelihoods assistance for affected populations in north-east Nigeria			200 000
2022 multisectoral needs assessment to inform the humanitarian needs overview and humanitarian response plan process in the Sudan			50 000
Life-saving integrated humanitarian assistance for internally displaced persons in Ethiopia – for refund			(28 770)
Total: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Country-based Pooled Funds – Earmarked			22 762 855
UNITED NATIONS OFFICE OF COUNTER-TERRORISM			
Support to the advance passenger information (API) portfolio under the IOM-UNOCT cooperation framework			204 336
Supporting the reintegration of men and women formerly associated with Al-Shabaab through social cohesion activities during rehabilitation			170 348
Total: United Nations Office of Counter-Terrorism – Earmarked			374 684

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
UNITED NATIONS ORGANIZATION STABILIZATION MISSION IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO			
P-DDRCS: pilot project to support the stabilization of Bantu and Twa communities in the village of Lambo Katenga, in Tanganyika province			198 554
Total: United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo – Earmarked			198 554
UNITED NATIONS POPULATION FUND			
Promote health accessing service and raise awareness of Cambodia women migrants on health and gender-based violence			100 000
2022 multisectoral needs assessment to inform the humanitarian needs overview and humanitarian response plan process in the Sudan			70 000
Disability inclusion officer			50 290
Women and girls first programme – phase II – net of “for refund”			12 978
Total: United Nations Population Fund – Earmarked			233 268
UNITED NATIONS RESIDENT COORDINATOR OFFICE – EGYPT			
Nile clean-up, Egypt			2 275
Total: United Nations Resident Coordinator Office – Egypt – Earmarked			2 275
UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY			
Enhanced resilience and living conditions for vulnerable communities addressing economic, health and food security challenges due to impacts of COVID-19 in Sierra Leone			600 564
Enhancing protection and empowerment of migrants and communities affected by climate and disasters in the Pacific region – Australia			370 784
Promoting a human security approach to disaster displacement and environmental migration policies integrating the COVID-19 pandemic response in the eastern Caribbean			177 673
Recovering from conflict: integrated support for the most vulnerable communities in South Kordofan			165 501
Assessing vulnerabilities and resilience in border communities in Timor-Leste through the human security approach in the context of COVID-19			133 872
Applying the human security approach to advance an integrated response to health and migration in the northern triangle of Central America and Mexico			105 074
A joint human security approach to strengthening prevention of and protection and empowerment in mixed migration flows towards Gabon			39 697
Empowering and engaging the youth to mitigate the multidimensional threats of the health pandemic			37 557
Regional report on the attainment of the Sustainable Development Goals in crisis-affected countries in the Arab region – for refund			(19 215)
Protecting and empowering child and youth refugees and migrants in Morocco – for refund			(19 453)
Total: United Nations Trust Fund for Human Security – Earmarked			1 592 054
UN-WOMEN			
Together for equality: Preventing and responding to gender-based violence in Timor-Leste			761 925
Supporting the implementation of the national disability agency's disability needs assessment survey			10 000
Total: UN-Women – Earmarked			771 925
WORLD BANK			
SPF Peru: emergency response for Venezuelan migrants			2 281 642
Scaling up “Build Back Safer” training and communications in Haiti’s Grand Sud			2 169 138
South Sudan flood damage and recovery needs assessment – field validation			85 000
Funds received in 2022 – to be allocated			5 051
Total: World Bank – Earmarked			4 540 831
WORLD FOOD PROGRAMME			
Socioeconomic survey of migrants in Libya			117 000
Nutrition support activity for people living with HIV/tuberculosis under the targeted operational areas			89 246
Drought and the COVID-19 pandemic in Lesotho: agriculture, food security and protection support for vulnerable communities			38 948
Mixed migrant assessment in San Vicente, Darién			35 000
Fostering emergency response capacity in disaster-prone areas for social protection and economic integration, with a focus on the rights of Venezuelan migrants and their host communities			20 485
Research on legal identity and identity management in Afghanistan			10 000
Funds received in 2022 – to be allocated			4 985
Nutrition support activity for persons living with HIV and tuberculosis under the targeted operational areas – for refund			(4 238)
Total: World Food Programme – Earmarked			311 425

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
WORLD HEALTH ORGANIZATION			
Strengthening the capacity of priority points of entry and cross-border locations to respond to the Ebola virus disease epidemic and prevent cross-border transmission			1 959 105
Supporting the COVID-19 vaccination roll-out by the government of Thailand			483 553
Provision of emergency primary health care integrated with gender-based violence, mental health and psychosocial support services to conflict- and drought-affected populations in Ethiopia			249 780
Oral cholera vaccination campaign in Rubkona county and Bentiu IDP camp, South Sudan			204 941
Strengthening South Sudan's port health core capacities for national public health security			200 000
2022 multisectoral needs assessment to inform the humanitarian needs overview and humanitarian response plan process in the Sudan			100 000
Funds received in 2022 – to be allocated			37 824
Strengthening the COVID-19 response in Timor-Leste's border communities – phase II – for refund			(48 171)
Total: World Health Organization – Earmarked			3 187 032
YEMEN HUMANITARIAN FUND			
Multisectoral humanitarian assistance to IDP sites in Al Khukhah district, Al Hudaydah governorate, Yemen, priority 1			3 803 000
Provision of multipurpose cash assistance to vulnerable IDP households in Yemen (rapid response mechanism), priority 2			849 213
Total: Yemen Humanitarian Fund – Earmarked			4 652 213
MULTI-PARTNER TRUST FUNDS			
AFGHANISTAN HUMANITARIAN FUND			
Transitional shelter construction and shelter repair/upgrade in Jawzjan, Badghis and Farah provinces			4 202 384
Emergency shelter repair and transitional shelter assistance in support of flood response			4 200 735
Shelter repair and winterization assistance for families in Balkh, Jawzjan, Nuristan, Paktika and Parwan provinces			3 211 093
IOM contribution to the Afghanistan water, sanitation and hygiene core pipeline			2 184 580
Emergency response to COVID-19 and infectious disease outbreaks including measles and acute watery diarrhoea in target high-risk districts of Afghanistan's border provinces			1 977 148
Distribution of cash for construction of transitional shelter and shelter repair to conflict- and natural disaster-affected/displaced and vulnerable families in Badghis and Kunduz provinces			1 938 500
Distribution of winterization assistance to vulnerable families in Afghanistan			1 739 555
Provision and upgrading of WASH services by rehabilitation of water supplies and support of improved hygiene practices			1 643 323
Integrated water, sanitation and hygiene assistance to vulnerable migrant populations in urban and hard to reach areas in Afghanistan			1 394 127
Set up of three humanitarian hubs in support of the earthquake response in Paktika and Khost provinces			1 379 491
Emergency health response for refugees, IDPs, migrant populations and underserved host communities in border provinces and urban settings			1 306 217
Transitional shelter and winterization assistance to families affected/displaced by earthquake in Paktika province			1 270 348
Emergency health response in the winter-affected hard-to-reach areas in Afghanistan			1 248 055
Strengthening life-saving primary health care in flood-prone and affected provinces in Afghanistan			1 200 605
Establishment of community resource centres and mobile camp coordination and camp management teams in underserved communities in Sari-pul and Jawzjan provinces			1 194 501
Emergency protection assistance for vulnerable returning undocumented Afghans and conflict-affected IDPs in Afghanistan			1 000 000
Technical support to emergency shelter and non-food items cluster partners responding to the 22 June earthquake in Paktika and Khost			937 905
Cash for rent to families affected by natural disaster in Paktika and Khost			901 915
Emergency provision of life-saving essential health services and outbreak preparedness in earthquake-affected areas in Afghanistan			885 391
Emergency protection assistance for returning undocumented Afghans and IDPs in Afghanistan			800 001
Total: Afghanistan Humanitarian Fund – Earmarked			34 615 874
CENTRAL AFRICAN REPUBLIC HUMANITARIAN FUND			
Multisectoral and integrated in protection and camp coordination and camp management/non-food items/shelter assistance targeting displaced populations in the Central African Republic			750 000
Integrated assistance in camp coordination and camp management /non-food items/shelter targeting displaced populations in the prefectures of Ouham Pendé, Ouham, Bamingui Bangoran and Basse Kotto			700 000
Total: Central African Republic Humanitarian Fund – Earmarked			1 450 000

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
CONFLICT-RELATED SEXUAL VIOLENCE MULTI-PARTNER TRUST FUND			
Developing a comprehensive reparations legal and policy framework for survivors of conflict-related sexual violence			110 371
Total: Conflict-Related Sexual Violence Multi-Partner Trust Fund – Earmarked			110 371
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO STABILIZATION COHERENCE FUND			
Strengthening social cohesion and resilience of communities affected by the Ituri Patriotic Resistance Force (FRPI)			1 016 496
Total: Democratic Republic of the Congo Stabilization Coherence Fund– Earmarked			1 016 496
IRAQ UNDAF TRUST FUND			
Supporting the United Nations network on migration in Iraq – for refund			(179 158)
Total: Iraq UNDAF Trust Fund – Earmarked			(179 158)
JOINT PROGRAMME – BANGLADESH SAFE			
United Nations joint-project for SAFE access to fuel and energy for Rohingya refugees			4 163 637
Joint United Nations project to address cooking fuel needs, environmental degradation and food security for refugees in Cox's Bazar			2 040 738
Total: Joint Programme – Bangladesh SAFE – Earmarked			6 204 375
JOINT PROGRAMME – CONFLICT TRANSFORMATION IN BARMM			
Conflict transformation in areas affected by armed conflict in Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao through area-based community-driven development			279 020
Total: Joint Programme – Conflict Transformation in BARMM – Earmarked			279 020
JOINT PROGRAMME ON GENDER-BASED VIOLENCE IN ZAMBIA II			
Government of Zambia–United Nations joint programme on gender-based violence – phase II			237 900
Total: Joint Programme on Gender-based Violence in Zambia II – Earmarked			237 900
JOINT SDG FUND			
Food affordability in conflict-torn Yemen in light of the Ukraine war			147 930
Joint SDG fund development emergency modality – response to the global crisis on food, energy - strengthening Jamaica's resilience to food and water insecurity			124 976
Connecting blue economy actors: generating employment, supporting livelihoods and mobilizing resources			110 000
Comprehensive monitoring framework for anticipatory action planning in Zimbabwe			85 000
Strengthening the resilience of vulnerable populations in Egypt to impacts of the global emergency			83 487
Strengthened information systems for improved social protection policies and programmes ready to respond to food insecurity emergencies			55 000
Activate!: integrated social protection and employment to accelerate progress for young people in Montenegro – for refund			(12 436)
Total: Joint SDG Fund – Earmarked			593 957
MALAWI SDG ACCELERATION FUND			
Border districts and community-based conflict prevention and peacebuilding in Malawi			92 918
Total: Malawi SDG Acceleration Fund – Earmarked			92 918
MIGRATION MULTI-PARTNER TRUST FUND			
Labour mobility for sustainable development and climate resilience in the Pacific			700 000
Strengthening border management, social cohesion and cross-border security in the Parrot's Beak area of Guinea			411 522
Addressing drivers and facilitating safe, orderly and regular migration in the context of disasters and climate change in the intergovernmental authority on development region			313 870
Fund management unit direct cost			266 162
Bridging recruitment to reintegration in migration governance: Philippines (BRIDGE)			225 000
Evidence-based migration policy planning and discourse in North Macedonia			196 088
Travel support for delegates and stakeholders to the International Migration Review Forum, May 2022			161 490
Total: Migration Multi-Partner Trust Fund – Earmarked			2 274 132
PEACEBUILDING FUND			
Promoting community stabilization and economic exchanges through durable solutions for returnees and effective border management between Angola and the Democratic Republic of the Congo			1 300 000
Strengthening the security– climate nexus in Gedaref in the Sudan			1 200 000
Ngla-Ha – promoting peacebuilding through peaceful conflict resolution and dialogue between communities and authorities in northern Chad			1 170 000

C/114/3
 Appendice 8 (suite)
 (en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PEACEBUILDING FUND (continued)			
Sustaining peace and social cohesion in Bosnia and Herzegovina through enhanced intermunicipal and inter-entity cooperation on local services			1 051 832
Bridging the “youth gap” – strengthening community-based reintegration mechanisms: an IOM/UNICEF partnership for youth affiliated with Al-Shabaab and community youth			1 020 000
Supporting transitional justice, community-based reintegration and economic recovery in the context of spontaneous surrenders in Kasaï, Kasaï Central and Tanganyika provinces			1 003 691
Promotion of peaceful transhumance in the Liptako-Gourma region			980 000
Youth action for reduced violence and enhanced social cohesion in Wau in South Sudan			972 095
Conflict prevention and resilience-building in the areas of return of the communities of Bosso, Gueskerou and Kablewa in Diffa			859 988
Youth in action: supporting the active role of young women and men for the consolidation of peace in Diffa			805 000
Supporting local capacity for climate change-related conflict and disaster prevention and management			774 200
Understanding and addressing conflict drivers and migration routes in Agadez			750 000
Strengthening social cohesion and building trust between the police and the population through community policing, democratic dialogue and economic recovery in Kasai province			733 239
Refugee and IDP profiling towards sustainable peace and durable solutions in Darfur			700 000
Support for peaceful cohabitation between the communities of Logone Birni in the Far North region of Cameroon			690 129
Peacebuilding through community stabilization in the southern Libyan municipalities of Ghat, Sebha and Ubari			629 346
Strengthening sustainable pacific coexistence and the empowerment of displaced youth in the communes of the western and coastal regions of Cameroon			581 000
Empowering vulnerable young people in Chad to become peacebuilding agents			512 378
Conflict management and reinforcement of agropastoral resilience at the Mauritania-Mali border			510 000
Promoting peaceful electoral environment and community security in Liberia			480 060
Promoting conflict prevention, social cohesion and community resilience in the Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao in the time of COVID-19			480 000
Co-creating peace: participation of diverse young women in the urban-rural and indigenous civic space in Nariño and Cauca			462 709
Fight against trafficking in persons and other related organized crimes between the Central African Republic and Cameroon			452 206
Building the MHPSS-gender-peacebuilding nexus: fostering well-being, non-violent gender-equitable masculinity, and social restoration with young people in West Darfur, Sudan			402 500
Self-employment creation for rural youth to build peaceful environment and enhance social cohesion			348 500
Gender-responsive peacebuilding in extractive industries in Isabel province in Solomon Islands			346 477
Support to prevent the deterioration of social cohesion and peace in the context of the COVID-19 response at points of entry and in detention centres in Burkina Faso			330 000
Peacebuilding in the north-eastern border area of Côte d'Ivoire through participatory and planned management of natural resources			300 135
Strengthening local and state level peace architectures for peacebuilding and prevention in Katsina and Kaduna states of north-west Nigeria			296 155
MOVEO – Youth in action: towards diversity without violence. Building partnerships for peacebuilding and justice in El Salvador			262 087
Return and reintegration: essential actions for peacebuilding in El Salvador			240 864
Climate security in the Pacific region			189 711
Fighting against trafficking in persons and other related organized crime between Central African Republic and Cameroon			186 578
Concerted action by young people (women and men): community leaders for strengthening social cohesion and the consolidation of peace in the forested region of Guinea			168 846
Trinational response for dignified, peaceful and inclusive human mobility in the north of Central America – Honduras			124 667
Trinational response for dignified, peaceful and inclusive human mobility in the north of Central America			124 667
A three nation response for dignified, peaceful and inclusive human mobility in northern Central America			124 662
Addressing threats to peaceful coexistence and human security through women migrants and women in migration-affected communities in Madagascar – for refund			(48 120)
Peacebuilding through youth engagement and capacity-building for the border communities in Hodh ech Chargui – for refund			(58 492)
Building the social cohesion of communities receiving youth returnees as a bridge to peaceful and effective reintegration – for refund			(134 120)
Total: Peacebuilding Fund – Earmarked			21 322 989
SOMALIA MULTI-WINDOW TRUST FUND			
Saameynta-scaling-up solutions to displacement in Somalia			828 030
Total: Somalia Multi-window Trust Fund – Earmarked			828 030

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
SOUTH SUDAN HUMANITARIAN FUND			
Multisectoral response to increased CCCM, shelter, non-food item, WASH and health needs of the most vulnerable populations affected by increased violence, natural disasters and food insecurity in South Sudan			5 581 359
Provision of multipurpose and sectoral cash assistance to meet the emergency and basic needs of crisis-affected people in Malakal and surrounding areas			1 975 757
Provision of emergency shelter and WASH supplies to the crisis-affected populations in the Malakal protection of civilians site and surrounding areas			1 500 000
Emergency preparedness and flood response in Rubkona/Bentiu town			1 300 061
WASH response to support conflict-affected population residing in Malakal PoC			992 296
Data collection for evidence-based response and provision of camp coordination and camp management services to address the needs of populations displaced by the Tonga crisis			900 000
Total: South Sudan Humanitarian Fund – Earmarked			12 249 473
SPECIAL TRUST FUND FOR AFGHANISTAN			
STFA joint programme for the Eastern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADFI strategy – outcome 1 essential services and community infrastructure			2 107 168
STFA joint programme for the Eastern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADFI strategy – outcome 2 livelihoods, businesses and local economy recovery			1 817 432
STFA joint programme for the Eastern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADFI strategy – outcome 4 social cohesion, human rights and access to justice			60 581
STFA joint programme for the Eastern region of Afghanistan: addressing basic human needs through the ABADFI strategy – outcome 3 disaster and climate resilient critical infrastructure, water access and			34 241
Total: Special Trust Fund for Afghanistan – Earmarked			4 019 422
SPOTLIGHT INITIATIVE FUND			
Spotlight initiative: Vanuatu			156 065
Total: Spotlight Initiative Fund – Earmarked			156 065
SUDAN HUMANITARIAN FUND			
Strengthening the humanitarian health and water sanitation and hygiene response for the most vulnerable populations in northern Abyei			400 000
Total: Sudan Humanitarian Fund – Earmarked			400 000
TRUST FUND FOR SUSTAINING PEACE IN COLOMBIA			
Strengthening socioeconomic reincorporation initiatives for sustainability in Colombia			918 596
Voices from the territories: developing new authentic narratives to foster greater co-responsibility in the implementation of the peace agreement			678 920
Institutional strengthening strategy for the deployment and operation of the comprehensive system of truth, justice, reparation and non-repetition (SIVJRN) – for refund			(7 647)
Total: Trust Fund for Sustaining Peace in Colombia – Earmarked			1 589 869
UNITED NATIONS COVID-19 RESPONSE AND RECOVERY FUND			
Supporting the return of Mongolian women and children in situations of vulnerability stranded abroad due to COVID-19 and strengthening the capacity of border officials in response to COVID-19 – net of “for refund”			(445)
Enhancing food security and building socioeconomic resilience to COVID-19 in Tuvalu – for refund			(314)
Supporting provincial health preparedness and surge capacity, including at points of entry, in the Lao People’s Democratic Republic, under the United Nations COVID-19 response and recovery fund – for refund			(977)
Integrating water, sanitation and hygiene, nutrition and maternity and neonatal interventions for the COVID-19 response in Western province in Papua New Guinea – for refund			(4 640)
Unlocking Cambodian women’s potential through fiscal space creation – for refund			(23 324)
Total: United Nations COVID-19 Response and Recovery Fund – Earmarked			(29 700)
UNITED NATIONS SRI LANKA SDG MULTI-PARTNER TRUST FUND			
Support for strengthened reconciliation processes and increased access to person-centred, comprehensive, and credible reparations mechanisms in Sri Lanka			343 375
Ensuring the protection of women and girls, including survivors of gender-based violence and trafficking, and vulnerable communities during the socioeconomic crisis in Sri Lanka			314 000
Total: United Nations Sri Lanka SDG Multi-Partner Trust Fund – Earmarked			657 375
Subtotal: MULTI-PARTNER TRUST FUNDS			87 889 407
Subtotal: UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND POOLED FUNDS	71 344		240 566 459

C/114/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PRIVATE SECTOR			
Airbnb.org – Accommodation support for conflict-affected populations in Ukraine			6 000 131
USA for IOM – online project contributions			2 480 000
Takeda Pharmaceuticals, Ltd. – Scaling up IOM’s electronic personal health record (e-PHR)			2 042 623
Private sector organization – Implementing responsible recruitment due diligence in global supply chains			907 260
Shell International BV – Enter energy: Mozambique			636 822
USA for IOM – supporting the productive integration of Venezuelan migrants programme in the Latin America and the Caribbean region – phase III			600 000
Private individual donations – online project contributions			392 459
Bernard van Leer Foundation – Early childhood development in migration context			331 507
Sol Consulting Group – Assisted voluntary return and reintegration of migrants in situations of vulnerability			300 903
Private sector organization – Promoting safe, hygienic and decent working and living arrangements for migrant workers in the Vietnamese electronics sector during the COVID-19 pandemic			271 600
C&A Foundation – Corporate responsibility to eliminate slavery and trafficking (CREST) in apparel and textile supply chains in Asia – Thailand			217 391
Eurasia Foundation – Turkmenistan: building youth resilience through community engagement			205 500
3Degrees Group – Improvement of Malakal teaching hospital service delivery through solarization			198 020
The Consumer Goods Forum – Mitigating forced labour risks and promoting responsible recruitment through the consumer goods forum (human rights coalition – working to end forced labour) in palm oil supply chains in Malaysia			183 878
UEFA Foundation for Children – Sports for inclusion: Football against racism			179 471
AMADEUS – Amadeus incentive – global			163 560
USA for IOM – Funds received in 2022 – to be allocated			157 500
USA for IOM – Promoting access to humanitarian aid with the use of digital technologies			150 000
Stichting Benevolentia – Moving the middle			100 220
Open Society Foundations – Leveraging the humanitarian-development nexus for the Ukraine response through diaspora engagement in Italy			100 000
Fast Retailing Co Ltd. – Promoting ethical recruitment and fair labour practices in garment and footwear supply chains – phase III			95 000
Maple Leaf Foods – Preparation and mobilization of migrant workers from El Salvador to Canada			94 289
Maple Leaf Foods – Funds received in 2022 – to be allocated			91 852
OLEODUCTO CENTRAL S.A.S – OCENSA – Preventing the recruitment and use of children, adolescents and young people in Casanare department in Colombia			90 593
Social Solutions International – Strengthening community resilience and food security after typhoon Surigae			90 000
USA for IOM – Supporting basic health needs of Venezuelan migrants in Darién, Panama			75 000
VF Worldwide Holdings Ltd – Funds received in 2022 – to be allocated			71 701
John Snow, Inc. Research & Training Institute – Building healthy cities – Indonesia			69 906
Responsible Business Alliance Foundation – Responsible recruitment due diligence toolkit – 2022 update			65 000
VF Singapore Overseas Services Pte. Ltd. – Advancing ethical and responsible recruitment of migrant workers in VF Corporation’s global supply chains – phase II			64 751
USA for IOM – IOM global assistance fund for vulnerable migrants			50 000
Responsible Business Alliance Foundation – Promoting safe migration in Malaysia through the transformation of recruitment practices and standards in the supply chain			44 622
Private sector organization – Promoting protection of migrant workers in Thailand through advisory services to private and public actors			32 000
Coca Cola Export Corporation, Dubai – Food assistance to vulnerable populations in Iraq for Ramadan 2022			30 000
Marshalls Mono Limited – Viet Nam: Improving responsible labour practices and supply chain transparency in the natural stone industry – phase I			28 540
Fundação Ariel Glaser Contra o Sida Pediátrico – Continuity of HIV services during public health emergency response in high-risk areas in Mozambique under the president’s emergency plan for AIDS relief (PEPFAR)			27 900
H&M Group – Ethical recruitment awareness-raising in H&M operations and supply chains			25 000
Talent Beyond Boundaries – Funds received in 2022 – to be allocated			20 606
Private sector organization – Promoting ethical recruitment and fair labour practices in operations in Malaysia			20 010
Private sector donations – World migration report			14 277
The Ireland Funds – Joint project on family reunification to Ireland			10 045
ERSTE Foundation – Funds received in 2022 – to be allocated			9 737
Ooredoo in Kuwait – Corporate social responsibility: engagement for shelter support and community cohesion activities			6 152
Talent Beyond Boundaries – Europe: training events and technical support to build capacity in migration management – Belgium			5 726
Private donations on the IOM website – online project contributions			4 874
Private individual donations – Funds received in 2022 – to be allocated			3 166

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
PRIVATE SECTOR (continued)			
Private sector organization – Viet Nam: eliminating slavery and human trafficking in the natural stone industry			1 499
Private individual donation – Partnership support for trafficked children in Ghana			253
Orchid Cellmark – Funds received in 2022 – to be allocated			240
Subtotal: PRIVATE SECTOR			16 761 584
OTHER ORGANIZATIONS			
INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS			
Council of Europe Development Bank – Strengthening protection mechanisms in Poland following the crisis in Ukraine			751 081
African Development Bank – Project to reduce youth unemployment through capacity-building and with the involvement of the diaspora – Burundi			655 460
African Development Bank – Kismayo and Baidoa urban water supply and sanitation project – additional financing			500 000
Council of Europe Development Bank – Enhancing migration response in Romania following the crisis in Ukraine			464 286
Council of Europe Development Bank – Enhancing the response for persons in the Republic of Moldova affected by the Ukraine crisis			446 429
Council of Europe Development Bank – Emergency response to people fleeing the conflict in Ukraine			421 496
Council of Europe Development Bank – Supporting the migration response in Hungary following the crisis in Ukraine			420 168
Council of Europe Development Bank – Reception and inclusion of people fleeing the conflict in Ukraine to Slovakia			290 155
Council of Europe Development Bank – Emergency support for persons fleeing the conflict in Ukraine who entered Greece on or after 24th February 2022			239 282
Council of Europe Development Bank – Emergency response in Slovakia to people fleeing the conflict in Ukraine			158 395
Council of Europe Development Bank – Provision of protection-sensitive services to migrants and asylum-seekers within the migration response in Una Sana Canton in Bosnia and Herzegovina			65 717
Council of Europe Development Bank – Supporting COVID-19 prevention measures in migrant centres			52 798
African Development Bank – MDB platform on economic migration and forced displacement			50 000
Council of Europe Development Bank – Responding to emergency needs and fostering refugee and migrant empowerment (REFRAME) – Greece – for refund			(44 310)
Council of Europe Development Bank – Financial assistance from the migrant and refugee fund for unaccompanied child migrants and refugees in Greece – Greece – for refund			(97 912)
Subtotal: INTERNATIONAL FINANCIAL INSTITUTIONS			4 373 045
GLOBAL VERTICAL FUNDS			
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East response – phase III	6 393 183		4 840 450
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – TEAM 2: Tuberculosis elimination among migrants			3 655 673
Gavi Alliance – Enhancing COVID-19 vaccination services at point of entries in the Democratic Republic of the Congo			3 020 376
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East response: ensuring continuity of treatment and essential services for people affected by HIV/AIDS, tuberculosis and malaria in Iraq, Jordan, Lebanon, the Syrian Arab Republic and Yemen	3 186 362		1 030 293
Global Fund to End Modern Slavery – Bolstering ethical recruitment policies and practices to enhance safe and orderly labour migration pathways, prevent exploitation and better protect migrant worker – net of “for refund”			794 082
Global Fund to End Modern Slavery – Fostering recruitment agencies’ ethical practices and accountability and supporting the government of Kenya to pilot a recruitment oversight mechanism			792 757
Global Fund to End Modern Slavery – Aligning lenses toward ethical recruitment (ALTER)			449 609
Global Fund to End Modern Slavery – Improving migrant and community awareness of counter-trafficking			327 728
Global Fund to End Modern Slavery – Victim case management system			271 318
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Technical secretariat of the Colombian country coordinator mechanism of the global fund to fight AIDS, tuberculosis and malaria – phase II			75 000
Gavi Alliance – COVID-19 delivery support (needs-based funding)			60 030
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East tuberculosis, HIV and malaria response – Jordan – for refund			(631)
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Middle East HIV, tuberculosis and malaria response – Jordan – for refund			(37 710)
Subtotal: GLOBAL VERTICAL FUNDS	9 579 544		15 278 975

C/114/3
Appendice 8 (suite)
(en anglais seulement)

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ENTITIES			
Save the Children International Myanmar – Community-based tuberculosis awareness, detection, diagnosis and treatment in mobility-impacted communities in Mon, Kayin, and Rakhine states			1 182 588
Save the Children International Myanmar – Community-based malaria prevention, detection and treatment in mobility-impacted communities in Mon state and Sagaing region in Myanmar			898 231
Save the Children International Myanmar – Targeted HIV prevention and community-based diagnosis, treatment, care and support in mobility-impacted communities in Mon and Kayin states in Myanmar			440 714
British Council Nepal – Generating evidence for future skills needs of migrant workers in Nepal			410 210
Shelterbox – Provision of emergency shelter non-food items to communities in Ethiopia			370 630
Foundation for Innovative New Diagnostics – Introducing COVID-19 rapid tests in mobile and conflict-afflicted populations			367 500
People in Need – Strengthening the resilience and recovery of conflict-affected communities in Rakhine state through local leadership, decent work and safe migration			363 179
The Research Institute of Tuberculosis, Japan Anti-Tuberculosis Association – Developing an electronic platform for Japan pre-entry tuberculosis screening programme			288 891
Croix-Rouge Genevoise – Return and reintegration assistance programme for people in an irregular situation in the canton of Geneva			282 078
Plan International Guinea – Strengthening and decentralizing the fight against tuberculosis and HIV/AIDS to reach vulnerable populations in Guinea in the Guinée forestière area			254 942
Save the Children International Myanmar – COVID-19 control and risk mitigation in global fund projects in Mon, Kayin and Rakhine states, and Sagaing region			234 447
Queen’s University Canada – Real-time monitoring of gender-based violence threats against displaced Venezuelan women and girls in Brazil, Ecuador and Peru			156 932
Estonian Refugee Council – Welcome sessions for beneficiaries of international protection in Estonia – phase III			152 970
Cooperation International Sudan – Promoting socioeconomic development in states of origin and transit for migration in the Sudan			139 588
International Medical Corps – In-kind contributions	130 583		
New York University – Research innovation in estimating the prevalence of human trafficking in the Costa Rican fishing sector			125 263
International Initiative for Impact Evaluation – Peacefield Darfur impact evaluation			108 235
Asociația Global Help/DG HOME – Regional network for migrant integration in Romania – MyRO (2020–2022)			99 625
Plan International Netherlands/DG DEVCO – IOM contribution to “Joining forces: multi-stakeholder action to offer young refugees and host communities a sustainable future in Ethiopia”			89 708
Finnish Refugee Council/DG Home – Navigator 2.0			77 218
Irish Red Cross – Joint project on family reunification travel assistance to Ireland – Irish Red Cross 2022–2024			49 325
American Jewish World Service – Temporary support and assistance to sensitive Myanmar nationals transiting through the Republic of Korea to the United States of America			48 732
Plan International – Funds received in 2022 – to be allocated			45 032
Federazione Lavoratori Agro Industria – Preventing and combating illegal work and exploitation in the agricultural sector in southern Italy			43 867
Croix-Rouge Genevoise – Return and reintegration assistance programme for people in an irregular situation in the canton of Geneva			39 813
Royal Holloway, University of London – The diffusion of development: extending randomized controlled trials with agent-based modelling to understand spillovers of development intervention			37 616
Foundation for Innovative New Diagnostics – Funds received in 2022 – to be allocated			28 886
Croix-Rouge Genevoise – Reintegration assistance for migrants in Switzerland			24 876
Sapienza University – Preventing sexual and gender-based violence in migrant communities and strengthening support to victims in cities in the European Union			22 008
Norwegian Refugee Council – In-kind contributions	21 081		
Croix-Rouge Genevoise – Return and reintegration assistance programme for people in irregular situation in the canton of Geneva			20 986
Femmes en Detresse – Preventing sexual and gender-based violence in migrant communities and strengthening support to victims in cities in the European Union			20 637
Red Crescent Society of the United Arab Emirates – In-kind contributions	20 000		
World Vision International – Community response map: world vision digital accountability for Ukraine response			20 000
Central European Initiative Executive Secretariat – North Macedonia: advisory support for strengthening capacity for diaspora engagement and evidence-based migration policy planning			19 474
World Vision International – Community response map: world vision digital accountability for Zimbabwe			17 500
League for the Defence of Human Rights/DG Home – Integrated assistance for migrants: intercultural communities and solidarity (2020–2022)			17 073
World Vision International – Somalia – Community response map: enhancing two-way communications in Somalia			15 000
University of Liverpool – Evaluating the provision of distributed technology to adults with lived experience of modern slavery			12 950
ShelterBox – Distribution of emergency shelter and non-food items to communities in Ethiopia – net of “for refund”			12 600
ETNA – Progetto di Etnopsicologia Analitica – Preventing sexual and gender-based violence in migrant communities and strengthening support to victims in cities in the European Union			11 945
Church World Service – Funds received in 2022 – to be allocated			9 635

	In-kind contribution (USD)	Unearmarked (USD)	Earmarked (USD)
OTHER ENTITIES (continued)			
University of Warwick – Data and displacement: assessing the practical and ethical implications of targeting humanitarian protection			7 031
Norwegian Refugee Council – Logistical support to the Norwegian election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Lebanon 2022			6 943
University of Fribourg – Gender, return migration and reintegration in the Gambia, Guinea and Senegal			5 363
League for the Defence of Human Rights/DG Home – SIM_CIS: integrated services for migrants – intercultural communities and solidarity			5 286
Norwegian Refugee Council – Logistical support to the Norwegian election observer group to the European Union election observation mission for the general elections in Ghana in 2020			4 121
Fundatia Schottener Servicii Sociale – INTERACT Plus: active participation and integration of migrants in Romania (2020–2022)			2 233
Norwegian Refugee Council – Logistical support to the Norwegian election observer group to the European Union election observation mission to Sao Tome and Principe 2022			1 850
Ecumenical Association of Churches in Romania (AIDRom) – INTERACT Plus: active participation and integration of migrants in Romania (2020–2022)			1 657
Södertörn University – THALIA project: towards thoughtful, informed and compassionate journalism in covering human trafficking			1 556
Naif Arab University for Security Sciences – In-kind contributions	800		
Södertörn University – Funds received in 2022 – to be allocated			574
Irish Red Cross – Joint project on family reunification travel assistance in Ireland – net of “for refund”			(12 822)
Church World Service – Ensuring vulnerable migrants’ access to mental health support and other essential disaster management services – net of “for refund”			(15 165)
Asociația Global Help/DG HOME – Regional network for migrant integration in Romania – MyRO (2020–2022) – for refund			(21 578)
Subtotal: OTHER ENTITIES	172 464		6 547 956
Subtotal: OTHER ORGANIZATIONS	9 752 008		26 199 976
PRIOR PERIOD ADJUSTMENTS – NON-MEMBER STATES, AGENCIES AND OTHERS			2 879 068
Promissory note repayments			24 973 855
Net interest and other income		12 010 575	
Refugees, migrants, sponsors and others			146 443 950
Year-end net accrual adjustments of down payments and receivables			(106 961 570)
GRAND TOTAL CONTRIBUTIONS	16 173 731	45 258 753	2 865 726 621

LISTE DE SERVICES EN NATURE REÇUS

Les principales catégories de services en nature fournis gracieusement à l'OIM sont énumérées dans le tableau suivant.

Donateur	Type/catégorie de services en nature reçus	Unité/mesure
Comité consultatif pour les questions d'audit et de surveillance	Services de conseils sur des questions d'audit	72 jours
CANADEM	Services de personnel	121 jours
Programme Carlo Schmid	Services de personnel	170 jours
Ville de Lausanne (Programme SYNI)	Services de personnel	465 jours
CMS Hasche Sigle Partnerschaft von Rechtsanwälten und Steuerberatern mbB	Services juridiques	10 jours
Université Colgate	Services de personnel	588 jours
Conseil danois pour les réfugiés	Services de personnel	566 jours
Université Duke	Services de personnel	244 jours
Appui en renfort offert par les Pays-Bas	Services de personnel	554 jours
Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (Allemagne)	Services de personnel	240 jours
État fédéré de Berlin (Allemagne)	Services de personnel	65 jours
Flexport	Services de transport	253 camions
Université de Georgetown	Services de personnel	41 jours
Gouvernement de la France	Services de personnel	50 jours
Gouvernement du Ghana	Services de vérification comptable	153 jours
Gouvernement du Québec (Canada)	Services de personnel	130 jours
Gouvernement de la Türkiye	Services de personnel	190 jours
iMMAP	Services de personnel	1 409 jours
Kühne Logistics University	Services de personnel	68 jours
École Munk des affaires internationales et politiques publiques (Université de Toronto)	Services de personnel	423 jours
Conseil norvégien pour les réfugiés	Services de personnel	3 295 jours
RedR Australie	Services de personnel	364 jours
Smith College	Services de personnel	80 jours
Caisse de l'État de Bade-Wurtemberg (Allemagne)	Services de personnel	66 jours
Agence suédoise pour la protection civile	Services de personnel	1 029 jours
Agence suédoise de coopération internationale au développement	Services de personnel	783 jours
Direction du développement et de la coopération de la Suisse	Services de personnel	461 jours
Secrétariat d'État aux migrations de la Suisse	Services de personnel	1 041 jours
Association canadienne pour les Nations Unies	Services de personnel	60 jours
Universitat Autònoma de Barcelona	Services de personnel	110 jours
École de droit de l'Université de Californie (San Francisco)	Services de personnel	58 jours
Université du Michigan	Services de personnel	50 jours
Université de Padoue	Services de personnel	110 jours
Université de Westminster	Services de personnel	718 jours
USAID	Services de personnel	165 jours
Département d'État des États-Unis	Services de personnel	55 jours